
S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence
S!lence
N°330
Décembre
2005
4 €
6 FS
Le micro-crédit contre les femmes ?
Illich, école et décroissance
Des entreprises solidaires



Sommaire

VU de l'intérieur...

Assemblée générale de *S!lence*

Notez-en la date dès maintenant : ce sera le samedi 22 avril 2006 (de 10 h à 18h). Cette réunion est ouverte à tous nos lecteurs... mais seuls les membres de l'association (une vingtaine actuellement) peuvent voter. Ne peuvent être membres de l'association que des personnes actives dans la réalisation de la revue.

Association de juristes

Nous recevons régulièrement des demandes d'aides juridiques. Non seulement, nous ne sommes pas capables d'y répondre. On nous demande par exemple comment répondre à des problèmes de permis de construire pour des maisons en autoconstruction, pour des problèmes de scolarisation pour des parents qui refusent les vaccinations... Nos lecteurs ont-ils entendu parler d'une association de juristes qui pourrait répondre à ce genre de demandes ? Sinon, des juristes pourraient-ils envisager de la créer ?

Numéros régionaux

• **Proposez vos reportages.** Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an. Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Cela ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront dans les numéros intermédiaires.

• **Au Sud du Sud de Midi-Pyrénées.** Nous avons eu tellement de bons contacts en Ariège et Hautes-Pyrénées que nous avons finalement choisi pour le prochain numéro de ne parler que de ces deux départements. Pour la Haute-Garonne et le Gers, c'est reporté à une autre fois.

• **Alternatives à Paris.** Pour le numéro d'été 2006, nous devrions présenter les alternatives dans la capitale... et uniquement dans la capitale (pas l'Ile-de-France !). Si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, nous pouvons vous envoyer un courrier avec les explications pour la recherche des reportages. Ecrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

• **Alternatives sur la Côte-d'Azur.** Pour le numéro de janvier 2007, ce devrait être au tour du Var et des Alpes-Maritimes. Même message : si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, écrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

Devenez actif dans la revue

• **En agglomération lyonnaise**, si vous voulez nous aider dans la réalisation de la revue, une permanence d'accueil est assurée le mercredi de 18 h à 21 h pour vous accueillir. Si vous souhaitez plus particulièrement vous investir dans la rédaction, il est possible de lire les textes qui seront discutés lors des comités de lecture annoncés ci-dessous en venant à la permanence du mercredi qui précède.

• **De plus loin**, il est également possible de soutenir la revue en étant plus éloigné : en nous envoyant des infos, en rejoignant notre réseau de bénévoles pour tenir des stands et même pour certaines tâches décentralisables.

• **Correcteur, correctrice.** Notre principal correcteur bénévole actuel, Raymond Vignal souhaiterait voir son travail allégé. Nous cherchons donc une personne disposant d'une boîte aux lettres électronique, de temps, et d'une bonne capacité à corriger les textes pour un nombre de signes à définir chaque mois (quelques heures donc). Contacter la rédaction, le mercredi au 04 78 39 55 33.

Envoyez une info

Les infos de cette revue sont largement alimentées par les envois des lecteurs et lectrices. Cela passe par des tracts, des coupures de presse, des lettres manuscrites, des renvois sur des sites internet...
Vous pouvez également proposer articles ou dossiers, mais en prévoyant de longs délais. Quelques précautions à prendre :

• **Délais de parution.** Nous indiquons en bas de cette page, les délais pour recevoir des informations pour les numéros à venir. De nombreuses informations ne sont pas reprises dans la revue parce qu'elles nous parviennent trop tardivement. Pour être sûr des délais, envoyez vos informations deux mois à l'avance.

• **Anonyme.** Nous ne publions aucun texte dont nous ne connaissons pas l'auteur. Inutile donc de nous envoyer des messages anonymes... même si certains sont fort intéressants.

• **Courriel ?** Nous n'en communiquons pas pour ne pas être envahi par des messages non sollicités... mais nous en avons pour notre travail interne.

• **En chantier.** Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés à *alternatives en Ariège et Hautes-Pyrénées* (janvier), *faire un média alternatif*(février), *nucléaire en héritage* (mars), *terre, terroir, territoires* (avril) *Françafrique* (mai)...

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer aux réunions du comité de lecture :

	comité de lecture (réunion dans les locaux de *S!lence* à Lyon).	clôture des brèves
Janvier	**N° 331** :	mercredi 23 novembre à 12h
Février	**N° 332** : samedi 17 décembre à 14h	mercredi 4 janvier à 12h
Mars	**N° 333** : samedi 28 janvier à 14h	mercredi 1er février à 12h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 26 octobre 2005.

Bulletin d'abonnement page 47

LE MOIS DE LASSERPE













REPAS tiré du sac

Silence flirte avec le REPAS, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, depuis fort longtemps et nous avions décidé en septembre 2004 de faire un tour d'horizon des associations et entreprises adhérentes à ce réseau (1). Nous avons publié de nombreux reportages depuis cette date et nous vous en livrons encore quelques-uns dans ce numéro... (2)
Disons-le, nous avons été doublement surpris par cette enquête : d'une part par la variété des alternatives développées au sein de ce réseau et par les limites de chacun face à ces possibilités alternatives. Car toutes les démarches présentées reposent sur un équilibre entre alternatives et compromis. De même que nous nous exprimions sur nos incohérences individuelles (3), nous découvrons ici que les difficultés sont les mêmes au niveau collectif.
D'où la richesse du compagnonnage mis en place par le REPAS. Ce compagnonnage, en fonction des envies de chacun des jeunes qui y postule, permet d'aller dans différentes entreprises pour prendre conscience des choix qui y ont été faits.
Nous ne pouvons que vous inciter à faire de vos envies d'alternatives, un projet qui comprenne aussi votre mode de travail : en plongeant la main dans le sac du REPAS, vous pouvez déjà en déguster de nombreuses recettes.

Michel Bernard ■

(1) Nous avons bénéficié pour cela de l'aide précieuse de deux stagiaires Alban Labouret et Aymeric Mercier intéressés eux-mêmes par ce réseau dans le cadre d'une formation en philosophie et développement durable.
(2) Il en restera encore quelques-uns pour les mois à venir.
(3) Voir un début de débat dans le numéro 327 et dans ce numéro.

Des déchets pour la décroissance



Hervé Joncheray/Bergerette

Aire d'arrivage des objets.

A quoi ressemblera la déchetterie du vingt-et-unième siècle ? Avec la pénurie prévisible d'énergies, de matières premières, notre société de consommation pourra-t-elle se contenter de produits recyclables, centres d'enfouissement et autres incinérateurs ?

N'en déplaise aux tenants de ces grands projets qui mobilisent les fonds publics et la matière grise de nos ingénieurs, la déchetterie du 21e siècle ressemblera probablement beaucoup plus à l'alternative expérimentée depuis plus de vingt ans par une association autogestionnaire du Beauvaisis : les Ateliers de la Bergerette.

Une déchetterie en avance sur son époque… A première vue ce n'est pas évident. Lorsque nous arrivons aux Ateliers de la Bergerette, qui sont installés dans un ancien corps de ferme au cœur d'un quartier résidentiel de Beauvais, nous sommes frappés par l'originalité du lieu. Sommes-nous arrivés dans une brocante, un vide-grenier ? Est-ce le repaire d'un ferrailleur ou une exposition permanente des compressions du sculpteur César ?

La caverne d'Ali Baba

Entre la montagne de métaux ferreux et la benne à papier recyclé, plusieurs personnes s'affairent à décharger un camion d'encombrants devant l'entrée d'un immense hangar : un canapé, une vieille télé, un carton rempli de livres… Nous pénétrons dans la caverne d'Ali Baba : un labyrinthe creusé dans des montagnes d'objets entassés jusqu'au plafond. Nous croisons d'abord Karine, qui est en train de sélectionner et de nettoyer des lampes, lustres et appliques en tout genre. Elle s'occupe de l'atelier "luminaire". Nous nous faufilons entre de vieux meubles. Un virage à gauche, un virage à droite. Nous nous laissons guider par la musique qui vient du fond du hangar, traversons des étagères de jouets et arrivons au milieu de l'atelier "livres, revues, disques et jouets". Après que son responsable nous ait expliqué sympathiquement le fonctionnement de cet atelier, nous tentons de rebrousser chemin. Cette fois, c'est Georges Brassens qui chante à tue-tête et nous conduit, au travers d'une montagne de fripes, jusqu'à l'atelier "quincaillerie" de Christian. Celui-ci nous montre fièrement les objets fabriqués par les enfants de l'institut médico-pédagogique, qui viennent lui rendre visite chaque mercredi. Il est en train de trier des vis, boulons et écrous, qu'il regroupe en lots dans des vieux pots de confiture.

Plus loin, nous restons ébahis devant les tonnes de matériel hi-fi, de téléviseurs et d'ordinateurs, dont beaucoup fonctionnent encore ou n'ont besoin que d'une petite réparation. Mais leurs propriétaires les abandonnent aux Ateliers de la Bergerette car ils sont démodés, dépassés ou tout simplement par ce que leur réparation coûterait plus cher que le même objet neuf importé de Taïwan. Il y a ici de quoi équiper des centaines de foyers… Un coup de klaxon nous sort de notre rêverie postindustrielle : c'est l'heure du déjeuner.

Le repas est pris collectivement autour d'une grande table dans la pièce principale de la ferme. L'ambiance est conviviale. On discute de tout et de rien. Certains parlent boulot. Etienne partage les soucis qu'il a dans sa relation avec la Communauté d'agglomération du Beauvaisis. Les Ateliers de la Bergerette sont leur prestataire depuis vingt ans. Ils ont fortement sensibilisé la collectivité dans la gestion des déchets. Mais suite à un appel d'offre c'est une multinationale qui est choisie face au groupement qu'avaient constitué les Ateliers de la Bergerette et Emmaüs. Multinationale qui s'est finalement désistée. Les Ateliers se retrouvent donc à la table des négociations avec les élus et les techniciens de la "CAB".

Il pleut très fort. Un homme très âgé déambule sous son parapluie à la recherche d'un interlocuteur qui pourrait lui trouver une pièce d'occasion pour un taille-haie. Il est accueilli, tout comme le facteur qui vient d'arriver, dans la grande pièce à vivre, où on lui sert une chicorée.

Nous faisons à nouveau la visite, commentée cette fois, du hangar dans lequel se trouvent les quinze ateliers de réemploi. Puis nous découvrons le Recycl'à brac, le magasin des Ateliers. Les consommateurs que nous sommes, retrouvent leurs repères. Il y a des rayons, des étagères, des prix affichés. Un magasin normal, dans lequel on trouve de tout, mais d'occasion et à des prix défiant toute concurrence. Jérome, notre guide, admet d'ailleurs que ce n'est pas par conviction que la plupart des clients vient à la recyclerie, mais plutôt "pour faire de bonnes affaires". C'est pourquoi les Ateliers mettent en place des supports d'information et de sensibilisation au sein même du magasin.

Collecter, valoriser, revendre et sensibiliser

L'objectif premier des Ateliers de la Bergerette est d'ailleurs bien de sensibiliser les particuliers et les collectivités au respect de l'environnement, notamment par la prise de conscience *"des problèmes posés par la gestion des déchets ménagers, dans la perspective d'un moindre gaspillage"*. Partant du principe que les ressources naturelles sont limitées, les Ateliers de la Bergerette prennent le contre-pied de la logique consumériste en prônant bien-sûr le recyclage, mais surtout la sobriété et le réemploi.

Concrètement, les Ateliers de la Bergerette ont mis en œuvre le concept de recyclerie autour de quatre activités complémentaires et indissociables.

Tout d'abord, la collecte, par apport volontaire ou enlèvement à domicile d'encombrants ménagers ou de "déchets industriels banals", qui est dite "adaptée" ou "séparative". Il s'agit de préserver au maximum l'état des déchets collectés afin de favoriser leur valorisation par réemploi. En deuxième, les objets collectés sont valorisés : triés, nettoyés et, dans la mesure du possible, réparés. Les objets qui ne sont pas réutilisables sont démontés, dépollués et triés par matières premières pour être valorisés dans les filières locales de recyclage conventionnel. En troisième, les objets "réemployables" sont mis en vente dans le Recycl'à brac, magasin qui constitue l'aboutissement de la filière mise en place par l'association. Ainsi, en 2002, 72% des 700 tonnes de déchets collectés ont été valorisés, soit par réemploi, soit par recyclage en dehors de la structure. Le magasin représente les trois quarts des recettes de la Bergerette, ce qui lui permet, avec d'autres ressources telles que la vente de matières premières ou les collectes à domicile, de s'autofinancer : les subventions représentent moins de 5% du budget de l'association.

La quatrième activité, l'information et la sensibilisation, est centrale et doit être vue comme la vocation des Ateliers. En effet, comme l'explique Jérome *"c'est à la source qu'il faut agir"*, en produisant moins et mieux, *"mais les industriels ne feront rien, tant qu'il n'y aura pas de lois contraignantes"*. Les salariés qui, comme Jérome,

Les Ateliers de la Bergerette

partagent les convictions écologistes fondatrices de l'association, se sentent parfois découragés dans leur travail. *"Nous ne sommes qu'une goutte d'eau dans le système"* dit Eric. Admettant que les mentalités évoluent et que les médias les aident de plus en plus dans leur travail de sensibilisation, il déplore aussi que ceux-ci, sous la pression des annonceurs, poussent en même temps de plus en plus à la consommation.

La mondialisation est vue comme un frein au changement des comportements de consommation. Comment inciter au réemploi, alors que le marché est inondé par des biens neufs, sans cesse renouvelés et très bon marché, issus des industries délocalisées ? Il y a ainsi un déséquilibre entre l'offre et la demande de produits d'occasion qui peut mettre en péril l'activité des Ateliers de la Bergerette. A preuve, les fripes qui étaient revendues, il y a quelques années à environ 0,20€ le kilo, sont aujourd'hui données aux grossistes *"et encore nous sommes heureux qu'elles partent gratuitement !"* ironise Eric. Pas facile de responsabiliser les consommateurs face au dumping de l'économie mondialisée !

L'activité de recyclerie permet d'appuyer par l'expérimentation d'une alternative concrète un discours de sensibilisation à l'environnement. Si on prend en compte l'intérêt général, créer une activité basée sur le réemploi n'a aucun sens sans un discours de sensibilisation permettant de changer les comportements. Le recyclage sans réduction de la consommation pourrait même, par l'entremise de l'effet rebond, avoir des conséquences contraires à celles recherchées. Gestion des déchets et discours anti-consumériste sont donc intimement liés. Nous sommes ici très loin du discours développement durable des entreprises de recyclage classiques, qui, en prônant la réduction des déchets à la source, auraient peur de scier la branche sur laquelle elles sont assises. *"Il ne s'agit pas seulement de ramasser pour revendre"*, résume Etienne, un des fondateurs de l'association, *"c'est l'éducation qui permettra d'arriver au but politique de la recyclerie : la décroissance !"*.

Les Ateliers de la Bergerette ont donc mis en place un dispositif très étoffé permettant la sensibilisation et l'information de publics variés. Les enfants tout d'abord, pour lesquels ont été créées des animations scolaires en partenariat avec des réseaux d'éducation à l'environnement comme Ecole et nature ou Graine (1). La malle *RouleTaBoule* par exemple est un kit pédagogique permettant de construire une démarche de sensibilisation à la gestion des déchets et à la consommation responsable pour les enfants à partir du CE2. Les Ateliers proposent également des animations sous forme d'ateliers de fabrication de papier recyclé, de sorties sur le terrain pour comprendre l'impact de l'activité humaine sur le fonctionnement des écosystèmes, de visites de la recyclerie.

Sandrine, qui est responsable de l'activité "Sensibilisation et information", regrette cependant que beaucoup d'enseignants ne s'impliquent pas suffisamment dans ces animations. Il est en effet nécessaire que l'enseignant soit motivé pour faire suivre l'animation par des actions concrètes, comme la mise en place du tri des déchets dans la classe.

Les actions d'information et de sensibilisation s'adressent également à d'autres publics. Les Ateliers de la Bergerette réalisent par exemple des animations sur la réduction de la consommation d'énergie destinées à des adultes en insertion, un atelier de fabrication de papier recyclé avec une association de mal-voyants et interviennent dans de nombreux colloques pour expliquer le fonctionnement et les principes de la recyclerie.

Par ailleurs, les Ateliers de la Bergerette organisent ou participent à de nombreuses manifestations auprès du grand public, afin *"de susciter des réflexions et de fournir des outils pour le changement des comportements et une consommation plus responsable"*. Ainsi, ils participent à au moins une action d'envergure par an : la construction à Beauvais de la pyramide de *Toutenkarton* en papier et carton de récupération, déménagement de tous les Ateliers pendant trois jours sur la place de l'Hôtel-de-Ville de Beauvais, invitation d'artistes plasticiens pour qu'ils créent à partir des matériaux trouvés dans la recyclerie, actions de nettoyage de lieux pollués, etc.


Hervé Joncheray/Bergerette

Sensibilisation à l'environnement.


Alban Labouret

Collecte des encombrants.

Enfin, l'association a ouvert dans ses locaux depuis 2003 un *"Espace Info énergie"* en partenariat avec l'Ademe (2), afin de fournir au grand public des informations sur les économies d'énergies, les énergies renouvelables et l'écoconstruction.

La volonté d'influencer les politiques est un des objectifs fondateurs des Ateliers de la Bergerette. Les statuts prévoyaient d'ailleurs, dès la création de l'association, *"l'intervention auprès des collectivités locales pour qu'elles assument la récupération et le recyclage dans la perspective d'un moindre gaspillage"*. Partenaire naturel des collectivités qui leur sous-traitent la collecte des encombrants, les Ateliers de la Bergerette n'ont cessé depuis vingt ans d'y promouvoir un discours environnementaliste. Les collectivités ont aujourd'hui hérité de la *"compétence déchets"* et reçoivent à ce titre des fonds d'Eco-emballages (3) destinés à la sensibilisation. Ainsi elles sollicitent les Ateliers pour les aider à concevoir des outils de sensibilisation, des animations ou pour former leurs animateurs ou "ambassadeurs du tri". Mais leur implication reste faible et elles se contentent sou-

(1) Graine, Groupement régional d'animation et d'information à la nature et à l'environnement en Picardie, 33, rue des Victimes-de-Comportet, 02000 Merlieux, tél : 03 23 80 03 03 et Réseau école et nature, espace République, 20, rue de la République, 34000 Montpellier,tél : 04 67 06 18 70, site : http://www.ecole-et-nature.org

(2) Ademe-Picardie, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, 67, avenue d'Italie, immeuble Apotika, 80094 Amiens cedex 03, tél : 03 22 45 18 90 ou Ademe, 2, square Lafayette, BP 406, 49004 Angers cedex 01, tél : 02 41 20 41 20, http://www.ademe.fr

(3) Eco-emballages, est une entreprise privée, créée à l'initiative d'industriels de la grande distribution, qui a pour principal objectif de percevoir une contribu-



vent de sous-traiter cette prérogative au secteur associatif en s'auto-évaluant par la quantité d'animations subventionnées. De plus, comme l'explique Etienne, leur collaboration avec les collectivités locales doit faire face à des réticences au niveau des élus en raison de l'originalité des Ateliers, notamment dans leur mode de fonctionnement autogestionnaire et égalitaire et dans leur discours anti-consumériste.

Insertion durable et autogestion

Les Ateliers de la Bergerette peuvent être vus comme une structure d'insertion par l'emploi. Mais ils restent très prudents et critiques face aux dispositifs d'insertion et aux emplois aidés. Ces derniers sont en nombre très limité et lorsque l'association y a recours, c'est uniquement dans l'optique de les pérenniser. Cette approche correspond à une volonté d'indépendance par rapport aux subventions, au refus de la précarisation de l'emploi, mais surtout à une volonté de professionnaliser l'activité de récupération et recyclage. Et cette professionnalisation passe principalement par la viabilité économique de la structure et par la pérennisation des emplois. Il n'y a jamais eu de licenciement aux Ateliers.

Chacun des 17 permanents de l'association est responsable d'un atelier spécifique (ateliers de valorisation comme petit électroménager, ameublement, cycles, TV/bureautique, matières premières, mais aussi animation, comptabilité, etc.) et doit aussi s'impliquer dans des activités communes. Ce "tronc commun" occupe les permanents à mi-temps. Il comprend les activités d'accueil, de collecte, des tâches administratives ou de gestion, le ménage.

Le principe de partage du temps de travail entre ateliers et "tronc commun", principe posé dès la création de l'association, favorise la professionnalisation par le développement de compétences spécifiques. Il vise aussi la responsabilisation des salariés et leur autonomie : chacun gère son atelier et son temps comme il l'entend. Les Ateliers de la Bergerette fonctionnent sans hiérarchie et chaque salarié perçoit le même salaire (Smic+ 12%). Que l'on soit administrateur bénévole ou salarié, les décisions sont prises en conseil d'administration selon le principe "une personne égale une voix". Ainsi, de par leur nombre, ce sont les salariés qui dirigent l'association.

Sandrine apprécie l'égalité entre des permanents de compétences, d'âges, d'origines sociales et d'expériences très variées. De même, la pluriactivité et l'alternance entre travail en extérieur et en intérieur, le travail seul, en groupe, en interne ou au contact du public apporte une diversité extrêmement enrichissante. *"C'est le côté très humain des Ateliers"*, résume-t-elle.

Bien sûr, l'autogestion a ses limites. Avant de travailler aux Ateliers, Sandrine n'avait comme expérience qu'un stage de huit mois dans une entreprise multinationale du secteur industriel, extrêmement hiérarchisée et organisée. Passée à l'autre extrême, elle trouve l'autogestion parfois usante : *"L'autogestion a un côté bordel, du fait que chacun soit responsable de son activité et travaille dans son coin, du fait que je n'ai personne au-dessus de moi pour me motiver lorsque c'est nécessaire, du fait que, dans mon domaine de responsabilité, je sois arrivée à mon seuil de compétence et que je n'ai personne pour m'aider à progresser"*. Elle avoue ainsi être passée par des phases d'euphorie et des phases de démotivation totale. Mais les projets communs permettent de motiver l'équipe, *"tout le monde s'y met de bon cœur, dans l'improvisation, même s'il manque parfois des personnes pour coordonner et organiser en amont"*. Comme le dit Etienne, "l'autodiscipline fait qu'il n'y a que des problèmes", mais les Ateliers fonctionnent depuis vingt ans sans patron et sans hiérarchie et, *"miraculeusement, ça se remet en route tous les matins"*.

Le bilan du stage d'Amandine, qui s'est "immergée" aux Ateliers de la Bergerette dans le cadre du compagnonnage du réseau Repas, est accessible à tous sur le tableau d'affichage de la salle à manger. Elle y résume les richesses et les limites du fonctionnement autogéré de l'association. Outre la responsabilisation et l'autonomie, l'autogestion enseigne la confiance en ses idées, en soi, en ses collègues. Elle permet d'agir et de travailler pour un groupe et pour des valeurs partagées. Mais, selon Amandine, l'autogestion amène aussi une certaine lenteur dans la prise de décisions et dans leur application, ainsi qu'une difficulté à évaluer son travail. Elle pense qu'il manque aux Ateliers un organe de réflexion, d'évaluation pour parler des problèmes ou des tensions qui peuvent apparaître : *"Il manque une réflexion commune pour construire une vision commune"*.

Ces limites, inhérentes à l'autogestion, sont aussi le fait du nombre de permanents qui n'a cessé d'augmenter depuis vingt ans. Les Ateliers de la Bergerette ont



Hervé Joncheray/Bergerette

Visite lors d'une journée portes ouvertes..

tion financière (en moyenne, 2 centimes par emballage en 2000-2002) de la part des entreprises qui vendent des produits emballés à destination des ménages. Cette écotaxe est ensuite reversée aux collectivités pour les aider dans la mise en place du tri sélectif sur leur territoire. On reconnaît les produits qui sont l'objet de cette écotaxe par un "point vert", qui ne veut cependant pas dire que le produit est recyclable. Il n'incite pas non plus à réduire le volume des emballages. Eco-emballages, 44, avenue Georges-Pompidou, BP 306, 92302 Levallois-Perret cedex, tél : 01 40 89 99 99, http://www.ecoemballages.fr

donc dû intégrer à ce qu'ils appellent la Roc — réunion de l'organe de concertation — un système de délégation sur certains sujets comme la gestion du planning collectif. Ce système a permis d'améliorer le fonctionnement, en créant une dynamique de projet et en permettant un suivi plus efficace des actions et cela visiblement sans remettre en cause l'absence de hiérarchie. Selon Etienne, il n'y a jamais eu de volonté de prise de pouvoir.

De l'humanitaire à l'écologie

Les racines de cette alternative solidaire et écologiste, qui voit officiellement le jour en 1984, remontent aux années 60. Ses futurs fondateurs prennent goût à l'organisation de projets collectifs chez les Eclaireurs Scouts. C'est à cette époque qu'ils prennent conscience qu'il existe un tiers-monde et qu'ils constituent à Beauvais un comité de jeunes contre la faim dans le monde. Mais ils prennent aussi conscience de l'existence de ce qu'on appellera plus tard le quart-monde et choisissent de ne pas limiter leur action à l'humanitaire. Etienne, qui était à l'origine de ces projets, confie qu'il ne s'est pas senti concerné par les événements de mai 68 : *"Lorsqu'en 68 je traversais les bidonvilles de Nanterre pour me rendre à la fac de sociologie où j'étudiais, c'est l'action qui me motivait et non pas Marx !"*. Des actions pour le dépannage de familles pauvres viennent ainsi s'ajouter aux actions menées par ces jeunes Beauvaisiens, qui créent l'Association de jeunes pour l'entraide et le développement (Ajed). Ils mettent ainsi en place, en collaboration avec les assistantes sociales, un système de prêt pour les familles en difficulté. Ils créent aussi des bibliothèques de rues dans les quartiers pauvres.

Au début des années 70, la sortie du rapport du Club de Rome et la campagne présidentielle de l'écologiste et tiers-mondiste René Dumont infléchissent l'action de l'Ajed. Ils s'installent à la ferme de la Bergerette et prennent une orientation résolument écologiste tout en continuant leurs actions en faveur des "tiers et quarts-mondes". Une rencontre avec des compagnons d'Emmaüs leur donne l'idée de financer leurs actions par des activités de récupération.

Au début des années 80, l'Ajed subit de plein fouet une crise du bénévolat et une forte démotivation. C'est alors qu'ils se mobilisent et repensent complètement leur projet. L'activité de récupération, qui n'était jusque-là qu'un moyen de financer leurs actions sociales et humanitaires, devient un but en soi. L'objectif de l'association sera la sensibilisation à l'écologie et la lutte contre le gaspillage. Et de la démotivation des bénévoles de l'Ajed vient aussi la motivation de professionnaliser leur activité. Le recours au bénévolat du temps de l'Ajed aura permis de financer l'acquisition de la ferme et ainsi de lancer les Ateliers de la Bergerette en 1984 avec un solide capital de départ. L'autogestion était déjà le mode de fonctionnement de l'Ajed et s'impose naturellement au moment de la création des Ateliers de la Bergerette.

De l'expérience à l'exemplaire

En 1997, l'arrivée d'une nouvelle génération de permanents fait prendre un nouveau virage à l'association. Ces nouveaux venus aident à mieux conceptualiser l'activité des Ateliers, notamment en introduisant l'idée de réemploi, se distinguant du recyclage et en inscrivant leurs valeurs environnementales dans l'objectif de la décroissance. La recherche d'une meilleure qualité dans l'activité des Ateliers devient à l'ordre du jour à partir de 2000. L'idée est, comme l'exprime Etienne *"de passer d'une recyclerie expérimentale à une recyclerie exemplaire"*.

Face aux sollicitations d'élus souhaitant mettre en place le même type de recycleries dans leurs circonscriptions et face à un fonctionnement en autogestion qui devient complexe au delà de dix permanents, les Ateliers choisissent de limiter leur croissance et de favoriser la création d'autres structures de ce type. En bon autogestionnaire, Etienne n'aime pas l'idée d'*essaimage*, car les ruches sont hiérarchisées et que c'est une reine qui commande la construction d'une nouvelle ruche. Il préfère parler de constitutions de réseaux et d'accompagnement de porteurs de projets.

Ainsi, la rencontre avec un universitaire québécois à l'origine du concept de "ressourcerie" aboutit en septembre 2000 à la création du réseau des *Recycleries & ressourceries* (4). L'objectif est de fédérer un ensemble de structures spécialisées dans le réemploi au sein d'un groupement professionnel et de promouvoir cette activité. Le concept de Recycleries & ressourceries est déposé et chaque nouvel adhérent s'engage à respecter une charte. La sensibilisation est toujours l'objectif central d'une recyclerie, qui se donne comme moyens la collecte, la valorisation et la



Hervé Joncheray/Bergerette

Chantier de bénévoles : démontage des ferreux.

revente de déchets valorisés. Le réseau comptait neuf membres en France à sa création. Aujourd'hui ils sont une vingtaine de structures à y adhérer, associations ou régies.

La région Picardie a financé des personnes, dans le cadre des emplois-jeunes, afin qu'elles se forment au métier de "valoriste en réemploi" pendant plusieurs mois au sein des Ateliers de la Bergerette. Elle a ensuite confié à un de ces jeunes la création d'une recyclerie couplée à une déchetterie, selon les principes de la charte du réseau des Recycleries & ressourceries. De même, les Ateliers de la Bergerette participent activement au Réseau d'échange et de pratiques alternatives et solidaires (Repas) et à son système de compagnonnage. Ainsi, des anciens des Ateliers et de Champs libres (5) viennent de créer avec un ancien compagnon Repas une recyclerie en Limousin (6).

Alternatifs à bien des égards

Alternatifs, les Ateliers de la Bergerette le sont à bien des égards. Alternatifs dans leur modèle économique, puisqu'il s'agit d'une association à but non lucratif opérant dans un secteur de plus en plus considéré comme un eldorado par les grands groupes industriels. Alternatifs dans leur modèle de "développement", puisqu'ils pensent avoir atteint, avec dix-sept personnes salariées, leur taille maximale. Alternatifs dans leur vision de la concurrence, puisqu'ils seraient prêts à partager leurs "territoires" avec d'autres et vont même jusqu'à tout mettre en œuvre

(5) Voir *S!lence* N°265/266.
(6) Association "Le monde allant vers...", 2, rue des Maquisards, BP 14, 87120 Eymoutiers, tél : 05 55 64 23 11.



pour aider d'autres structures à s'installer. Alternatifs dans leur fonctionnement interne, puisqu'ils n'utilisent les emplois aidés que pour les pérenniser, puisqu'ils n'ont aucune hiérarchie et se versent des salaires égaux et volontairement limités. Alternatifs dans leur interface avec le système dominant, qu'ils cherchent avant tout à subvertir tout en restant indépendants.

La vision de la problématique des déchets qu'offre les Ateliers de la Bergerette constitue-t-elle aussi une alternative crédible ?

Notre société de consommation produit toujours plus de déchets : d'après le Cniid (7), un Français produit en moyenne 550 kg de déchets par an et la France, tous secteurs confondus, produit chaque année 650 millions de tonnes de déchets, avec une croissance annuelle de 2% de cette quantité. Or, 80% de ces déchets — donc des matières premières et de l'énergie qui ont été nécessaire à leur production — finissent soit en centres d'enfouissement, soit en incinérateurs, créant de surcroît des problèmes écologiques et de santé publique. Le recyclage représente seulement 8% des traitements réservés à ces déchets. Et même si ce taux de recyclage devait augmenter, il faut prendre en compte les matières premières et l'énergie qui seront nécessaires à la fabrication de nouveaux biens de consommation à partir de ces matières recyclables. L'entropie (8) générée par notre mode de développement est donc extraordinairement élevée. Et face à la raréfaction des ressources naturelles, qui devient prégnante aujourd'hui, accepter de continuer à produire autant d'entropie revient à courir au suicide. Il n'y a pas d'autre solution que de réduire drastiquement notre consommation (et ainsi réduire la production de déchets à la source) et de prolonger la durée de vie des biens consommés.

Espérons que le réseau des Recycleries & ressourceries saura favoriser l'éclosion de nombreuses alternatives allant dans le sens des Ateliers de la Bergerette, car en axant leur action sur la réduction de la consommation, sur la lutte contre le gaspillage et en favorisant le réemploi, ceux-ci ont su construire une vraie alternative, préfigurant non seulement la déchetterie, mais peut-être aussi le supermarché du 21e siècle !

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Les Ateliers de la Bergerette, 8, rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, tél : 03 44 48 26 74, http://bergerette.chez.tiscali.fr

(7) Cniid, Centre national d'information indépendante sur les déchets, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60, http://www.cniid.org.
(8) L'entropie mesure le désordre, l'usure par opposition à l'élaboration du monde par le vivant.

Rions un peu

Des déchets pour la croissance

Aux antipodes de la démarche de sensibilisation des Recycleries & ressourceries, le parcours pédagogique du centre de tri de Rillieux-la-Pape, en périphérie de Lyon, incite les jeunes consommateurs à générer toujours plus de déchets, mais à mieux les trier, pour le bonheur des actionnaires de la multinationale Véolia et de la grande distribution.

Le centre de tri de Rillieux-la-pape, exploité par la soxiété Onyx, filiale de Véolia (ex-Vivendi environnement), traite, à raison de 500 tonnes par semaine, le contenu d'une grande partie des poubelles vertes du Grand Lyon : prospectus, journaux et emballages essentiellement.
Il propose un "parcours pédagogique", soutenu par le Grand Lyon, la région Rhône-Alpes et l'Ademe, qui présente le fonctionnement de l'usine, à l'abri de vitres protégeant du bruit des machines et de l'odeur des déchets. La responsable de production, dans une tenue de travail impeccable contrastant avec les conditions de travail des "trieurs", a pour mission de sensibiliser les citoyens et en particulier les enfants, au tri des déchets recyclables. Une série d'outils didactiques présente l'intérêt du recyclage des déchets au travers de la problématique de la raréfaction des ressources naturelles et des utilisations possibles des matières recyclées. Jusque là, tout va bien.
Mais le clou de l'exposition arrive et nous dévoile la vrai raison d'être de la pédagogie d'Onyx. Un coffre de voiture ouvert, dans lequel sont jetés pêle-mêle des denrées alimentaires non emballées et devant lequel s'étale une grosse flaque de lait : pour que nous puissions faire nos courses en voiture au supermarché, il est indispensable que les produits soient emballés. Aucun autre mode de consommation que la grande distribution n'est bien sûr présenté. Et pour cause ! Le fond de commerce de ce centre de tri vient principalement de la grande distribution : journaux gratuits financés par des publicités pour des produits vendus en grande distribution et prospectus publicitaires de grandes surfaces constituent 45% des déchets. L'autre moitié de ces déchets sont les emballages qui n'ont souvent d'autre justification que le transport, le stockage, la manutention et la présentation en linéaire : bref, la grande distribution. Il est donc évident que Onyx, à moins d'avoir une stratégie de décroissance, n'a aucun intérêt à inciter les jeunes consommateurs à des modes de consommation plus responsables : circuits courts et produits locaux, produits en vrac ou peu emballés, emballages réutilisables ou consignés...
L'autre message passé pour inciter les enfants à devenir des citoyens responsables concerne la qualité du tri : la responsable de production déplore une proportion de 28 à 40% de "refus", c'est-à-dire de déchets non triables. Ces déchets non triables sont ceux qui sont emballés dans des sacs plastiques (pour des question de sécurité), les cartons trop gros (qui bloqueraient les chaînes de tri automatisées) ou encore les pots de yaourt ou contenant des corps gras, dont le recyclage n'est pas rentable. Ces "refus" diminuent d'autant le tonnage facturable en sortie d'usine. Il s'agit donc clairement d'inciter les consommateurs-trieurs à améliorer la rentabilité du centre de tri Onyx.
En résumé, être un "citoyen éco-responsable" ici c'est prendre sa voiture, aller au supermarché avec le tract promotionnel qu'on a trouvé dans sa boîte aux lettres, acheter des produits sur-emballés puis, après les avoir consommés, mettre l'emballage et le tract dans la poubelle verte, qui partiront au centre de tri afin d'être recyclés. Et tout ça, comme le disait la responsable de production d'Onyx aux enfants, "pour économiser le pétrole dont nous avons besoin pour continuer à utiliser nos voitures" (sic). Et la boucle est bouclée ! A.L et A.M.

Alternatives à la politique du kärcher

Un collectif de femmes de cultures diverses, à l'origine d'une activité de traiteur en banlieue lyonnaise, montent les associations Cannelle et piment et Cannelle solidarité. Entre création d'emplois solidaires, échanges culturels et engagement bénévole dans l'émancipation des femmes, ce collectif créé du lien social dans son quartier.



Alban Labouret

Une partie de l'équipe de Cannelle et piment (de g à dr) : Françoise, Louisa, Amina, Eugénie, Juliette, Abla et Amandine.

Le quartier de la Thibaude à Vaulx-en-Velin semble paisible. Immeubles relativement récents, espaces arborés, jardins potagers familiaux, le voisinage du local de *Cannelle et piment* semble bien loin des effrayants clichés qui peuplent l'imaginaire des citadins du centre-ville à propos de Vaulx-en-Velin, où se sont déroulées il y a quelques années de violentes émeutes. Il n'y a rien ici qui donne envie de passer le kärcher. Y aurait-il donc des alternatives à la résignation et au tout sécuritaire ? Les activités menées par le collectif de femmes de cultures diverses, à l'origine de *Cannelle et piment*, font sans aucun doute partie de ces alternatives.

Gastronomie et échanges culturels

En 1993, trois femmes d'origine réunionnaise et algérienne, préparent un grand buffet pour le centre social du Grand Vire. Les plats qu'elles proposent, adaptés de leurs cultures gastronomiques respectives, rencontrent un grand succès. Conquise, la directrice du centre social leur demande d'organiser un repas pour soixante-dix personnes. C'est l'occasion de faire de nouveaux émules, car deux jours après, les instits travaillant dans le quartier leur demandent d'organiser des repas mensuels faisant la promotion des spécialités culinaires des différents pays. Petit à petit, elles se mettent à organiser de nombreux repas et buffets. En 1995, à l'occasion d'un rencontre sportive organisée par la communauté arménienne, elles passent à l'échelon supérieur en préparant mille repas en un week-end ! L'Opac du Grand Lyon est présent et apprécie particulièrement l'activité mêlant repas conviviaux et échanges interculturels, que ces femmes organisent dans le cadre du centre social.

En 1997, le collectif *Cannelle et piment* se constitue en association. Celle-ci reçoit le soutien de l'Opac, qui met à sa disposition un local tout équipé et adapté aux normes, et permettant ainsi le lancement d'une activité de traiteur au cœur du quartier. Le centre social confirme aussi son soutien en fournissant une gestionnaire. En 1998, *Cannelle et piment* crée son premier contrat emploi solidarité pour une période de deux ans. Les liens que l'association entretient avec le centre social lui permettent de recruter de nouvelles femmes du quartier et de diversifier encore les cultures représentées dans l'équipe : Togo, Tunisie, Asie, Irak. L'association compte aujourd'hui neuf salariées. En 2002, elles organisent des soirées thématiques culturelles qui accueillent jusqu'à cinq cents personnes et reçoivent des mains de Guy Hascoët, l'éphémère secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, le premier prix de l'initiative en économie solidaire.

Cannelle et piment a également lancé une activité de vente à emporter, afin de répondre à la forte demande des enseignants et des employés des entreprises environnantes, qui n'ont ni cantines, ni restaurants à proximité. Abla, une des fondatrices de l'association, explique que bien qu'elle soit marginale, cette activité est importante « *car elle est créatrice de liens* ». L'association projette d'ouvrir une petite terrasse devant le magasin au pied de l'immeuble, afin que leurs clients puissent déjeuner sur place, et ainsi contribuer un peu plus à faire connaître leur culture et à ouvrir le quartier sur l'extérieur.


Cannelle et Piment

Réalisation d'un buffet sucré/salé.

Emancipation féminine et solidarité

En parallèle à cette association à vocation économique, le collectif s'investit bénévolement dans l'association *Cannelle solidarité*, qui a une vocation culturelle et sociale. L'aspect commercial devenant prédominant à *Cannelle et piment*, c'est la recherche de convivialité qui a motivé la création de cette nouvelle association. *Cannelle solidarité* bénéficie des savoir-faire et des moyens logistiques de *Cannelle et piment*, et les met au service des causes que le collectif juge importantes, avant tout l'émancipation des femmes et l'animation du quartier. *Cannelle solidarité*, qui bénéficie du concours d'Amina, une animatrice salariée à plein-temps, organise ainsi de nombreuses activités : le mardi, des repas multiculturels auxquels participent les femmes du quartier, mais qui sont aussi l'occasion d'organiser des rencontres avec d'autres quartiers ; le mercredi, des ateliers cuisine pour les enfants qui peuvent ensuite tenir des stands lors des fêtes de quartier ; le jeudi des ateliers de prévention sur la santé. Ponctuellement, *Cannelle solidarité* organise aussi des sorties et accompagne des femmes en difficulté parce qu'elles sont sans papiers ou sans emploi. A l'automne 2005 ont débuté des cours d'initiation au français.

Amina fait connaître ces activités en allant à la rencontre des femmes pendant le marché ou à la sortie des écoles. Elle explique que celles-ci sont très demandeuses de ce genre d'activités conviviales, car elles leur permettent de sortir de chez elles et de pratiquer le français, une langue qui est indispensable pour pouvoir échanger entre personnes issues de cultures très diversifiées. Elle souhaite avant tout « *donner confiance à des femmes immigrées* », en perte de repères. Pour elle, le principal problème des femmes issues de l'immigration est de pouvoir sortir de chez elles. S'il est relativement facile de les faire venir aux animations qui se passent au pied de leur immeuble, sortir du quartier reste un défi, ne serait-ce que pour visiter une fois dans leur vie le Vieux Lyon. Abla confie même que les repas thématiques que *Cannelle solidarité* a organisés dans le quartier étaient pour certaines femmes, déjà âgées, leur première fête depuis vingt ans ! Au cours de ces repas, auxquels assistent toutes les communautés et toutes les générations, des femmes cuisinent les plats de leurs différents pays d'origine, des jeunes garçons font les vigiles, des jeunes filles tiennent le bar et les jardins familiaux fournissent les fines herbes et la menthe.

Après les émeutes qui ont secoué Vaulx-en-Velin, les femmes du collectif ont cherché « *à prendre les jeunes en mains* ». Elles les ont accompagnés dans la création d'un snack auquel *Cannelle et piment* livrait des plats. « *Maintenant, il y a trois snacks et moins de voitures brûlées* » affirme Abla. Ces jeunes ont aujourd'hui acheté un hangar et ont de nombreux projets, comme la création d'un « hammam traiteur ». Mais l'engagement des actrices de *Cannelle solidarité* ne se limite pas à leur quartier. Elles prêtent aussi leur concours à des causes internationales qui leur sont chères, comme par exemple récemment un concert de soutien à Florence Aubenas ou des événements organisés en soutien aux victimes des séismes d'Algérie ou de Bam en Iran. L'écologie, même si ce n'était pas leur souci premier, fait maintenant partie des préoccupations du collectif. Après avoir organisé ponctuellement certains repas basés sur des produits biologiques, dont elle dit qu' « *ils sont de meilleure qualité* », Abla aimerait pouvoir amener *Cannelle et piment* à ne « *faire que du bio* ». Bien que son activité économique soit aujourd'hui sur des rails et qu'il se soit déjà énormément engagé au sein de sa communauté, le collectif ne manque pas d'idées pour l'avenir. Et notamment celle de faire des petits : Abla considère qu'à dix salariés, *Cannelle et piment* aura atteint sa taille limite. Elle aimerait pouvoir conseiller, comme elle a déjà eu l'occasion de le faire, d'autres collectifs qui voudraient s'installer pour lancer une activité similaire.

Alternatives et exclusion

En Amérique Latine, en Amérique du Nord, en Asie, les exclus du système dominant s'organisent pour faire face à l'incapacité de leurs Etats à corriger les effets destructeurs du progrès capitaliste. Et ils mettent en œuvre des alternatives qui, à plus ou moins grande échelle, suscitent la réflexion sur la nature du lien social et la finalité des échanges économiques. En France, la construction d'alternatives au système socioéconomique dominant n'est pas, comme pourrait le percevoir un lecteur de *S!lence*, uniquement le fait de citoyens engagés issus des mouvements écologistes ou autogestionnaires ; pas uniquement l'initiative de ceux qui, par convictions, choisissent de s'écarter des sentiers battus de la société industrielle pour expérimenter d'autres façons de travailler, d'échanger, de vivre. L'engagement du collectif *Cannelle et piment* l'illustre bien et apporte deux grands enseignements. En premier lieu, qu'il est possible d'imaginer des alternatives qui, comme dans les pays anéantis par la mondialisation néolibérale, naissent au cœur des zones d'exclusion. Face à la croissance des inégalités au sein même des pays industrialisés, l'espoir qu'amène ce constat est immense. En deuxième lieu, ce collectif montre que l'idéologie n'est pas l'unique moteur de l'initiative. Des valeurs fondamentalement humanistes, le partage, l'ouverture vers l'autre, la convivialité, la volonté de s'émanciper des aliénations socioéconomiques et culturelles, peuvent elles aussi être fondatrices d'alternatives allant dans le même sens que celles basées sur une croyance idéologique ou spirituelle. Une raison de plus, s'il en fallait, pour appuyer nos stratégies de changement social sur l'exemplarité d'actions citoyennes « micro-collectives », bien plus que sur de grands discours.

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Cannelle et piment, traiteur "Cuisine du monde", 4 chemin Drevet, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 82 02 07.

La Tartine

Comment, à partir du produit de base que constitue notre pain quotidien, une modeste structure militante autogérée tente de construire une filière plus écologique et plus équitable.

Le peuple réclame un environnement plus sain et une économie plus équitable ? Donnez-lui du pain ! *La Tartine* est une boulangerie coopérative autogérée implantée sur les rives du lac d'Annecy, à Doussard en Haute-Savoie. A l'origine de cette alternative, en 1983, deux amis militants dans les milieux écologistes, souhaitent créer leur emploi en se ménageant du temps libre pour leurs activités bénévoles. A l'instar de l'ensemble des membres du Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, auquel ils participent, leur philosophie laisse une place prédominante à l'action. Cette *« culture du faire »* sa traduit par la volonté d'agir au sein d'une filière qu'ils estiment être au centre des enjeux écologiques et sociaux de notre société : l'agriculture biologique. Mais ne souhaitant pas devenir paysans, ils choisissent de s'investir dans *« la boulangerie, un métier simple au sein de la filière agriculture biologique »*.

Aucun des deux fondateurs de la Tartine ne connaît ce métier. Seul Xavier Asselin, qui a aujourd'hui quitté la coopérative (pour vivre l'autonomie et la simplicité volontaire en s'installant avec sa yourte sur un petit terrain agricole), est attiré par la boulangerie. Leur idée de départ est de faire du pain biologique un produit d'alimentation quotidienne, un produit de base, qu'ils ambitionnent de *« démocratiser pour faire se développer l'agriculture biologique »*.

Ils démarrent donc sans emprunts et avec un faible investissement de départ (30 000 F), mais dans une région dont le niveau de vie moyen relativement élevé se prête bien à la commercialisation de pain bio. Dès le départ, ils font des choix radicaux sur les modes de production qui ont un impact décisif sur la qualité du produit et sur leur façon de travailler : leur pain sera au levain pur (1), cuit au feu de bois et, en dehors du pétrin mécanique, tout le processus de fabrication est entièrement manuel : *« nous ne voulions pas nous passer du travail musculaire »* explique Etienne Manipoud, un des fondateurs de *La Tartine*.

L'écologie étant au cœur de leur démarche, ils choisissent de s'associer avec la minoterie Pichard (2). Le minotier sélectionne sa matière première, les céréales, auprès de divers agriculteurs afin de fournir à ses clients, les boulangers, des farines de qualité homogène. A l'époque, l'association *Nature & progrès* (3) a mis en place une démarche visant à faire passer des minotiers à une production 100% biologique. La minoterie Pichard est une des rares à avoir accepté cette démarche, qui impliquait notamment de se plier aux exigences de transparence et de contrôle liés au cahier des charges de *Nature & progrès*. Elle s'est ainsi séparée de ses clients et fournisseurs habituels pour passer à une production 100% biologique.

L'orientation résolument écologique de *La Tartine* s'est aussi traduite dans la construction de son fournil : autoconstruction à base de matériaux de récupération, isolation en ouate de cellulose, éclairage basse consommation… Même leur four est auto-construit, ce qui a permis de diviser par dix son coût par rapport à un four du marché et les rend totalement autonomes dans la maintenance. *« Tout faire soi-même avec un maximum de matériaux de récupération s'inscrit dans une démarche globale de recherche d'indépendance, de maîtrise des matériaux et donc de maîtrise de notre outil de production »* précise Etienne. Autre point fort de ce four auto-construit, il fonctionne exclusivement avec des déchets de bois récupérés de l'industrie. Au départ livrée dans des sacs en papier non réutilisables, la farine est aujourd'hui livrée en vrac et stockée dans des silos à l'arrière du fournil. Deux fourgons servant à la livraison des pains fonctionnent au GPL (4) et, afin d'éviter de faire voyager les pains, *La Tartine* essaie de relocaliser au maximum sa clientèle.


Alban Labouret

Les pains façonnés, prêts pour l'enfournement.

Pour ce faire, *La Tartine* a mis en place un point de vente directement au sein du fournil. Il prend de plus en plus d'importance. Cela a en outre l'avantage de créer un lien et des échanges avec les clients qui les entourent et qui comprennent ainsi leur façon de travailler. Les autres points de vente de *La Tartine* sont constitués par des magasins ou coopératives biologiques, ainsi que par une présence deux fois par semaine sur des marchés locaux.

Démocratiser le pain bio

Fidèle à son objectif initial de démocratiser le pain biologique, *« la Tartine a accepté de diffuser dans des supermarchés, malgré l'iniquité commerciale de ce type de distribution »*. *La Tartine* travaille donc avec trois moyennes surfaces locales, mais aux dires d'Etienne, sans faire de concessions : *« il faut être prêt à partir du jour au lendemain d'un supermarché »*. Cette posture semble leur conférer une position de force dans des relations avec des acheteurs, dont on sait qu'ils ont l'habitude d'écraser leurs fournisseurs.

Bien conscients de l'iniquité du système de grande distribution, les boulangers de *La Tartine* aimeraient pouvoir mettre en place des filières complètement équitables. Mais beaucoup d'acteurs de ces filières sont complètement opposés à la transparence des marges. *« La transparence des filières bio reste à créer, c'est le dernier blocage écologique »*. Pour illustrer cette affirmation, Etienne explique comment *La Tartine* s'était constitué, grâce aux conditions de paiement que demandait le minotier, une trésorerie importante. Au départ, les coopérateurs de *La Tartine* ont choisi de placer cette trésore-

(1) Le levain pur est fabriqué à partir de farine complète et d'eau de source. Après fermentation, ce produit noble et millénaire prédigère les amidons de la farine et rend assimilables tous les éléments du grain de blé. Il permet de faire lever la pâte. Aujourd'hui, pour la plupart, les pains sont « levés » à la levure de boulanger, qui ne leur procure pas la même digestibilité.
(2) Minoterie Pichard, chemin du Moulin, 04350 Malijai, tél : 04 92 34 01 04.
(3) Nature & progrès, 68, boulevard Gambetta, 30700 Uzès, tél : 04 66 03 23 40.
(4) GPL : Gaz propane liquéfié.



rie dans des Sicav (5). Après avoir mené une réflexion sur ce choix initial, ils ont décidé de vendre leurs Sicav et de payer le minotier au comptant, en lui demandant de répercuter ces conditions auprès des agriculteurs auprès desquels celui-ci se fournissait en céréales. Mais ils admettent ne pas pouvoir vérifier si le minotier le fait vraiment, la transparence restant toujours un tabou au sein de la filière. *« C'est dommage*, ajoute Etienne, *l'équité devrait être le cheval de bataille de la bio ! »*.

Un travail collectif

Le statut choisi pour *La Tartine* est la société en nom collectif, avec quatre associés à parts égales. Ce choix est lié à la volonté de ne pas limiter la responsabilité de chaque associé à son investissement. C'est donc selon eux, le choix de la responsabilité, pour éviter les comportements d'entrepreneurs irresponsables qui font faillite et peuvent ensuite remonter une société sous le nom d'un proche. Les quatre associés se répartissent un travail constitué de trois jours de production par semaine, de la présence sur des marchés le mardi et le samedi et de tâches collectives telles que la gestion et les livraisons. *"Les journées de production sont de 12 heures bien tassées »* ! Chacun fait son pain *« de A à Z »*. Les coopérateurs comptabilisent le pain que chacun fabrique et se répartissent les bénéfices en fonction de la production réalisée. Cela leur apporte beaucoup de souplesse au niveau du temps de travail et des revenus souhaités. Ils ont ainsi une production équivalente à une boulangerie de quartier classique, mais font vivre quatre personnes. En outre, cette organisation du travail répond à leur objectif initial de se libérer du temps pour des activités militantes ou domestiques : *« nous militons souvent dans les mêmes associations, construisons nos maisons, trouvons du temps pour jardiner… »*. L'objectif de *La Tartine* n'est donc pas de satisfaire des actionnaires invisibles, mais des coopérateurs associés. Ceux-ci estiment qu'il s'agit d'un choix militant. Ils considèrent leur entreprise comme une coopérative de travail, basée sur des valeurs communes concernant l'écologie bien sûr, mais aussi la notion de travail : pas de hiérarchie, des décisions consensuelles, une diminution importante du temps de travail.

Au nombre de quatre depuis une dizaine d'années et bien qu'il y ait beaucoup de demandes insatisfaites, les coopérateurs de *La Tartine* ont décidé qu'ils avaient atteint leur taille limite. Cette volonté de limiter leur croissance s'explique d'abord par le fait qu'ils estiment avoir acquis un niveau de confort raisonnable : confort dans les conditions de travail, mais aussi confort matériel. La rémunération à laquelle ils ont accédé aujourd'hui est considérée comme satisfaisante. Ils ont donc décidé de la bloquer et de l'indexer sur l'indice Insee. Les profits qu'ils font sont dorénavant répercutés sur leurs prix de vente, ce qui leur permet de limiter l'inflation des prix de leurs pains. Là encore, il s'agit selon Etienne, d'un choix militant, *« car l'inflation est le résultat d'un système basé sur des profits inéquitables »*.

Multiplier plutôt que croître

L'autre raison de la volonté des associés de *La Tartine* de ne plus croître est, avouent-ils, leur incapacité à faire entrer des jeunes dans l'entreprise. L'entreprise a été construite pendant plusieurs années à leur mesure et *« peut paraître sclérosante pour des jeunes qui ont plein d'idées »*. Les jeunes ont en effet besoin de mettre leur créativité à l'œuvre en tentant plein d'expériences que les coopérateurs de *La Tartine* ont déjà tentées et ne veulent plus tenter. *La Tartine* préfère ainsi voir beaucoup de petites boulangeries s'installer et est d'ailleurs prête à les accompagner.

Dans cet esprit d'essaimage, *La Tartine* participe activement au compagnonnage du Repas. Elle a ainsi reçu cinq compagnons en immersion. Etienne estime que la jeunesse et la vision critique que peuvent apporter les compagnons sont très enrichissantes. L'échange qui se construit avec les compagnons permet de *« dépasser un système de pensée et des valeurs qui peuvent être vieillissants »*. Espérons que *La Tartine*, qui reste très modeste par rapport à son expérience, saura transmettre à ces jeunes le goût d'entreprendre différemment. Car que ce soit dans les filières de l'agriculture biologique, ou dans les alternatives en général, il reste beaucoup de pain sur la planche pour construire un monde écologiquement et socialement durable.

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Boulangerie La Tartine, 955, route de La Ravoire, 74210 Doussard, tél : 04 50 44 39 65.

(5) Société d'investissement à capital variable (placement en bourse).



Alban Labouret

Les pains cuits sont démoulés à la sortie du four.

De discrets sylviculteurs

Discrète. Les animateurs du Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas) nous avaient prévenus : il n'était pas sûr qu'Eurosylva accepte d'être le sujet d'un reportage dans *S!lence*. Et Chantal Hirschauer, la dynamique gérante d'Eurosylva, qui a finalement accepté de nous rencontrer, commence effectivement l'entretien en nous prévenant qu'il n'est pas dans les usages de l'entreprise de communiquer à l'extérieur. Eurosylva est une entreprise discrète.

Discrète de par son métier, la sylviculture, qui se pratique au cœur des forêts. Là où les bûcherons abattent et débardent, là où le temps qui passe, la météo et les animaux sauvages font leur œuvre, parfois destructrice, les employés d'Eurosylva se préoccupent de la longévité, de la santé et de la beauté de nos forêts, partout en France. Reboisement, élagage, éclaircissement, entretien de plantations, balivage (1), inventaires, comptages… toutes ces tâches souvent invisibles à l'œil du simple promeneur sont au cœur du métier de cette petite entreprise basée en Aveyron. Ces chantiers lui sont confiés par des propriétaires, des experts forestiers ou des groupements forestiers, qui se reposent sur l'expérience trentenaire et de l'exigence de qualité d'Eurosylva. Une expérience qui fait qu'aujourd'hui, le résultat de son mode de gestion sylvicole est souvent citée en exemple. Cette gestion, qui vise à trouver un équilibre entre le souci de productivité imposé par l'industrie forestière et les contraintes environnementales sur le long terme, repose aussi sur la capacité des collaborateurs d'Eurosylva à faire leurs les soucis des propriétaires forestiers. Côté écologie, cette gestion aboutit à des évidences, comme le refus d'utiliser des traitements chimiques ou comme l'introduction progressive de techniques d'entretien nouvelles comme la taille douce. Mais elle mène également à des positions qui pourraient paraître beaucoup moins évidentes aux yeux d'écologistes tels que les lecteurs de *S!lence*. Comme par exemple le fait de n'être pas systématiquement opposés aux chasseurs, qui peuvent avoir un rôle bénéfique pour les écosystèmes forestiers, de régulateur des espèces animales sylvestres. Ou encore comme le fait d'affirmer que les forêts de résineux, qui ont connu un fort développement en France au cours du vingtième siècle, ne sont pas forcément nocives pour l'environnement si elles sont bien conduites. Il s'agit en effet pour Eurosylva, d'éviter les monocultures appauvrissantes, de réfléchir avec d'autres partenaires aux changements climatiques en cours qui auront un impact certain sur l'ensemble des peuplements forestiers et donc de diversifier les essences.

Née de la mouvance communautaire

Discrète aussi peut-être de par son histoire. Une histoire qui a commencé dans les années soixante-dix avec une communauté clandestine hébergeant dans la forêt aveyronnaise des anti-franquistes et des enfants des Républicains espagnols. Une communauté donc très marquée politiquement par la gauche libertaire et autogestionnaire. Cette communauté, devenue communauté de travail, a un jour rencontré un donneur d'ordre et ce fut le début de l'aventure qui a conduit à ce qu'est Eurosylva aujourd'hui. De cette histoire, les employés d'Eurosylva revendiquent un héritage : l'engagement social, l'autogestion, le travail à temps choisi, l'égalité de salaires et l'esprit communautaire. Car, selon Chantal Hirschauer, *« Eurosylva est aujourd'hui encore une communauté de travail »*.

(1) Le balivage consiste à sélectionner et à marquer les arbres à épargner lors d'une coupe.


DR

Plantation.

Discrète enfin, et c'est la vraie raison avancée par sa gérante, car le plus important à Eurosylva est son fonctionnement interne. *« Eurosylva est une entreprise constituée de personnes autonomes et responsables, capables de vivre en collectivité le temps d'un chantier »*. C'est une vraie profession de foi et tout le reste en découle. Bien que le statut de Sarl ne reflète pas les fondements autogestionnaires de l'entreprise — un statut de Cuma (2) de services aurait été plus proche de leur fonctionnement interne, mais risquait de décrédibiliser l'entreprise à l'extérieur — Eurosylva a su rester cohérente avec ses idéaux. Il n'y a effectivement aucune hiérarchie, pas de chefs d'équipes, ce qui permet une distribution égalitaire des salaires, mais implique aussi une augmentation des responsabilités de chacun. Il y a, dans l'entreprise, deux assemblées générales par an auxquelles participent les quatorze salariés. Et *« chaque salarié est rémunéré à l'heure et non à la tâche — ce qui exclut l'obsession du rendement »*.


DR

Elagage.

Faire perdurer l'esprit alternatif

Discrète donc, mais pas repliée sur elle-même, car malgré son engagement politique et éthique, Eurosylva doit gérer ses relations externes au quotidien comme n'importe quelle entreprise classique, avec les collectivités locales, avec les administrations, avec le marché et ses contraintes. *« C'est difficile*, confie Chantal Hirschauer, *de garder cet esprit face au marché. La spontanéité ne va pas vers ça ! »* Le réseau Repas, auquel Eurosylva est historiquement liée, car Michel Besson (3), un des fondateurs du réseau était aussi à l'origine du « groupe bois », est d'un grand renfort pour partager sur la difficulté à faire perdurer un esprit alternatif tout en gérant ses relations avec le système dominant.

La difficulté pour l'avenir d'Eurosylva sera de faire perdurer cet esprit alternatif. Comme l'explique sa gérante, *« c'est une entreprise fragile, sans gros patrimoine, mais basée sur des gens avec une histoire »*. Or, on ne fait pas carrière au-delà de l'âge de quarante ans dans ce métier physiquement éprouvant qu'est la sylviculture. Il y a donc un moment où il faut passer la main. Au bout de cinq à sept ans de chantier, les sylviculteurs doivent évoluer vers d'autres activités. Eurosylva essaie d'accompagner cette évolution par des investissements dans la formation, comme par exemple cette formation à la taille douce et à l'élagage, qui permettra à une personne de créer une nouvelle activité à la rentrée. L'investissement dans un atelier de maintenance du matériel a également permis à un des salariés de pérenniser son emploi. De même, l'investissement dans une scie mobile est à l'origine d'une nouvelle activité auprès des forêts paysannes, offrant du même coup à un ancien salarié qui avait connu des problèmes de santé, la possibilité de maintenir son emploi. Chantal Hirschauer ainsi qu'un autre de ses camarades, tous deux anciens sylviculteurs, ont évolué vers des postes administratifs. Mais beaucoup d'anciens ont aussi créé leur propre entreprise après leur passage à Eurosylva, que ce soit dans la sylviculture, l'agriculture ou le débardage à cheval.


DR

Scierie mobile.

Pour la relève, les recrutements se font par cooptation, sur la base d'un important réseau relationnel qui s'est construit au cours des trente années d'existence de cette communauté de travail. Ce sont d'ailleurs souvent les enfants des premiers sylviculteurs qui sont embauchés aujourd'hui. Et les idéaux politiques de l'entreprise sont mis en avant dès le premier entretien de recrutement. Le réseau Repas, avec lequel Eurosylva partage nombre de valeurs éthiques et politiques, constitue également un vivier de recrutement.

Gageons que cette alternative pourra perdurer, afin que les personnes qui la constituent, la font vivre et écrivent au quotidien son histoire exceptionnelle, puissent continuer à expérimenter d'autres façons de vivre, de travailler et de s'impliquer dans la société. Mais sur l'avenir aussi, Eurosylva sait rester discrète : c'est l'action qui importe. Et Chantal Hirschauer de conclure *« ici, on ne parle pas de ce qu'on ne fait pas »*.

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Eurosylva, ancienne mairie, 12320 Saint-Cyprien-sur-Dourdou, tél : 05 65 69 80 55, courriel : eurosylva@wanadoo.fr

(2) Cuma, Coopératives d'utilisation de matériel agricole, appartient à la famille des coopératives de service qui mettent à disposition de leurs sociétaires les moyens nécessaires à leurs exploitations.
(3) Michel Besson est également un des fondateurs de la coopérative Andines et de l'association de commerce équitable Minga. Lire « Construire des alternatives au commerce équitable », *S!lence* N°325-326.

La lutte continue !

L'association autogérée La Montagne vivra accueille des jeunes en difficulté. Participante du Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, elle voit dans la subversion du « travail social » une manière d'expérimenter des alternatives à la réinsertion par le travail.

En 1981, dans le « quartier de la Montagne » à Cormeilles-en-Parisis, le ministère de la défense décide de se retirer d'un institut médico-pédagogique (IMP), dont il est le principal bailleur de fonds. Cette décision provoque la fermeture de l'IMP ainsi que le licenciement de tous ses salariés. Ceux-ci, rejoints par des sympathisants, militants et syndicalistes, entrent illégalement de nuit dans les locaux de l'IMP et organisent son occupation pour bloquer le processus de fermeture en cours. Afin de dénoncer l'aberration de cette décision des pouvoirs publics et de montrer le rôle que l'institut doit continuer de jouer, les occupants vont au bout de leur logique, créant l'association *La montagne vivra* et mettant en place un « *accueil sauvage* » de jeunes en difficultés rejetés de tous les foyers.

L'héritage de la lutte

Même si *La Montagne vivra* est soutenue de toutes parts — elle reçoit notamment une aide logistique de Robert Hue, alors maire de Montigny — le fait d'être sous la menace permanente d'une expulsion imminente sape le moral des occupants. Pour faire face à l'usure du mouvement, ceux-ci organisent de nombreuses actions, comme l'occupation en continu de la permanence électorale de Valéry Giscard d'Estaing ou l'enfermement du directeur de la Ddass. Mais c'est surtout en donnant du sens à leur action que les occupants tiennent le coup. Comme le dit Farid, un des occupants, il s'agissait de *« donner du sens à sa vie, de se battre pour un combat qui a du sens »* : ils luttent contre le capitalisme et inscrivent leur mouvement syndical dans une réflexion sur la notion de travail.

Chacun, qu'il soit salarié, syndicaliste, militant, se retrouve au même niveau, participe aux prises de décisions collectives et est force de proposition. Bref, c'est un fonctionnement véritablement autogestionnaire qui se met en place et celui-ci a également un impact sur l'approche du travail social réalisé dans le cadre de « l'accueil sauvage ».

Le 22 juin 1981, après neuf mois de lutte, c'est la victoire. Le conseil général du Val-d'Oise accepte de financer la structure qui, dès le mois d'octobre, ouvre un service d'accueil d'urgence (Sau) ayant pour vocation la prise en charge des jeunes placés par la justice. Le Sau accueille ainsi « *des jeunes de 13 à 21 ans en rupture avec leur environnement et les oriente dans un délai de deux mois vers des structures d'accueil (foyer, internat, centre d'hébergement…)* ». En 1982, *La Montagne vivra* met en place sur ses fonds propres un *Tremplin jeunes travailleurs*. Cette initiative est ensuite financée par le conseil général du Val-d'Oise. Elle prend le nom d'*Espace jeunes travailleurs* et s'inscrit dans le cahier des charges national des *Ateliers de pédagogie personnalisée*. *L'APP La Montagne Vivra* répartit son activité en quatre ateliers : un atelier d'alphabétisation, un autre "illettrisme", le troisième dit de "remise à niveau" et un dernier qui concerne la bureautique.

Le travail d'"urgentiste" est complété par celui d'"aiguilleur". Même si ces activités sont aujourd'hui institutionnalisées et financées par de nombreux bailleurs de fonds (l'Etat, les collectivités locales, le ministère de la justice, le fonds social européen), *La Montagne vivra* reste l'héritière de la culture alternative et subversive issue des neuf mois de lutte qui l'ont vue naître.

Autogestion et militantisme

L'autogestion, qui s'était naturellement imposée pendant l'occupation, est toujours à la base de l'organisation interne actuelle. Il n'y a donc pas de hiérarchie à *La Montagne vivra*, chacun devant *« mettre la main à la pâte dans un objectif commun »*. Cependant, le principe d'égalité donnant à chaque personne une voix a connu une certaine inflexion au cours de l'histoire de la structure, car « *le débat interne était parfois pipé par des nouveaux venus qui n'avaient pas la culture* » de l'association. Un salarié, pour devenir associé, doit en exprimer la volonté, mais doit aussi être « *parrainé* » par deux associés. Ainsi, certains ne deviennent jamais associés, d'autres ne le souhaitent qu'au bout de plusieurs années. Sur les trente salariés travaillant à *La Montagne vivra*, vingt et un participent au projet d'autogestion. Mais ce mode d'accès au statut d'associés, qui est de fait une forme de cooptation, peut instaurer un certain clivage entre salariés associés et non associés et remettre en cause l'absence réelle de hiérarchie. Comme le confie un des employés, « *les salariés ne font qu'exécuter les décisions des associés* ».

Mais ce clivage semble avant tout dépendre du niveau d'implication volontaire de chacun des salariés dans une structure atypique qui est plus qu'un simple employeur. Chacun fait trente-cinq heures de travail hebdomadaire et est ensuite libre de s'impliquer bénévolement dans la vie de l'association : assemblées générales, commissions de réflexion, organisation d'événements conviviaux, participation au journal interne *Le petit montagnard*… Il s'agit pour chacun de se positionner entre collectif et individuel. Le collectif s'implique également dans des actions en relation avec l'extérieur. Ainsi, il apporte un soutien financier aux licenciés d'une usine *Lustucru* qui se sont organisés dans un collectif autogéré ayant pour objectif la reprise de l'entreprise par ses salariés : ce collectif s'est dénommé *Lustucru vivra* ! *La montagne vivra* partici-


Alban Labouret



DR

pe aussi au *Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas)*, notamment en accueillant des compagnons, qui apportent, selon la coordinatrice, « *un regard extérieur, une remise en cause* » forts utiles à l'association.

Parmi les organes de décision de *La Montagne vivra*, il y a l'assemblée générale mensuelle, dont le principal rôle est de viser les comptes et qui accueille aussi des adhérents extérieurs non salariés. Les décisions sont prises par vote à bulletin secret et selon François, un des salariés, « *les membres du conseil d'administration sont noyés dans la masse par le principe une personne égale une voix* ». Le « *staff* », autre organe de prise de décision, se réunit toutes les semaines et est composé de la coordinatrice de *La Montagne vivra*, une fonction permanente, ainsi que de deux salariés-associés qui sont renouvelés tous les trois mois. Le *staff* est en charge de la gestion et des relations extérieures. Il doit parfois prendre des décisions rapides, mais reste obligé d'en référer au collectif qui le contrôle. Cette direction tournante peut parfois poser des problèmes dans les rapports avec l'extérieur, notamment avec les bailleurs de fonds qui ne voient pas toujours ce mode de fonctionnement d'un bon œil. L'absence de direction permanente peut également poser un problème aux usagers, mais représente aussi certainement un exemple utile pour ces personnes en difficulté.

La croissance de *La Montagne vivra* a rendu nécessaire la création de quatre structures intermédiaires, composées d'associés et qui se répartissent les tâches de gestion. Le budget, constitué de multiples subventions, est lui aussi croissant et devient difficile à gérer en autogestion. Selon un des associés, cela impliquera peut-être de réfléchir à la mise en place d'une stratégie d'essaimage.

Une alternative au travail social

Pour François, un éducateur qui a accepté de diviser son salaire par deux pour rejoindre *La Montagne vivra*, l'esprit d'accueil, la manière d'être ensemble et le fonctionnement autogestionnaire enrichissent le travail social. Il confie que lorsqu'il fait la connaissance de cette structure atypique, c'est la première fois qu'il voit des travailleurs sociaux s'occuper vraiment de quelqu'un. Même si selon lui, l'autogestion n'est pas vue par les éducateurs comme une idéologie, elle subvertit le travail social. Le « *principe de circularité* » qui est appliqué ici implique de prendre en compte toutes les relations de la personne avec son environnement, dans une approche systémique. La personne prise en charge est traitée comme un individu, sans qu'aucune hiérarchie ne s'instaure avec l'éducateur. C'est une vision du « *vivre ensemble* » héritée de ce que François appelle le « *constructivisme radical* », qui prône que « *toute personne peut avoir voix au chapitre* ». C'est une vision amorale — et non pas, immorale — du monde, au nom de laquelle « *il n'y a pas de bonne manière de vivre* » et supposant donc que « *chaque vision du monde est valable* ». C'est pourquoi, chaque éducateur doit faire abstraction de ses idées et de sa propre vision du monde. Cette posture, comme le rappelle l'affiche du film *Harry, un ami qui vous veut du bien*, bien en évidence dans l'espace servant de bureaux à *La Montagne vivra*, implique pour le travailleur social de ne pas vouloir faire le bien d'autrui contre son gré : « *on est parfois repris par des réflexes paternalistes*, avoue François, *mais le collectif permet d'éviter cela* ».

Si ses « *usagers* » sont l'objet d'une attention hors du commun dans ce type de structure — les éducateurs définissent en réunion une stratégie adaptée à chaque jeune pris en charge, qui est reçu par dix personnes au sein de l'institut — *La Montagne vivra* est animée de principes qui excluent de travailler avec des individus qui n'en ont pas envie. Ainsi, l'évaluation du travail qui est fait avec les usagers se base sur l'implication de ces derniers, qui participent à la construction des objectifs de l'accompagnement fourni par la structure. Mais les éducateurs souhaiteraient pouvoir associer davantage les usagers, par exemple au sein d'assemblées d'usagers.

Pour Anne-Marie Fréaud, la coordinatrice de *La Montagne vivra*, leur action doit être l'objet d'un questionnement permanent. Et notamment, en reliant cette action à la question de la réinsertion et du travail : « *Faut-il réinsérer ces personnes dans le système capitaliste qui n'a pas voulu d'eux ?* », demande-t-elle. « *Nous manquons d'outils économiques* » pour répondre concrètement à cette question, pense cette ancienne syndicaliste qui a rejoint la structure pendant l'occupation de 1981. Elle imagine une sorte de pépinière, « *un lieu où l'on pourrait faire de l'économique pur pour aider ces personnes à lancer leur activité* », mais sans entrer dans la logique de l'artisanat précise-t-elle. En effet, si *La Montagne vivra* peut se targuer d'avoir mis en œuvre une forme alternative de « travail social », la question de trouver une alternative à la logique de réinsertion par le travail reste entière.

La Montagne vivra est l'héritière de son passé : l'occupation de 1981 est vue comme un véritable patrimoine, une preuve que l'utopie peut faire avancer les gens. En montrant qu'on peut trouver une cohérence entre ses idées et ses actes concrets, en essayant d'expliquer par l'exemple aux jeunes en difficulté que l'important dans la vie est « *d'appréhender l'autre comme on aimerait être appréhendé par les autres* », *La Montagne vivra* est la preuve que nous avons le droit à l'utopie. Y compris l'utopie de trouver des alternatives à la réinsertion sociale par le travail. La lutte continue !

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

La montagne vivra, 18, rue Thibault-Chabrand, 95240 Cormeilles-en-Parisis, tél : 01 34 50 63 08.



Alternatives

ILE-DE-FRANCE

Rencontres Ecolieux

L'association Ecolieux Ile-de-France anime, le dernier vendredi de chaque mois, une rencontre ouverte à tous, au café "Le Père tranquille", 16, rue Pierre-Lescot, à Paris 1er (M° Châtelet ou Rambuteau), de 19h30 à 22h30. Soirée conviviale avec partage d'idées, d'infos, en relation avec les écolieux et l'écologie. Renseignements : *EIDF, 30, rue Maurice-Thorez, 92000 Nanterre, tél : 01 47 21 19 05 (Yves) ou 01 42 06 36 98 (Sylviane).*

Montagne Verte

Depuis 1997, Corinne Grumberg, psychosociologue de formation, anime des émissions de radio sur Radio-Enghien (98.0 MHz). Elle y a interviewé de nombreuses personnalités des médecines alternatives, de la psychothérapie, de l'écologie... Pour disposer de sa liberté au sein de la radio, elle commercialise les émissions déjà réalisées (plus de 80) et les propose à d'autres radios locales. Le catalogue des émissions est disponible sur internet ou par courrier : *Montagneverte.info, BP 5, 66703 Argelès-sur-Mer, tél : 08 73 85 11 74, www.montagneverte.info.*

FINISTÈRE

Sauver le Karrek Ven



DR



DR

Alors que les pêcheurs sont en crise du fait de l'augmentation rapide du prix du carburant, il ne reste pratiquement plus aucun bateau professionnel à voile. Le Karrek Ven est un des derniers thoniers à voile en état de naviguer. Stationné à Douarnenez, il a été utilisé jusqu'en 2002. Une complète rénovation étant nécessaire, une association a vu le jour pour collecter des fonds et faire la promotion de ce bateau à voile. Pour en savoir plus : *Société des amis et marins du Karrek Ven, c/o Matthieu Durafour, Le Bourg, 71740 Châteauneuf* ou *DZ 3669, 2, cité de Kerdoussal 29350 Moëlan-sur-Mer.*

CÔTE-D'OR

Les Doigts qui rêvent

Depuis 1994, l'association *Les Doigts qui rêvent* édite des livres et des jeux tactiles. Ces outils, réalisés avec l'aide d'un atelier d'insertion professionnelle, permettent à l'enfant de développer d'autres sens que la vue. Ils permettent de créer des ponts entre voyants et non-voyants et l'association assure des interventions sur ce thème. *Les Doigts qui rêvent, BP93, 11 bis, rue des Novalles, 21240 Talant.*

PAS-DE-CALAIS

Guide alternatif

Un petit guide alternatif du Béthunois vient d'être édité. D'une vingtaine de pages demi-format, il donne des conseils simples et quelques adresses locales. Il publie en particulier un calendrier des fruits et légumes de la région pour acheter au maximum au bon moment. Il est disponible gratuitement contre l'envoi d'une enveloppe à 0,82 € à son adresse. Il suffit de l'envoyer à : *Stéphane Charlier, 40, rue de Bellonnet, 62400 Béthune, tél : 06 19 59 04 97.*

Quilit-Quilit

Quilit-Quilit est une bouquinerie où se retrouvent, depuis 2002, ceux "qui lisent, qui lisent". Amandine Hubert y présente beaucoup de petits éditeurs.

Prix Nobel alternatif

Les prix Nobel alternatifs ont été lancés en 1980 par Jakob von Uexküll, un philatéliste suédois qui a créé un fonds en revendant sa collection de timbres. Il a été très investi dans la création des Verts au niveau européen et a siégé un temps comme député européen.
En 2005, le prix Nobel alternatif a été remis le 29 septembre à Francesco Toledo (Mexique), des accessits ont été également remis à Maude Barlow et Tony Clarke (Canada), Irene Fernandez (Malaisie) et à l'organisation First People of the Kalahari (Botswana).



DR

Francesco Toledo, né en 1940 à Oaxaca, au Mexique, a fait des études d'art, puis est devenu un artiste reconnu avant de retourner dans son pays où il a consacré son énergie à promouvoir le maintien des cultures locales et la cohésion des communautés indigènes. Il a notamment revendiqué l'importance du respect de la nature et de l'environnement dans la démarche artistique et architecturale, faisant le lien entre les savoirs ancestraux et les préoccupations contemporaines en architecture écologique, entre connaissance des plantes et agriculture biologique.



DR

Maude Barlow et Tony Clarke sont deux militants qui ont lancé des batailles judiciaires contre les tentatives de privatisation de l'eau par les multinationales en Amérique du Nord. Maude Barlow, 58 ans, est l'une des représentantes auprès du gouvernement de la coordination des mouvements de femmes au Canada. Tony Clarke, enseignant sur les questions sociales et éthiques à l'université de Chicago, dans les années 70, est l'un des fondateurs d'Action Canada Network, actuellement le plus gros réseau d'associations citoyennes du pays. Ils se sont retrouvés à travailler ensemble sur la question des biens communs pendant les Forums sociaux de Porto Allegre, avant d'engager la bataille au Canada.



DR

Irene Fernandez, née en 1946, institutrice, a commencé à militer au mouvement de la jeunesse chrétienne dont elle est devenue la représentante au niveau international. Elle a participé à la mise en place de syndicats ouvriers dans le domaine du textile, mais également dans le domaine de l'agriculture, des prostituées, des domestiques. Elle a aidé à la mise en place d'associations d'aides aux victimes du Sida. Elle a animé une campagne nationale contre les violences faites aux femmes, campagne qui s'est achevée par l'adoption par la Malaisie d'une loi protégeant les femmes. Elle a ensuite rejoint le réseau international pour l'abolition des pesticides et dénonce les conséquences pour la santé chez les ouvriers agricoles. Elle a également dénoncé les mauvaises conditions des travailleurs immigrés, ce qui a provoqué la colère des grands propriétaires et lui a valu de faire un an de prison en 2003 pour "diffusion de fausses nouvelles".



DR

First People of the Kalahari défend les droits des Bushmen contre les invasions des compagnies minières qui à plusieurs reprises ont essayé de les expulser de réserves convoitées pour la richesse de leurs sous-sols. Depuis 1997, le gouvernement du Botswana ne reconnaît plus les accords précédents et soutient les firmes internationales. Environ 4000 Bushmen ont été ainsi déplacés et l'association First People of the Kalahari mène des actions non-violentes pour la reconnaissance de ses droits. La situation sur le terrain est tendue et aucun représentant n'a pu venir retirer son prix car le 24 septembre, 21 représentants de l'association ont été arrêtés.



PARIS

La Rôtisserie



La Rôtisserie est un restaurant associatif dans le 10e arrondissement de Paris qui fonctionne depuis 1995. Elle propose des repas à petits prix. En journée, en dehors des heures de restauration, elle prête ses salles à de nombreuses associations de solidarité ou socioculturelles. Une soixantaine d'associations y sont domiciliées. Le propriétaire ayant mis le lieu en vente (75 000 €), les associations essaient de trouver le financement nécessaire pour acheter les lieux. Les deux tiers de la somme ont été trouvés et un appel est lancé pour élargir la participation financière. Dons à : *Brassage, 239, rue Lafayette, 75010 Paris.*

LOIRE-ATLANTIQUE

Habitat écologique urbain regroupé

Mettez-vous à l'Heur, Habitat écologique urbain groupé. Un projet est en cours de discussions pour étudier l'équilibre espaces privés, espaces communs, partage du matériel, de l'échange et de l'entraide, construction au maximum écologique, en partie ou beaucoup en autoconstruction, en zone urbaine (Nantes ou agglomération) en suivant l'idée des éco-cités. Renseignements : *Reno, tél : 02 51 82 36 80.*

ORLÉANS

Le Chiendent

Le Chiendent est un collectif autogéré qui a pris en charge la gestion d'un petit immeuble de trois étages pour un total de 200 m2. Ce lieu accueille différentes associations locales (libertaires, Attac, Artisans du monde, Amis du monde diplomatique, AMAP, Il est possible de lire, d'acheter, d'échanger, de vendre. C'est aussi un salon de thé (avec une trentaine de variétés) avec groupe de lecture "quilit-lira", un lieu d'exposition de peinture et de photos et parfois de concerts. *Quilit-quilit, 68, place Jules-Senis, 62400 Béthune, tél : 03 21 68 30 80.*

FINISTÈRE

La Ferme autrement

La Ferme autrement est un lieu de vie collectif qui sous forme associative a acheté un premier terrain, chaque famille ou individu étant invité à acheter son propre terrain à proximité. Les activités collectives se développent sur le terrain associatif. Des chantiers festifs sont organisés pour faire avancer le projet et aider à l'installation de nouveaux habitants. Des ateliers sont en place : poterie, chaussures, vannerie, couture. Les vêtements ici produits portent une étiquette "garanti sans nucléaire", la machine à coudre fonctionnant au solaire. Pour en savoir plus : *Ferme Autrement, Beuzec, 29120 Plomeur, tél : 06 84 15 68 25.*

CÔTES-D'ARMOR

L'Appel d'airs

L'Appel d'airs est un lieu dédié aux musiques actuelles. Il a ouvert fin 2004 à l'initiative de treize amoureux du spectacle


DR

vivant qui ont investi ensemble pour trouver les fonds nécessaires. Parmi eux, des membres d'associations (telles que le Festival des Tertres, les Sons d'Automne, les Voisins de Paniers), des artistes (Nid de Coucou, Monsieur Ogh), mais aussi un technicien du son, un restaurateur, un étalagiste et un infirmier. Ils ont récupéré une ancienne discothèque pour y présenter des spectacles et y accueillir des artistes en résidence. *L'appel d'Airs, Bel air, 22510 Trébry, tél : 02 96 67 27 70.*

MORBIHAN

Ecodis

Ecodis est une société qui commercialise par correspondance différents objets définis comme ayant "un écobilan favorable" : issus de matières premières naturelles, biologiques, renouvelables, avec une production artisanale, une gestion sociale de l'entreprise, des objets et surtout des jouets durables, pédagogiques, majoritairement faits à la main, proches de nous (beaucoup viennent d'Allemagne). On trouve surtout des idées de cadeaux… et quelques objets fort discutables comme des petites voitures pour les enfants, fussent-elles en bois (pédagogique ?). *Ecodis, zone de Kerboulard, 56250 Saint-Nolff, tél : 02 97 48 40 59.*

ILE-ET-VILAINE

Roulotinfo

Roulotinfo est une bibliothèque itinérante qui présente des ouvrages sur différentes questions : économie solidaire, faune et flore, ressources naturelles, santé, environnement, développement durable, non-violence, relations nord-sud, habitat écologique, agriculture, alimentation, biodiversité, climat, nucléaire, déchets, OGM, pollutions, commerce équitable, éco-citoyenneté, énergies alternatives… La bibliothèque est installée dans une roulotte tirée par deux chevaux de trait et se déplace, dans une premier temps, dans un rayon de 30 km autour de Montreuil-le-Gast. Elle espère faciliter la circulation de l'information et favoriser la mise en relation des personnes. Elle participe également à des fêtes locales et se déplace à la demande dans les écoles et les collèges. Pour en savoir plus : *Roulotinfo, Bel Air, 35520 Montreuil-le-Gast, tél : 02 99 66 90 08.*



Rions un peu

Pour sortir une fois pour toute de l'automobile, commençons par supprimer l'auto de notre langage, c'est un exercice marrant, accessibles à tou-te-s les... vélodidactes ! Ainsi nous deviendrons plus vélonomes, en véloconstruisant nos maisons, en véloproduisant nos légumes car pour nous déplacer moins, il faut tendre à la vélo-suffisance ; de temps en temps nous ferons un peu de vélostop pour prendre des vacances dans des lieux vélogérés ; tous ces gestes deviendront vite vélomatiques même s'ils surprendront un temps les vélochtones de nos campagnes. Les véloroutes seront vélorisés aux piétons et aux ânes. Dans le monde artistique, pas mal de changements aussi : les auteur-e-s écriront des vélobiographies, signeront des vélographes et les dessinateurs feront plein de véloportraits ! C'est la vélorution. DF

Su Hyun

collectif Non à la guerre...), un centre de documentation, des salles de réunions et un bar associatif où se déroulent de nombreuses soirées-débats. *Le Chiendent, 259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans, tél : 02 38 53 62 75.*

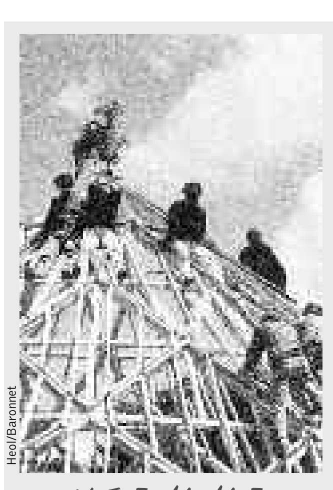


DR

DORDOGNE

Ecocentre du Périgord

L'écocentre du Périgord propose tout au long de l'année des stages liés à la construction écologique et dispose pour cela d'un ensemble de petites maisons réalisées selon un large panel de techniques. L'écocentre peut également organiser un stage sur un thème de votre choix à condition de réunir au minimum six personnes partantes pour ce stage. Renseignement : *Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*


Heol/Baronnet

VIENNE

Habiter et vivre autrement

L'ACEVE, Association cantonale Vouillé environnement, organise à la salle des fêtes de Quinçay (ouest de Poitiers), le vendredi 2 décembre à 20h30, une conférence-débat animée par Patrick Baronnet, de l'association Héol-La maison autonome. *ACEVE, Christian Penicaud, 19, rue Roger-Daudin, 86190 Chire-en-Montreuil, tél : 05 49 51 48 13.*

BAYONNE

Eki-libre

Depuis l'été 2005, *Eki-libre* est ouvert à Bayonne. Cette boutique inter-associative propose des produits du commerce équitable, de la documentation sur le milieu associatif local, un espace palabre pour échanger et se rencontrer. Ce lieu a vu le jour à l'initiative de deux associations : l'Aspal, Association de solidarité avec les peuples d'Amérique latine, et Afrikakolore. Depuis, on y trouve également un point de recyclage de cartouches informatiques géré par Cartouch'eco et de l'EhKa cola, le soda basque. *Eki libre, 11, rue Tour-de-Sault, 64100 Bayonne, tél : 05 59 59 54 27.*

TOULOUSE

Epicerie ambulante

Caroline Lopez a mis en place une association pour animer un projet d'épicerie ambulante présente sur les marchés de Toulouse et dans certains festivals de la région. Cette épicerie ambulante ne proposerait pas de produits frais, mais des produits biologiques (farines, lentilles, pois, huiles, condiments, fruits secs, miels, confitures, infusions, sirops, herbes et épices), des produits du commerce équitable, des produits en vrac (céréales, sucre, gomazio), des ustensiles de cuisine, des produits d'hygiène domestique biodégradables. L'épicerie ambulante serait également un lieu d'information, d'abord sur les produits vendus, mais aussi sur les moyens de se fournir en produits frais biologiques directement chez les producteurs ou par les Amap. Un système d'emprunt permettrait également de faire circuler livres et films documentaires. Elle cherche à faire grossir son réseau pour rendre le projet viable. *Epicerie ambulante, Caroline Lopez, 40, rue Kruger, 31200 Toulouse, tél : 05 61 13 39 04.*

PYRÉNÉES-ORIENTALES

La Peyralade

Younaï et Véro ont construit une maison bioclimatique à 45 mn de marche du village, au milieu d'un vaste site naturel. Il n'y a pas d'accès pour les véhicules à moteur. Ils se proposent d'accueillir d'autres personnes pour créer un lieu de vie collectif sans voitures, développant la simplicité volontaire, l'autonomie conviviale et joviale. Travail complice avec des ânes, construction terre, arbres fruitiers, connaissance des plantes sauvages, etc. *Younaï et Véro, La Peyralade, 66500 Mosset, tél : 06 63 45 61 69.*

DR

Médias

■ **L'Hermine vagabonde.** Publié par *Bretagne vivante*, cette revue trimestrielle pour les enfants à partir de huit ans est un régal. Elle publie dans son numéro d'automne (n°30) un excellent dossier sur l'énergie solaire. *Hermine vagabonde, Bretagne vivante, BP 63121 Brest cedex 3, tél : 02 98 49 07 18.*

■ **Origines contrôlées,** *Taktikollectif, 20, rue Montaigne, 31200 Toulouse, tél : 05 34 40 80 70.* En octobre 2004, se tenait à Toulouse un festival portant ce nom abordant les questions liées au maintien du colonialisme aujourd'hui. En attendant de nouvelles actions dans ce domaine, un premier numéro sur le sujet.



■ **Le Ravi,** *La Tchatche, 18, rue des Héros, 13001 Marseille, tél : 04 91 08 78 77.* Depuis deux ans, ce mensuel indépendant diffuse de la contre-information sur la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. 24 pages pour une belle maquette et une flopée de dessinateurs et de signatures. Investigation dans les sous-sols de la politique locale, actualité sociale, et sélection culturelle.

■ **Ecrire et éditer,** *Cosa-Calcre, 8, rue Latran, 75005 Paris.* Cette revue qui explique aux auteurs comment ne pas se faire avoir par les éditeurs a failli disparaître à la suite d'un procès. Restructurée, elle reparaît sous une forme plus sobre et plus militante. Indispensable si vous avez des envies d'écriture.

■ **Le Mouton fièvreux,** *c/o Les Trois mondes, 10, rue de Strasbourg, 53000 Laval.* Après quelques numéros d'essai avec surtout des articles repris dans d'autres revues, une véritable équipe de rédaction s'est mise en place pour lancer cette fois un véritable trimestriel de contre-information dans le département de la Mayenne. Premier numéro fort agréable.



■ **Fumigène,** *Maison des associations, 10-18 Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair.* Cette revue de "littérature de rue" née en 1999 se lance en kiosque avec comme dossier annoncé "Désobéir", soit le même thème que *S!lence* pour le même mois ! Revue surtout sur les nouveaux genres musicaux... complété par d'utiles présentations des combats sociaux.

AVEYRON

L'Amarante

L'Amarante est un restaurant bio-végétarien qui est né à Rodez après l'élan du rassemblement Larzac 2003. Christiane Rocagel, dite Kinou, est membre du collectif des Faucheurs volontaires, diffuse *S!lence*, les documents de la CRII-Rad et du Réseau Sortir du nucléaire et fait la promotion de l'accouchement à domicile. Le restaurant est ouvert du mardi



Fêtes, foires, salons

(le signe * indique que *S!lence* est présent)

■ **Grenoble : 6e Naturissima.** 26 novembre au 4 décembre à Alpexpo, 160 exposants, thème de l'année : l'éco-habitat. Du 26 au 28, trois jours sur les transports propres et les mobilités douces. Du 2 au 4 décembre, trois jours sur les énergies renouvelables. *Saem Alpexpo, avenue d'Innsbruck, BP 2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00.*

■ **Lot-et-Garonne : 10e fête de l'arbre.** 26 et 27 novembre, domaine de Barolle, à Montesquieu. 40 exposants. *Conservatoire végétal régional, domaine de Barolle, 47130 Montesquieu, tél : 05 53 47 29 14.*

■ **Marseille : 23e forum des solidarités Nord-Sud.** 1er au 3 décembre, au Parc Chanot, hall 3, 100 exposants dont 80 % d'associations. Thème de l'année : la microfinance. *Guilde européenne du Raid, 11, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 43 26 97 52.*

■ **Haute-Savoie : Natureva.** 2 au 4 décembre au Parc des expositions de la Roche-sur-Foron. 200 exposants. Bio, santé, éco-habitat, énergies renouvelables, tourisme vert et éthique, environnement... *Rochexpo, Le Pyramide, 210, rue Ingénieur-Sansoube, BP 18, 74801 La Roche-sur-Foron cedex, tél : 04 50 03 03 37.*

* **Ardèche : Sous la glace, les braises.** Du 2 au 4 décembre, rencontres hivernales au château de Liviers, atelier et représentation du théâtre de l'Opprimé, avec Julian Boal, balade et veillée contes, forum associatif, scène ouverte musicale et poétique, espace de discussions, marché paysan et artisanal, castagnade... *Frapna-Ardèche, Le Village, 07200 Saint-Etienne-de-Fontbellon, tél : 04 75 93 41 45.*

■ **Montpellier : 6e Bio-harmonies.** 9 au 12 décembre, parc des expositions. 200 exposants : bio, habitat sain, médecine douce, environnement, santé, renouvelables, artisanat... Thème de l'année : le commerce équitable. 60 conférences. *Goral, 126, impasse Juvenale, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.*

■ **Pau : 10e Asphodèle.** 9 au 11 décembre. Parc des expositions de Pau. *Utovie, Jean-Marc Carité, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93.*

■ **Aude : 2e marché bio de Noël.** 11 décembre à Villemoustoussou. 50 exposants en bio. *Nature et progrès, mairie, BP 46, 11190 Couiza, tél : 04 68 20C 94 75.*

■ **Drôme : 3e Aladia.** 16 au 18 décembre au parc des expositions de Valence. 150 exposants avec fort secteur santé et développement personnel, bio, renouvelables, habitat sain, environnement... *Global Partner, 3, place Carnot, 26100 Romans, tél : 08 73 63 64 35.*

■ **Ardèche : foire bio de Quintenas**. 18 décembre, à la salle polyvalente de Quintenas (près d'Annonay). Bio, artisans, associations, économie solidaire, conférence de Lylian Le Goff, médecin nutritionniste. *Agri Bio Ardèche, 4, avenue de l'Europe-Unie, BP 421, 07004 Privas cedex, tél : 04 75 64 82 96.*

Mesini, chercheure sur le sujet... *UPC, 3, rue Gaultier-de-Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 31 14 05.*

LYON



Le Bas de laine de Proust

L'association Peuple et culture a lancé son premier café-lecture en Auvergne en 1997. D'autres se sont développés depuis et, à l'initiative de Christophe Chigot, un vient de s'ouvrir à Lyon : *Le Bas de laine de Proust, 2, rue Camille-Jourdan, 69001 Lyon.*

Les Inattendus

La 5e édition du festival du cinéma indépendant *Les Inattendus* se tiendra dans le 7e arrondissement de Lyon du 23 au 29 janvier 2006. Le but est de montrer des films et vidéos réalisés en dehors des circuits commerciaux. Des avant-premières se tiennent pendant le trimestre qui précède : vidéos expérimentales sur le thème de la musique le samedi 3 décembre à 20h30 à La Marquise, 20, quai Augagneur ; vidéos sur le thème de la lumière le vendredi 9 décembre à 19 h et 21 h à La Boulangerie du Prado, 69, rue Sébastien-Gryphe ; des projections sont aussi programmés dans les établissements universitaires du quartier (Lyon II, ENS...). Ce festival est organisé avec d'autres structures ayant les mêmes buts : Cent Soleil (Orléans), Le petit café du Carrefour (Bourgogne), Sans canal fixe (Tours), Vidéorème (Roubaix). *Les Inattendus, BP 1117, 69202 Lyon cedex 01, tél : 04 78 61 71 18.*

Toutes les couleurs

Toutes les couleurs est un restaurant bio qui a ouvert en octobre 2005 et qui propose des petits déjeuners et un repas le jeudi midi avec des produits bio locaux, de saison ou issus du commerce équitable. Le restaurant est non-fumeur et existe pour le moment en accueil dans un autre restaurant en attendant de voler de ses propres ailes. *Toutes les couleurs, chez Caracala, 44, rue Sergent-Blandan, 69001 Lyon.*

au samedi. *L'Amarante, 5 bis, rue de Bonald, 12000 Rodez, tél : 05 65 68 50 72.*

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Guide de la consommation responsable et solidaire

L' Agence provençale de l'économie alternative et solidaire, Apeas, avec de très nombreux partenaires, vient d'éditer un guide de la consommation responsable et solidaire (titre critiquable !) qui présente un grand nombre d'initiatives de la région : crèches parentales, tourisme, commerce équitable, Amap, jardins solidaires, marchés paysans, magasins bio, habitat écologique, énergies renouvelables, recyclage, transports alternatifs, médias... A commander contre 8 € à *Apeas, 46 rue de Village, 13006 Marseille, tél : 04 91 99 02 40.*

CLERMONT-FERRAND

Université populaire et citoyenne

L'Université populaire et citoyenne de Clermont-Ferrand organise de multiples débats et formations tout au long de l'année. Entre autres : mardi 6 décembre, atelier *autoconstruction et écovillages* à 20 h à l'adresse de l'UPC ; vendredi 9 décembre, à 18 h, salle Jean-Richepin 1, conférence sur *le centenaire de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat* suivie à 20h30, salle La Comédia, Corum Saint-Jean, rue Gaultier-de-Biauzat, de la projection du film *L'école en campagne* de Christian Tran, suivi d'un débat avec le réalisateur, un représentant du diocèse, un de la Ligue des droits de l'homme... ; jeudi 15 décembre, à 20 h au local d'AC ! 77 bis, avenue Edouard-Michelin, soirée *écovillage et droit paysan face aux réglementations* animé par Béatrice

GARD

Construire sa remorque à vélo

A la suite d'une expérience heureuse pendant les rencontres des Ami- e-s de Silence de l'été dernier, une association a vu le jour pour promouvoir, entre autres, l'autoconstruction de remorques à vélo à partir de matériaux de récupération. Des stages sont proposés à partir de janvier 2006, pour une ou deux personnes à la fois, à prix négociable. Une étape sur la route de la décroissance. *Les amis de Fabrice 0, 24 a, rue de la Garrigue, 30000 Nîmes ou Laurent Rump, 18, rue du Puits-Couchoux, 30000 Nîmes, tél : 04 66 21 92 81.*



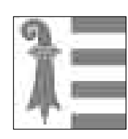
Bruno Guillemin

Fabrice présente sa remorque de cycliste, rencontres des Ami(e)s de S!lence 2005.



Environnement

Incinération



■ **Jura suisse : stocks de dioxine.** A partir des années 50, les usines chimiques de Sandoz, Ciba-Geigy à Bâle, ont eu à se débarrasser de très gênants déchets chimiques dont du PCB et des composants riches en dioxine. Une décharge est alors ouverte en souterrain à Bonfol, au-dessus du Doubs, avec donc risque de pollution à terme de ce cours d'eau avant son entrée en France. En 2000, Greenpeace avait montré par des analyses que des produits chimiques suintaient de la décharge. Greenpeace avait alors obtenu que cessent les stockages et que soit mis en place un plan d'assainissement. Mais les industriels rechignent à payer. Le ministre jurassien de l'environnement Laurent Schaffter est monté au créneau début octobre pour demander qu'un plan de récupération soit mis en place rapidement concernant 38 molécules particulièrement dangereuses.

■ **Loiret : remise en route de l'incinérateur de Gien.** En juillet, l'incinérateur d'Arrabloy, près de Gien, est arrêté suite à une analyse relevant des taux de dioxine élevé dans les œufs de trois poulaillers proches de l'usine. Le 22 septembre, le comité départemental d'hygiène a autorisé le redémarrage de l'incinérateur suite à l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) qui estime que rien ne permet d'affirmer qu'il y ait un lien entre l'incinérateur et la pollution à la dioxine ! *(Le Monde, 29 septembre 2005)*

Transports

■ **Retour au navire à voile ?** Actuellement, une tonne transportée pendant un km sur un avion moyen courrier consomme 1000 g de pétrole, 400 g sur un véhicule utilitaire de moins de trois tonnes, 380 g sur un poids lourd, 80 g sur une péniche fluviale, 11 g sur un train de marchandises au minimum 9 g, sur un bateau motorisé en mer 3 g. Avec le prix du pétrole qui s'envole, le carburant comptant pour un tiers du prix du transport aérien, on peut penser que l'on aura un retour rapide vers les bateaux... mais avec une limite qui est la capacité de production des bateaux, production déjà actuellement complètement saturée. Les progrès de la voile en compétition sportive devraient inciter à penser à des cargos à voiles. *(source : La vie après le pétrole, éd. Autrement).*



DR

■ **Canada : baisse de l'usage des voitures.** La hausse du pétrole commence à avoir des retombées positives. Un sondage réalisé au Canada et rendu public dans le *Toronto Star* le 19 septembre indique que 35 % des Canadiens ont restreint leurs déplacements en voiture, 12 % s'essayant au covoiturage. Les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à avoir modifié leur conduite.

■ **Belgique : pour une forêt tranquille.** Un sondage réalisé du côté wallon de la Belgique (ceux qui parlent français) indique que 88 % sont pour l'interdiction des motos, quads et autres 4x4 dans les forêts. *(Imagine, septembre 2005)*

■ **Paris : la Petite Reine.** Société de livraison de marchandises par triporteurs avec aide électrique, la société La Petite Reine, lancée en 2003 avec le soutien de la mairie, connaît un véritable succès. Elle compte aujourd'hui 16 chauffeurs et 19 véhicules contre quatre initialement. Elle assure en moyenne 15 000 livraisons par mois. En 2004, 156 000 km ont été parcourus soit 43 tonnes de pétrole économisées. Ce qui fait son succès : sa rapidité. *La Petite Reine, place du Louvre, parking Saint-Germain-l'Auxerrois, 75001 Paris, tél : 01 42 96 51 80.*

■ **Paris veut son Vélo'v**. Après le succès du système de location de vélos à Lyon, dénommé Vélo'v, Denis Baupin, adjoint Vert aux déplacements à Paris, a annoncé la mise en place d'une étude pour copier le système dans la capitale.

Alsace nature
40 propositions

Pour ses quarante ans, la fédération Alsace nature a organisé un colloque sur ce que pourrait être l'Alsace dans 40 ans. Elle en a tiré une petite brochure présentant 40 propositions pour l'action collective dont l'intérêt dépasse largement la région. Cette brochure est diffusée gratuitement. *Alsace nature, 8, rue Adèle-Riton, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

Changement climatique

■ **Les Landes sous les eaux ?** L'Ademe a organisé en octobre à Bordeaux, une semaine du changement climatique qui a présenté des prospectives pour la France : la région la plus menacée par la montée des eaux, du fait de l'ampleur des marées dans l'océan Atlantique, serait la côte entre Biarritz et l'estuaire de la Gironde. Notons au passage que dans les communes menacées, on trouve Blaye, dans l'estuaire, qui a la particularité d'avoir une centrale nucléaire qui a déjà été inondée lors des tempêtes de décembre 1999.



DR

La dune du Pyla.

■ **Réchauffement inéluctable.** Même si nous devenions brutalement vertueux, le réchauffement climatique se poursuivrait encore longtemps car les émissions de gaz à effet de serre libérés principalement par la combustion des énergies fossiles continueront à jouer leur rôle pendant des décennies.

■ **Poissons migrateurs**. Une étude britannique a montré que les deux tiers des espèces de poissons présents dans la mer du Nord se sont déplacés depuis une trentaine d'années en direction du nord pour gagner des eaux plus froides. *(Panda-Magazine, septembre 2005)*

■ **Vendanges précoces.** En 1950, les vendanges à Châteauneuf-du-Pape ont commencé le 5 octobre, puis, avec quelques variations, elles ont commencé de plus en plus tôt pour commencer début septembre à partir des années 90 et même fin août en 2003. En cinquante ans, on constate un mois de décalage. *(Atlas de la menace climatique, éd. Autrement, 2005)*



DR

LYON

L'envers du Vélo'v

Alors que d'autres villes souhaitent maintenant développer un système équivalent au Vélo'v lyonnais, ce système de prêt de vélos dans la ville (voir *S!lence* n° 329), il convient d'en souligner le principal inconvénient : la gestion du parc de vélos est privé. Concrètement, elle est confiée à un publicitaire qui en échange de la gestion du parc de Vélo'v a obtenu l'autorisation de multiplier les panneaux publicitaires dans la ville. Conséquence : des villes de banlieues qui souhaitent voir étendre le système se voient proposer le même accord : des panneaux contre des vélos. Nos élus lyonnais (PS + Verts) luttent ainsi contre la pollution automobile en augmentant la pollution visuelle. Autre problème de cette privatisation : pour éviter les frais de personnels, le gérant a choisi une méthode automatisée, avec



ISÈRE

Incinération à Bourgoin

On incinère à Bourgoin-Jallieu depuis 1985. D'abord un four de 38 000 tonnes/an devenu trop petit, puis un second en 1995 soit 75 000 tonnes/an, augmentation de capacité nécessitée par suite de l'augmentation de la surface de collecte. L'usine est relativement propre sans toutefois être équipée d'une épuration de la dioxine dans les fumées. Elle ne fera donc pas partie des installations condamnées par le ministère de l'environnement. Une étude très complète de l'Insa de Lyon concernant les taux de dioxine signale à peine quelques chèvres ayant du lait à la limite de l'acceptable. En conclusion : l'incinérateur ne pollue pas plus que tout le monde, cette pollution de tout le monde étant appelée "le bruit de fond".
Fort de ce résultat officiel, le Sitom, Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères, envisage un troisième four lorsque trois éléments interviennent :

- la directive européenne qui exige un taux de dioxine inférieur à 0,1 ng/m3 dans les fumées pour fin 2005 : les fours en service sont entre 2,5 et 4,5.
- la mise en place du tri sélectif dans la région pour bénéficier du taux réduit de TVA sur le traitement des ordures.
- la mise en place d'une Clis (commission locale d'information et de surveillance).

Techniquement, sans que l'on sache vraiment pourquoi, les fours en service ne pourraient pas satisfaire aux nouvelles normes. Le projet évolue donc vers la construction de deux nouveaux fours (avec destruction des anciens) d'une capacité totale de 176 000 tonnes/an. Pour rendre cette évolution crédible, on va collecter les déchets de plus en plus loin : dans l'Ain, la Savoie, le Rhône.
Dès sa mise en place, le tri sélectif permet de réduire la quantité à incinérer de 15%. En 2003, l'usine manque de déchets par suite de l'absence de tontes de gazon dans les livraisons, le soleil caniculaire s'étant permis de brûler tout sur place.
Les membres associatifs de la Clis refont les comptes et démontrent aisément que l'on ne trouvera jamais 176 000 tonnes à incinérer sur le territoire surtout si l'organisation plus poussée du tri permet d'atteindre 30 à 35% de récupération. Cette position est rejointe par le commissaire-enquêteur qui pose comme "réserve expresse" au projet la limitation à 100 000 tonnes/an.
Le président du Sitom a déclaré que le commissaire-enquêteur était incompétent pour déterminer les besoins à incinérer alors que ce fut l'essentiel de son travail.
Le prix de l'usine devrait être de 110 millions d'euros avant les aléas de chantier. Pour éviter d'avoir des annuités trop lourdes qui grèveraient les coûts de la tonne incinérée, le Sitom envisage des emprunts sur 30 ans. Or, bien avant 30 ans, les fours seront obsolètes, peut-être interdits : nos enfants et petits-enfants paieront des annuités pour une installation hors service. On fait payer aux générations futures les erreurs d'aujourd'hui.
L'élaboration du projet traîne depuis 1999. Tant et si bien que pour l'échéance de la mise aux normes fin 2005, rien n'est prêt. Ni une nouvelle usine convenablement dimensionnée, ni l'actuelle avec un traitement de fumées normalisé, ni un effort pour améliorer le tri. Un chantier en route depuis juin va permettre de raccorder provisoi-rement l'usine actuelle à une installation de traitement de fumée qui pourrait être réutilisée pour la future usine. Surcoût : 5 millions d'euros.
Pour terminer, les toutes dernières mesures confirment la présence de dioxine dans les œufs des poulaillers situés à quelques centaines de mètres. "Confirment" parce que fin 2004, un résultat ponctuel donnait un chiffre analogue : 7,4 ng/kg fin 2004, 6,2 ng/kg en juin 2005. La norme à ne pas dépasser est de 3 ng.
Pour le moment, le préfet n'a pas délivré d'autorisation pour la capacité de 176 000 tonnes. Sur place, il est clair que des travaux de génie civil sont entrepris en anticipant une décision administrative. Le Sitom pratique la politique du "fait accompli" sans faiblesse.
Pour le moment, le projecteur est mis sur les mesures de dioxine et les travaux de mise aux normes qui doivent être achevés fin décembre.
L'abandon à terme de l'incinération n'est envisagé ni par le Sitom ni par le préfet.
Collectif Nord-Isère, place du 11-Novembre-1918, 38090 Villefontaine.



Alban Labouret

Un parc de velo'v à Lyon.

des vélos bourrés d'électronique (surveillance contre le vol) qui en conséquence sont lourds.
A Grenoble, une autre solution a été développée en privilégiant les rapports humains : des personnes sont présentes dans les stations (moins nombreuses) pour assurer l'accueil des cyclistes et l'entretien du matériel, ce qui est beaucoup plus humain et ne coûte pas forcément plus cher.
On peut se demander pourquoi un tel service a été privatisé au lieu d'être géré directement par la ville.

Déchets

■ **Ampoules économes.** Les ampoules fluocompactes dites économes consomment six fois moins d'énergie que celles à incandescence (avec un filament), et durent aussi plus longtemps. Actuellement, elles contiennent toutes entre 3 et 5 milligrammes de mercure et ne doivent pas être jetées à la poubelle mais être ramenées à un point de vente. La collecte se met actuellement en place.

■ **Une directrice au Cniid.** Jocelyn Peyret ayant souhaité être remplacé début octobre, Florence Couraud, déjà salariée de l'association, devient la nouvelle directrice. Le Cniid, Centre national indépendant d'information sur les déchets, est une structure qui relaie les revendications de la coordination pour la réduction des déchets à la source et anime diverses campagnes en lien avec ce sujet. Jocelyn Peyret, lui, rejoint le Réseau Sortir du nucléaire. *Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

■ **Interdiction des sacs en plastique jetables.** L'Assemblée nationale a voté le 10 octobre à l'unanimité l'interdiction des sacs en plastique non biodégradables au 1er janvier 2010. Reste à bien définir ce que veut dire biodégradable : les sacs actuellement dégradables ne sont pas biodégradables, toujours en plastique, ils contiennent des impuretés végétales qui en provoquent la fragmentation et l'éparpillement du plastique, ce qui est pire que tout.



Nucléaire

Socialistes
Vers la sortie du nucléaire ?

Les Verts font le forcing du côté des accords électoraux de 2007 pour obtenir des socialistes français un engagement à la sortie du nucléaire en s'appuyant sur les accords qui ont déjà eu lieu en Allemagne et en Espagne. Laurent Fabius ayant déjà donné son aval sur cette question, le très pronucléaire Dominique Strauss-Kahn a été consulté. Le 9 octobre 2005, il s'est prononcé pour *"une sortie le plus tôt possible [sans fixer] une date couperet qui ne tiendrait pas compte des besoins immédiats en énergie"*. Autant dire qu'il se prononce a minima. Officiellement, le PS est toujours contre la construction de l'EPR mais... François Hollande disait le 15 février 2005 sur Canal + : *"Ne laissez pas penser que* (le gouvernement socialiste) *a arrêté le nucléaire ! Les Français vont être inquiets. Il va falloir sans doute garder une large part de cette production nucléaire puisque c'est ce qui nous garantit l'indépendance énergétique. Il faut maintenir la capacité qu'a la France de faire du nucléaire"*.

Solix, un jeu pour Noël

Le Réseau Sortir du nucléaire diffuse le jeu *Solix* qui sur le principe d'un damier style jeu de l'oie, vous propose des réflexions sur les énergies renouvelables. Il est disponible contre 39€ (port compris) auprès du *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04.*

Le débat public tourne court !

Il a fallu attendre la décision de construire le 69e réacteur nucléaire français pour qu'une loi oblige enfin à l'organisation d'un débat public. Mais celui-ci s'est vite révélé peu démocratique. La décision de construire l'EPR a déjà été prise par le gouvernement et le débat ne pouvait pas remettre en cause cette décision. Les associations qui ont voulu participer au débat ont vite buté sur de nombreux manques dans les données, celles-ci étant classées "secret défense" ou "secret industriel". Le gouvernement a refusé l'idée que des experts choisis par les associations puissent, sous serment, avoir accès à ces documents. Le Réseau Sortir du nucléaire a reçu de manière anonyme un document classé "secret défense" qui montre que l'EPR ne résisterait pas à un attentat de type de celui du 11 septembre 2001. Le Réseau a demandé que ce document, qu'il possède, puisse être rendu public. Cela a été refusé. Mi-octobre, les grandes associations et les différentes fédérations d'associations ont annoncé leur retrait de ce pseudo-débat. La première réunion qui devait se tenir à Cherbourg le 19 octobre a tout simplement été annulée.

EPR
Rassemblement à Cherbourg

Notez-le dès maintenant, pour le week-end de Pâques 2006 (15 et 16 avril), un rassemblement international est prévu à Cherbourg contre le projet de relance du nucléaire en France et contre le lancement du nouveau réacteur EPR prévu à Flamanville. Des départs en car seront organisés de toute la France avec l'appui du Réseau Sortir du nucléaire. Rendez-vous le samedi 15 avril à 14 h, quai Lawton-Collins. On peut aider dès maintenant au niveau local en prenant contact avec le *Crilan, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59. Infos sur le site : www.stop-epr.org.*

FESSENHEIM
Procès contre EDF

L'enquête publique initiale qui a conduit à la mise en route en 1977 des réacteurs de la centrale de Fessenheim, en Alsace, prévoyait une durée de vie de 20 ans. En 1997, après vingt ans, EDF a obtenu un prolongement de fonctionnement de dix ans qui court donc jusqu'en 2007. Alors qu'EDF demande une nouvelle prolongation, des associations ont décidé d'attaquer en justice pour voir si ce prolongement est légal. Deux associations, Stop-Fessenheim et l'association trinationale de protection nucléaire de la population autour de Fessenheim (France-Suisse-Allemagne) espère ainsi provoquer un débat d'experts sur les risques que l'on prend en continuant à faire fonctionner des matériels de plus en plus radioactifs et de plus en plus fragilisés. Fessenheim est aujourd'hui la centrale nucléaire la plus ancienne en fonctionnement et les incidents se multiplient. Le dernier en date, le 14 octobre, a nécessité l'évacuation de 183 personnes présentes dans le réacteur n°1, suite à une brusque montée de la radioactivité dans l'air. Au moins quatre salariés ont inhalé des poussières radioactives.
C'est Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement et ancienne avocate des opposants à Superphénix, qui devrait mener ce dossier. Pour financer cette démarche, un appel international à soutien financier est en cours. En France, on peut faire un don à : *Stop-Fessenheim, C. Zerr, 3, Kalbach-le-Haut, 68140 Munster.*



DR

Fessenheim : le tour cycliste 2000.

Le Nobel qui divise

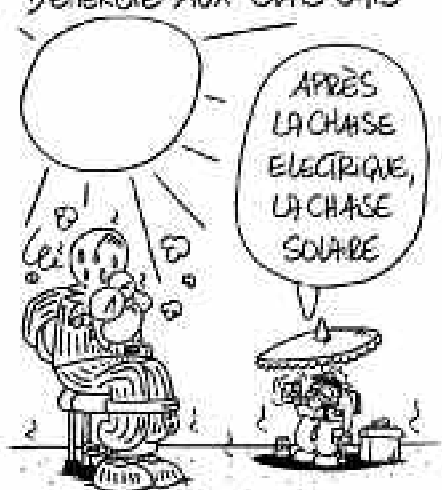


DR

Le siège de l'AIEA à Vienne.

Le prix Nobel de la paix a été remis à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, et à son président pour son action contre la prolifération des armes nucléaires. Déjà pour les 40e et 50e anniversaires de l'explosion d'Hiroshima et Nagasaki, le Nobel de la paix était revenu à des opposants à la bombe atomique, mais les deux fois précédentes c'était à de grandes associations antinucléaires internationales. Le choix de l'AIEA a soulevé une tempête de protestations du côté des antinucléaires et des pacifistes car si l'AIEA a bien une mission de lutte contre la prolifération de l'arme atomique, elle a aussi pour mission de promouvoir "l'atome de la paix", c'est-à-dire d'entretenir l'illusion qu'il existerait un nucléaire civil utile. Ses statuts, de 1957, précisent sa mission : *"l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) a pour but d'accélérer et d'élargir la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité à travers le monde"*. L'AIEA est donc une instance qui agit pour la prolifération nucléaire, et non contre.
Car non seulement les centrales nucléaires ne sont pas utiles, sont dangereuses, explosent parfois, produisent des déchets qui vont nous empoisonner pendant des millénaires... mais tous les pays qui ont officiellement réussi à faire la bombe atomique l'ont réalisé à partir de combustibles fabriqués dans des réacteurs dits civils. La France en est un brillant exemple : la première filière de centrales (Saint-Laurent, Bugey, Chinon) arrêtées aujourd'hui ont servi à procurer le plutonium nécessaire à l'armée. Et si Israël, le Pakistan, l'Inde et sans doute quelques autres ont aujourd'hui la bombe, ils ont tous commencé par faire des réacteurs officiellement pour l'électricité.





Appel aux économies d'énergie

Il ne faut pas désespérer : le gouvernement Bush semble enfin prendre conscience que la planète est limitée ! Début octobre, le gouvernement fédéral a en effet publié un document en anglais et en espagnol présentant des "dizaines de recettes faciles et souvent relativement peu chères" pour économiser l'énergie. La campagne a également été reprise dans les radios et les télévisions. Avec une consommation entre deux et trois fois celle des Européens, les Etats-Uniens peuvent effectivement faire des progrès.


Lycée Lelykès à Quimper.

CIELE

BRETAGNE

Renouvelables dans les lycées

Dans le cadre de nouvelles formations dans le domaine des énergies renouvelables, la région Bretagne vient d'équiper cinq lycées de la région de panneaux solaires photovoltaïques, de capteurs solaires thermiques, d'une petite éolienne et de différents matériels liés aux renouvelables. Il s'agit pour les élèves en préparation de bacs technologiques et de BTS d'apprendre les nouvelles possibilités offertes par les énergies renouvelables.

Budget de l'ADEME en baisse

Non seulement "la maison brûle", mais elle va continuer à brûler ! Au nom du libéralisme, le gouvernement a encore proposé dans le budget 2006 une baisse du budget des pompiers de l'ADEME, Agence de l'environnement pour la maîtrise de l'énergie. Cette baisse qui était déjà de l'ordre de 30 % en 2005 devrait être de 20 % en 2006. Ce n'est pas avec de telles pratiques que l'on peut espérer maîtriser l'énergie et répondre aux défis que pose le réchauffement climatique.

Fin du pétrole

■ **Hausse des prix.** Selon l'INSEE, en un an, de juillet à juillet, le prix du carburant pour les automobiles a augmenté de 16 %, celui des transports aériens de 9,2 %, les voyages touristiques de 16 %. L'inflation serait toutefois de 1,7 %.

■ **Chute d'avions.** Le carburant représente environ un tiers du coût du transport aérien. Lancé dans une concurrence folle du fait de la "concurrence libre et non faussée", les compagnies aériennes essaient de ne pas trop répercuter les hausses du pétrole actuelle... d'où la recherche d'économies sur d'autres postes comme l'entretien. Résultat : les accidents d'avion se multiplient (un par semaine actuellement). Après les avions, ce sont les compagnies elles-mêmes qui tomberont, pour faillite.

■ **Tickets de rationnement.** Le gouvernement britannique a proposé de mettre en place des tickets de rationnement pour le carburant, une idée qu'avance également Yves Cochet, député Vert. Cette mesure a le mérite de mettre tout le monde à égalité et d'éviter que les plus riches continuent à gaspiller alors que les plus démunis doivent se priver.

ALLEMAGNE

Une centrale solaire de 10 MW

Le 30 juin a été inaugurée à Mühlhausen, dans le sud de l'Allemagne, la plus grande centrale solaire du monde. Elle a été réalisée par le groupe Siemens et occupe une surface de 25 hectares. Elle bénéficie d'une politique gouvernementale extrêmement favorable au rachat du courant provenant de sources d'énergies renouvelables. L'Allemagne est passée en tête des capteurs photoélectriques installés (363 MW en tout) devant le Japon (280 MW) et les Etats-Unis (90 MW).



DR

Eoliennes de plus en plus puissantes

Repower's est le nom d'une éolienne de 5 MW inaugurée au printemps 2005 en Allemagne. Elle a été connectée au secteur pendant l'été. Avec des pales de 63 m et un pilier de 123 mètres, elle culmine à 186 mètres. Elle coûte 6 millions d'euros. Ironie du sort : elle a été installée sur le site nucléaire de Brunsbuttel, au nord de l'Allemagne, vers Hambourg. Le même modèle a été également placé au large de Cuxhaven pour un essai en offshore (en mer). C'est actuellement le plus gros modèle du monde en fonctionnement.

Mais il existe d'autres projets encore plus gigantesques qui visent le marché de l'offshore. Le groupe néerlandais Polymarin Composites étudie un prototype de 10 MW, avec des pales de 80 m. La construction est envisagée pour 2007.

Cette montée en puissance demande d'améliorer sans cesse les performances techniques. Pour éviter que le bout des pales n'aille trop vite et se brise, plus les machines sont grosses, moins elles tournent vite. Ainsi les pales tournent à 40 tours minute pour les modèles de 0,5 MW, 20 pour les 1,5 MW (les plus installées actuellement), plus que 10 pour les 4,5 MW.

Les projets se multiplient avec des parcs qui atteignent maintenant des centaines de MW et dont les productions sont aussi importantes que des centrales thermiques ou nucléaires.



Paix

CACHEMIRE

Solidarité

Après le tremblement de terre du début octobre, voyant des militaires pakistanais coincés sous leurs bâtiments effondrés, des militaires indiens stationnés de l'autre côté de la frontière sont venus à leur aide et ont ainsi sauvé plusieurs vies. Les deux pays étant en guerre, on peut prévoir la suite : ces militaires seront changés d'affectation pour ne pas continuer à fraterniser avec "l'ennemi". Le problème de la guerre, c'est que ceux qui la font ne sont pas ceux qui la décident.

SERBIE

Tous objecteurs !

La guerre terminée, le gouvernement serbe a accepté sous la pression internationale de mettre en place un service civil pour les objecteur de conscience. Celui-ci de 13 mois comme le service militaire est entré en service début 2004. Un an après 55,5% des 9000 appelés de l'année ont choisi le service civil ! Le gouvernement serbe est furieux. Pour essayer de ramener des jeunes dans l'armée, il a diminué début 2005 le seul temps de service militaire à 7 mois. Comme quoi, une bonne guerre, ça vous rappelle à juste titre à quoi sert l'armée. *(Union pacifiste, juillet 2005)*

Limiter les transferts d'armement

Agir Ici avec le soutien du Secours Catholique, du CCFD et de l'Observatoire des transferts d'armement, lance de décembre 2005 à juillet 2006, une campagne demandant l'adoption d'un traité juridiquement contraignant régulant le commerce des armes. Entre 80 et 90 % des ventes d'armes sont actuellement contrôlées par les Etats... sans généralement aucun compte à rendre sauf de rares embargos de l'ONU. Cette campagne demande à chacun de dessiner son visage et de l'envoyer pendant le premier semestre 2006 afin de pouvoir remettre des millions de visages lors d'une réunion de l'ONU à New-york, prévue en juillet 2006, portant sur ce sujet. *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*



DR

Bush dégoût

■ **2000 morts, 15220 blessés.** C'est le bilan officiel pour l'armée US au 25 octobre. Il faut y ajouter plusieurs centaines de morts pour les forces alliées (principalement les Britanniques) et plus de 10 000 morts irakiens dont de très nombreux policiers.

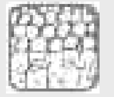
■ **Justice indépendante.** Si la démocratie repose sur une justice indépendante, alors ce n'est pas encore ça en Irak. Le 15 octobre, jour où les Irakiens sont appelés à voter pour le projet de constitution, s'ouvrait — quel hasard — le procès de Saddam Hussein.

■ **Saddam Hussein : procès sans les complices.** Le procès qui s'est ouvert contre Saddam Hussein le 15 octobre dernier porte sur l'usage de gaz chimiques employés en 1982 contre des villages kurdes qui ont fait autour de 5000 morts. Bizarrement, il manque des complices dans le box des accusés. A cette époque, le régime irakien avait le soutien de la France et des Etats-Unis qui ont sans doute fourni les gaz en question.

■ **Objecteurs à l'impôt militaire.** Le budget de la défense des Etats-Unis représente 47% des dépenses mondiales d'armement. Comme en son temps Henri-David Thoreau, Kevin McKee, Joe Donato et Inge Donato ont refusé de payer une partie de leurs impôts pour protester contre la politique de leur gouvernement. Le 1er juillet dernier, ils ont été condamné à la prison ferme ! Une telle sentence n'avait plus été prononcé dans le pays depuis cinquante-cinq ans. Ils ont été condamnés respectivement à 24, 27 et 6 mois de prison ! *(Union pacifiste, octobre 2005)*

■ **Mémés en colère.** Un mouvement de désobéissance civile a été lancé par les grands-parents de soldats envoyés en Irak. Des grands-mères, de 60 à 93 ans, ont été arrêtées alors qu'elles se présentaient dans des centres de recrutement pour demander à être envoyé au front à la place des jeunes soldats. L'action se développe dans toutes les grandes villes des Etats-Unis et provoque d'intenses débats à un moment où la majorité des Etats-Uniens se prononcent pour le retrait des soldats d'Irak.

Société



Publicité
Collectifs des déboulonneurs

Depuis la vague d'actions contre les affichages publicitaires de 2004, des personnes de la mouvance se sont réunies pour étudier la possibilité de mettre en place une campagne de désobéissance civile non-violente qui se fixe un objectif réaliste pour limiter l'emprise de la publicité. Après dix-huit mois de concertation, le collectif des déboulonneurs a vu le jour en octobre avec comme objectif que la législation concernant l'affichage associatif à Paris soit appliquée à la publicité commerciale... à savoir que ne sont autorisées que les affiches de moins de 50 x 70 cm.

Comment faire avancer cette revendication ? Par des opérations de "barbouillages au grand jour" comme l'a déjà fait à de multiples reprises Résistance à l'agression publicitaire. Pour cela, un appel est lancé pour que les volontaires se fassent connaître et que puissent se mettre en place des collectifs locaux. Ensuite, une journée d'action aura lieu publiquement dans le plus de lieux possible le quatrième vendredi de chaque mois (ou par défaut le samedi suivant). Un quatre pages argumentaire est également disponible. Pour en savoir plus : *Coordination nationale des collectifs des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, deboulonneurs@no-log.org*

PARIS

Réseau de veille contre les expulsions

Alors que se multiplient les opérations d'arrestations dans certains quartiers de Paris, un collectif d'associations a lancé un appel pour mettre en place un réseau de veille, quartier par quartier, chargé d'informer les personnes concernées sur leurs droits, de donner l'alerte en cas de rafle, de témoigner en cas de recours juridiques pour non-respect des lois. On retrouve dans ce collectif le MRAP, la Cimade, la Fasti, Alternative libertaire. Pour rejoindre ce réseau : *Alternative libertaire, 92 rue d'Aubervilliers, 75019 Paris.*



DR

Rejet des séropositifs

Une enquête publiée par Sida info-service indique que la moitié des séropositifs rencontrent des problèmes de discrimination sur leur lieu de travail, un taux qui monte à soixante-dix pour cent dans le milieu médical... avec parfois même des refus de soins !



OGM

■ **Soutien financier.** Afin de soutenir les actions de désobéissance civile et de payer les frais de justice qui y sont liés, un appel à solidarité financière a été mis en place. On peut faire des dons à l'ordre de *Construire un monde solidaire, 4, place Luicien-Grégoire, 12100 Millau, tél : 05 65 59 14 36.*

■ **Belgique : restriction en Wallonie.** Le ministre wallon de l'agriculture, Benoît Lutgen a déclaré le 30 septembre dernier qu'il allait proposer la mise en place d'une législation qui ferait en sorte que "les conditions pour cultiver des OGM seront telles qu'aucun agriculteur n'osera se lancer dans cette aventure". Le ministre a indiqué qu'un risque de pollution irréversible ne pouvant pas être écarté, il fallait déterminer les responsabilités. Il a insisté sur l'incompatibilité entre un tel risque et la possibilité de promouvoir d'autres formes d'agriculture comme l'agriculture biologique. Pour en savoir plus : *Nature et Progrès, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 08 1/30 36 90.*

■ **Les veuves de l'amiante rejoignent les faucheurs volontaires.** L'Andeva, Association nationale de défense des victimes de l'amiante, estimant que la menace des OGM et le refus des politiques de prendre des précautions relèvent du même disfonctionnement de la démocratie que le dossier amiante, a lancé le 16 septembre dernier, en assemblée générale, un appel pour que les victimes et les familles des victimes de l'amiante se joignent aux prochains fauchages d'OGM. *ANDEVA, 22, rue des Vignerons, 94686 Vincennes cedex, tél : 01 41 93 73 87.*

■ **Plainte contre un semencier.** Le 5 octobre, quatre personnes de Haute-Garonne dont un ancien élu PS, François Simon, et un élu Vert, Pierre Labeyrie, inculpés pour des fauchages, ont contre-attaqué en portant plainte contre la firme Pioneer, pour "mise en danger de la vie et du bien d'autrui". Ils ont fait constater par huissier l'état d'une parcelle sur laquelle se trouvaient encore des épis de maïs transgéniques, des débris et une quantité importante de graines "propices à la contamination d'autres parcelles par les oiseaux ou les mulots".


David Sterboul

■ **Paris : exposition photo.** David Sterboul, photographe qui collabore occasionnellement à Silence, a suivi deux fauchages OGM l'été dernier. Ses photos font l'objet d'une exposition "La désobéissance civile en plein champ" qui se tient jusqu'au 3 décembre à l'*Espace Château-Landon, 31, rue Château-Landon, 75010 Paris.*

Téléphone portable

■ **Condamnation.** Dans une interview au *Journal du Dimanche*, Etienne Cendrier, animateur de l'association *Robin des toits* décrivait des pratiques peu recommandables des opérateurs. Ayant exagéré sur certains points, il a été condamné pour diffamation à 5000 € de dommages et intérêts au profit de Bouygues Telecom (qui demandait 200 000 €). Pendant ce temps, l'AFSSE, agence française de sécurité sanitaire de l'environnement conclut que les téléphones et les antennes ne présentent guère de danger… en refusant d'entendre les scientifiques qui arrivent à d'autres conclusions. Pour maintenir la liberté de s'exprimer sur le sujet, l'association a besoin de soutien : *Robin des toits, 55, rue Popincourt, 75011 Paris.*

■ **Faux rapports scientifiques.** Le 12 octobre 2005, dans le cadre d'un débat qui s'est tenu au Sénat, le président de l'Afsse, Agence française de sécurité sanitaire et environnementale, Guy Paillotin, interrogé sur la partialité de certains experts sollicités par l'Agence, a indiqué que "*l'expertise de l'Afsse sur la téléphonie mobile n'a jamais suivi, ni de près ni de loin, les règles que l'Afsse s'est fixées à elle-même ; donc, c'est une expertise que je considère, en tant que président du conseil d'administration, comme n'existant pas, n'étant pas le fait de l'Afsse, puisqu'elle ne correspond pas aux textes que le conseil d'administration a lui-même adoptés (…)*". Il a indiqué qu'il avait alerté "*la direction générale de l'Afsse sur le fait que les expertises de l'Afsse ne tenaient pas devant une expertise juridique*". Les associations Agir pour l'environnement et Priartem dénonçaient le rejet de toute audience de scientifiques ayant démontré des dangers des téléphones portables. La magouille avait été rendue publique en juin 2005 après la démission du directeur scientifique Denis Zmirou, en conflit ouvert avec la directrice de l'agence, Mme Froment-Védrin. La sincérité du président devrait provoquer l'annulation des déclarations rassurantes sur la téléphonie mobile. Bizarrement, les médias qui sont sous perfusion des publicités pour les téléphones portables, n'ont pas répercuté cette prise de position.

Des Nobel reconnaissent l'inefficacité des vaccins

Réunis à Lyon, le 12 avril 2005, pour la journée des Nobel à Biovision, forum mondial de la biologie, dix prix Nobel présents ont rappelé de façon insistante que "rien n'est acquis en science, en particulier en médecine et en biologie. Aujourd'hui, les immunologistes sont confrontés à de vraies difficultés théoriques, notamment dans la lutte contre le Sida ou les virus émergents de type grippe aviaire". Selon Peter C. Doherty et Rolf Zinkernagel, colauréats du prix Nobel de médecine en 1996 pour leur découverte sur la spécificité des réponses immunitaires cellulaires; "l'époque des grandes victoires vaccinales est révolue". Pour le premier, "l'incapacité de l'organisme, même vacciné, à réagir contre une infection virale en moins de cinq jours rend caduc tout espoir de vaincre ces nouveaux virus auquel aucun être humain, ni même hominien dans un lointain passé ne fut jamais exposé". Pour le second "outre le fait que l'hygiène a fragilisé nos contemporains en les privant du contact 'fortifiant' avec les virus et les microbes dès la naissance, notre système humanitaire est incapable de faire preuve d'une véritable mémoire. Autrement dit, est invalidée l'idée de la voie vaccinale dans la lutte contre les nouveaux virus. Cette absence de mémoire immunitaire est la raison pour laquelle nous n'avons jamais de bons vaccins". *(Quotidien du médecin,* 8 avril 2005*, Sciences et Avenir*, juin 2005)

Prévention contre la grippe aviaire

Il est annoncé, qu'en cas de déclenchement d'une épidémie de grippe aviaire, en Europe, environ 10 % des grippés peuvent en mourir. Ce seront les jeunes enfants, les vieillards en premier, les plus faibles.

Comme pour une grippe normale, pour éviter la contamination, il faut prendre des mesures élémentaires : se laver soigneusement les mains au savon avant de porter quelque chose à sa bouche ou de préparer des crudités, se couvrir le nez et la bouche lorsque l'on éternue ou que l'on se mouche, utiliser des mouchoirs à usage unique (eh oui !), éviter de se tenir face à quelqu'un d'enrhumé… Eviter les lieux où l'on est entassé (évitez les transports en commun : préférez le vélo et la marche !), adoptez les masques que les autorités distribueront si la situation empire.

Au niveau de la prévention, il faut essayer de renforcer ses défenses immunitaires. Pour cela, il faut manger le plus diversifié possible, beaucoup de fruits et légumes de bonne qualité, donc le plus possible biologiques, manger des crudités, avoir quelques activités physiques (marche régulière, monter des escaliers…) pour provoquer la transpiration et éliminer, boire de l'eau de qualité (en variant les eaux minérales), ne pas se stresser (éviter les surcharges de responsabilités, reporter ce qu'il est possible de faire plus tard…), ne pas hésiter à pratiquer des méthodes de relaxation (yoga, gymnastique douce, massages…), développer une pensée positive (penser à ceux que vous aimez, aux endroits où vous aimez vivre…).

Ne comptez pas sur les vaccins : les spécialistes estiment qu'il faut au minimum cinq mois pour mettre au point un vaccin après l'apparition du virus recombiné… alors que le maximum de malades pourraient être atteints en seulement six semaines. Ne prenez pas un vaccin préventif réalisé avec un autre virus car comme pour le vaccin de la grippe offert généreusement chaque année aux personnes âgées, il est un facteur d'affaiblissement et ne protège que de l'ancien virus : les vaccinés sont plus grippés que les autres selon les statistiques des Caisses d'allocations maladies !



Pilules contraceptives cancérigènes

Suspectées depuis de longues années d'être en lien avec l'augmentation des cancers du sein, les pilules contraceptives, y compris les plus récentes, viennent d'être classées comme cancérigènes par le CIRC, Centre international de recherche sur le cancer, organisme dépendant de l'OMS, Organisation mondiale de la santé. Des liens ont été démontrés non seulement avec le cancer du sein, mais aussi avec le cancer du col utérin et avec le cancer du foie. Pendant 40 ans, au nom de la libération, les femmes auront servi de cobayes aux firmes pharmaceutiques. Et ce n'est pas fini car cette déclaration n'a évidemment pas fait la une des médias et les pilules sont toujours en vente libre. Rappelons que le CIRC a également classé comme cancérigène les traitements hormonaux substitutifs que des médecins conseillent encore au moment de la ménopause.
1er septembre 2005)

ETATS-UNIS

Femmes contre la guerre

Fin juin, des mères de soldats tués en Irak ont rejoint l'avocat John Bonifaz pour soutenir sa démarche visant à demander aux parlementaires de voter l'*impeachment* une mesure prévue par le Constitution pour démettre le président au cas où celui-ci prendrait des mesures contre l'intérêt du pays. Ces mères estiment en effet que la guerre en Irak ne repose que sur un discours mensonger et n'apporte rien aux Etats-Unis.
Le 13 juillet, cinq femmes âgées de 65 à 81 ans, se sont introduites dans un centre de recrutement de l'armée pour dénoncer la présence des soldats US en Irak. Cette action fait suite à une présence hebdomadaire depuis le début du conflit. Poursuivies en justice, le procureur de Tucson (Arizona) a annoncé l'abandon des poursuites le 26 août.

Congé parental
Sexisme ordinaire

Si 98 % des congés parentaux sont actuellement pris par les femmes, une réforme devrait encourager à une meilleure recherche de parité. Il n'en est rien : lors de la récente réforme de ce congé (qui cache en fait une volonté nataliste de la droite en incitant les couples à avoir trois enfants), tous les médias, tous les hommes (et femmes !) politiques ont systématiquement parlé de ces congés comme s'ils ne concernaient que les femmes ! Seule exception trouvée dans les médias : la position de la CSF, Confédération syndicale des familles, qui parle du partage du choix entre les deux parents.

RENNES

Les Bâtisseuses

L'association Les bâtisseuses est née en mars 2005 afin de disposer d'une structure juridique permettant la réalisation de projets collectifs ou individuels en faveur des femmes et des lesbiennes.
Elle a pour but de créer du lien social et culturel entre les femmes, de promouvoir les savoirs et compétences, les créations et expressions des femmes au niveau local, régional ou international, de favoriser une distribution non-sexiste des métiers et des activités, de lutter contre les formes de discriminations sociales et politiques faites aux femmes et aux lesbiennes, notamment le sexisme, la lesbophobie, le racisme, le classisme, l'âgisme, l'handiphobie… et de développer des réseaux de solidarité.
L'association cherche à organiser des ateliers et des chantiers avec l'idée d'une recherche d'insertion économique. L'association est non-mixte. *Les bâtisseuses, MJC La Paillette, 2, rue du Pré-de-Bris, 35000 Rennes, lesbatisseusesasso@yahoo.fr*

Marche mondiale des femmes

La Marche mondiale des femmes qui a coordonné des marches dans de très nombreux pays du monde depuis le 8 mars 2005, s'est terminée le 17 octobre à Ouagadougou (Burkina Faso), alors qu'une journée de solidarité se déroulait pendant ce temps dans toutes les villes traversées. Des actions souvent reliées à l'actualité. A Marseille, près de 300 femmes sont venues au Vieux-Port soutenir les marins de la SNCM. A Chypre, les femmes ont fait une marche de la réunification. En Bolivie et en Colombie, elles manifestaient contre les violences des guérillas. En Iran, elles manifestaient contre le port du voile, en Turquie pour le respect des droits humains, dans plusieurs pays d'Afrique contre l'impunité des violeurs, dans plusieurs pays d'Amérique centrale, pour la reconnaissance des droits des femmes indiennes, au Pakistan contre les conditions de travail et les bas salaires…

Ci-dessous : arrivée à Ouagadougou.













Soutien à Marseille.



Soutien à Téhéran.



Soutien à Chypre.



Soutien en Colombie.

photos : DR

Le micro-crédit contre les femmes ?

Les Nations unies ont proclamé 2005 Année internationale du micro-crédit. Dans une interview donnée dans le numéro d'été de la revue belge Défis Sud, Hedwige Peemans-Poullet, ancienne présidente de l'Université des femmes, donne son avis sur la question. Nous en reprenons ici de larges extraits.

Je suis en désaccord avec ceux qui annoncent, a priori, qu'il n'existe plus d'institutions publiques ou sociales et incitent à recourir à l'endettement pour réduire la pauvreté et améliorer *l'«empowerment»* des femmes...

Faire table rase du passé d'un pays, faire semblant que la pauvreté est un "état naturel", notamment pour les femmes, me paraît une attitude tout à fait inacceptable. Il faut toujours commencer par se demander ce qui rend ces femmes "pauvres". Il faut réaffirmer la responsabilité publique dans des domaines comme la santé et l'éducation. Il faut faire un diagnostic, pays par pays, de ce qui existe encore et reconstruire les services publics.

(...) Au Bangladesh, on a fermé des usines de jute, chassé des paysans pauvres de leur terre pour venir leur dire par la suite qu'ils peuvent emprunter de l'argent afin de se lancer dans de la production artisanale. Mohammed Yunus, président de la Grameen Bank, s'est fait attribuer des hectares et des hectares d'étangs pour y produire des crevettes et y employer presqu'exclusivement des femmes et des enfants.

Les preuves de réussite du microcrédit se fondent en général sur des cas individuels. On monte en épingle un indépendant qui sort du lot et réussit à monter une petite entreprise.

Je crois que la plupart du temps, on incite les emprunteurs potentiels à se lancer dans une production artisanale ou agricole qui intéresse le marché international ou touristique jusqu'à saturation de ce marché, effondrement des prix de vente, ce qui conduit la personne endettée au cercle vicieux de l'endettement ou à la faillite. Entre-temps, le business des créanciers aura fonctionné sans désemparer.

(...) Tout le monde s'est inspiré du modèle de Mohammed Yunus. Il a servi d'agent publicitaire pour l'ensemble du système de microcrédit. Je ne nie pas qu'il y ait des nuances. Si on propose le microcrédit pour créer une mini-entreprise ou acquérir un outil de travail, cela se discute évidemment.

Mais souvent ces productions sont "téléguidées". On amène ainsi, par exemple, les femmes à abandonner leur activité traditionnelle et spontanée pour les orienter vers une activité économique adaptée au marché mondial. On se souvient de cette opération *"flood"* en Inde, au cours de laquelle on a incité les paysannes à emprunter pour acheter une vache qui fournirait du lait aux villes... Sans parler des déboires des emprunteuses, on sait que celles-ci finissaient par devoir acheter du lait pour leur propre consommation....

En fait, ces femmes avaient dû abandonner leur auto-production alimentaire pour devenir des productrices/consommatrices sur le marché ! Beaucoup se sont éreintées et ruinées. Très souvent, il s'agit de productions qui changent les habitudes alimentaires des gens : ils doivent par exemple cultiver des haricots au lieu de cultiver ce qu'ils mangent habituellement, parce que les haricots peuvent être vendus sur le marché international.

Au moment de se lancer dans un projet productif, je crois qu'il faut s'intéresser à ce qui se faisait avant dans le milieu où l'on intervient. Ces femmes, avant, étaient-elles assises à se tourner les pouces et à attendre la venue du micro-prêteur ?

Je préfère des projets qui s'intéressent à l'alimentation traditionnelle et cherchent à échapper à la dépendance des importations (par exemple du lait Nestlé). Il existe, en Afrique, des panades pour bébés qui ne sont pas à base de lait. Le développement du micro-crédit est rarement associé aux principes d'autosuffisance alimentaire...

(...) Cette idéologie est soutenue par le Fonds monétaire international, par la Banque mondiale, et toutes les grandes organisations internationales. Leur but est, à mon avis, de permuter l'endettement des pays pauvres, de passer de l'endettement des Etats à l'endettement de la population. Ça veut dire que ces populations sont forcées au silence et à la résignation parce qu'obligées de survivre dans l'endettement.

L'idéologie de départ a toujours été celle-là : transformer l'informel en formel, convertir l'argent qui circule sans intérêt en argent qui circule avec des intérêts et ramener tout ça dans le secteur de la banque.

Je connais des ONG qui font du microcrédit de manière très correcte. Leur problème est de se profiler en tant que facilitateurs et de ne pas s'imposer, de ne pas désorienter ce qui appartient aux populations locales et à leurs traditions.

Mais je me méfie du discours sur *l'«empowerment»* des femmes. Augmenter son pouvoir en s'endettant ? Au Bangladesh, en tout cas, malgré des armées de programmes de microcrédit, l'oppression des femmes n'a pas diminué...

Presque chacun d'entre nous fait des emprunts... Les personnes qui empruntent n'ont aucun pouvoir sur la stabilité de la monnaie, les prix du marché, les conditions climatiques, les conflits armés, leurs propres conditions de travail...

Mohammed Yunus a reçu des subventions, des sommes fantastiques de la Banque du Bangladesh et des institutions internationales pour lancer son affaire. Il ne doit pas venir nous raconter son histoire de petits tabourets, de la pauvre petite femme auprès de qui il est intervenu gentiment pour qu'elle puisse acheter ses bambous, faire ses tabourets et gagner un petit quelque chose. C'est le côté mystificateur de son histoire. Il a reçu des subventions énormes. Les institutions bancaires sont depuis longtemps en train de s'y mettre, car la petite somme est tout aussi rentable si vous avez beaucoup de pauvres.

Comme il y a beaucoup plus de pauvres que de riches, on peut aussi bien faire fortune avec les petits pauvres qu'avec les gros riches.

(...) La création d'intermédiaires est typiquement ce qui se passe dans le microcrédit. Des prêts informels sans intérêts existent dans la plupart des pays, avec des coutumes différentes... Le microcrédit s'emploie souvent à les transformer en prêts formels. Avant de proposer un microcrédit, il faut avoir le courage d'avouer ce que l'on se propose de remplacer. Mohammed Yunus prétendait vouloir remplacer les usuriers mais ses prêts finissent par coûter plus cher que ceux des usuriers qu'il dénonçait !

Hedwige Peemans-Poullet ■



Nord/Sud

Humanitaire
Gaspillage d'énergie

A chaque tremblement de terre ou tsunami, les équipes humanitaires s'en donnent à cœur joie avec le matériel prêté par l'armée, les avions et les hélicoptères en particulier.
N'y aura-t-il pas une seule des organisations "sans frontières" pour dénoncer cette conception du monde : gaspiller de l'argent à gogo dans des moyens d'armement qui ici se refont une virginité, alors qu'avec beaucoup moins d'argent, il serait possible de construire des habitations antiséismique qui résistent pratiquement à tout : deux jours après le tremblement de terre du 2 octobre au Pakistan, un autre a touché Singapour, ville-Etat extrêmement riche. Là, il y a de l'argent pour construire solide et aucun bâtiment ne s'est effondré, aucune victime n'est à déplorer. Mais ce n'est sans doute pas un hasard si en Afrique on entend parler des "humilitaires" : s'intéresser aux pauvres seulement quand c'est politiquement rentable.

RWANDA

Plainte contre l'armée française

Le 16 février 2005, six rescapés des massacres rwandais de 1994, ont porté plainte contre l'armée française, estimant que l'opération *Turquoise* lancée à l'époque entre le 22 juin et le 22 août 1994 par la France théoriquement sous l'égide de l'ONU, avait surtout servi à détruire les preuves des liens entre les génocidaires et la France. Le tribunal n'a rien trouvé de mieux que de convoquer les plaignants à une entrevue du 7 au 9 septembre. Les avocats des plaignants étaient là pour dire qu'ils n'ont pas les moyens de dépenser 5000 euros pour venir se présenter à la justice alors que l'instruction judiciaire n'est même pas ouverte. Les avocats ont rappelé que si instruction il y a, le juge en charge du dossier peut être amené à se déplacer lui-même. Y a-t-il une chance de voir l'armée française inculpée ? *(Le Monde, 8 octobre 2005)*

TCHAD

Peut-on juger Hissène Habré ?

L'ancien dictateur du Tchad, Hissène Habré, est réfugié depuis quinze ans au Sénégal. La Belgique ayant adopté une loi qui lui permet de juger les violations aux droits humains y compris en dehors de son territoire, a fait une demande au Sénégal pour obtenir l'extradition d'Hissène Habré. Des organisations non-gouvernementales ont lancé une campagne de lettres adressées au président sénégalais pour lui demander d'accéder à cette demande. *Agir ensemble pour les droits de l'homme, 16, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 37 37 10 11.*

Le voyage extraordinaire d'un commercial ordinaire

Voici sans doute l'un des premiers spectacles sur le commerce équitable. Mr Candide Cadre, découvre au cours de rencontres avec "les autres" les réalités du commerce international, les droits humains au travail, le problème des intermédiaires, l'exploitation des enfants, la dette des pays en voie de développement et cherche alors des alternatives qu'il va rencontrer dans le commerce équitable. Le spectacle a été réalisé en lien avec Artisans du monde et le collectif de l'Ethique sur l'étiquette. Le spectacle se joue avec deux comédiens et un technicien qui se déplacent à la demande.
Il sera présenté les 25, 26 et 27 janvier au Totem, à la MJC de Chambéry et cherche d'autres lieux pour lancer des débats. Pour en savoir plus : *Deblok manivelle, 85, rue Croix-d'Or, 73000 Chambéry, tél : 04 79 85 21 57.*

Commerce équitable

■ **Succès pour le premier salon pour un commerce équitable.** 102 participants ont accueilli plus de 10 000 visiteurs pour le premier salon organisé par le réseau Minga qui entend se démarquer d'un certain commerce équitable qui ne remettrait pas en cause les causes du pillage actuel des marchés internationaux. Une majorité de stands tenus par des boutiques indépendantes fonctionnant de manière classique, en intégrant tous les coups, la plate-forme de commerce équitable, les associations de solidarités internationales... et un grand absent interdit de salon : Max Havelaar. Pour bien montrer que le commerce équitable doit se pratiquer tout au long de la filière, un marché paysan se tenait devant l'entrée du salon, une manière de rappeler que le commerce équitable ne peut passer par le biais des grandes surfaces qui détruisent ici les filières de commerce et exploitent leurs employés. De nombreux débats ont permis de creuser la notion de commerce équitable, d'en relever les incohérences. Public et exposants ont été enchantés et le salon pourrait être pérennisé dès l'année prochaine. *Minga, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53.*

■ **Max Havelaar en aveugle !** Dans la tourmente depuis son accord de participation avec la multinationale Dagris, Max Havelaar essaie de justifier dans son numéro de *Fair(e) Actualités* de septembre 2005 : *"L'Ex-Compagnie française pour le développement des textiles née au lendemain de la Seconde guerre mondiale, a été l'artisan du développement du coton dans la zone subsahélienne. Elle a inscrit cette culture comme un outil de développement dans la polyculture existante sans la bouleverser. (...) Lors de la décolonisation, elle s'est orientée vers une politique de coopération. Avec son aide, la production s'est structurée en des filières nationales coordonnées par des sociétés liées aux Etats".*



Max Havelaar ne connaît malheureusement pas l'association Survie et ses "dossiers noirs de la Françafrique", sinon, elle saurait que "l'artisan" a surtout aidé des dictatures à se mettre en place pour maintenir le pillage des pays où elle est présente. Selon le regretté François-Xavier Vershave : *"[Dagris] a été un outil néocolonial important qui a pactisé en son temps avec les dictateurs en place, au Mali, au Sénégal, au Cameroun et au Niger. Dagris, c'est un peu comme la filière cacao, un système de pompage de la rente".* En Afrique, Dagris est surnommé *"l'Elf du coton"*.

■ **Max Havelaar tue les bébés ?** Nestlé est la marque le plus boycottée en Grande-Bretagne du fait de la campagne menée depuis des années par les associations de solidarité internationale qui dénoncent sa politique de promotion du lait en poudre dans les pays du Sud. Cette promotion est interdite par l'ONU car elle incite les femmes à faire des biberons avec de l'eau parfois contaminée et par manque d'argent, le lait est le plus souvent trop dilué. Conséquence : de nombreux bébés meurent. Nestlé vient de trouver un complice pour essayer de remonter son image de marque désastreuse. La multinationale vient de lancer en Grande-Bretagne un café qui a le label Faitrade Labelling Organisation, FLO, dont est membre Max Havelaar. Après MacDonald's et la malbouffe, après Dagris et le soutien aux dictatures, après les grands magasins qui ruinent les producteurs en leur faisant baisser leurs prix et qui exploitent de manière ignoble leur personnel, voici Max Havelaar impliquée dans une nouvelle affaire de "blanchiment".



■ **Café zapatiste.** Pour assurer des débouchés aux coopératives zapatistes du Mexique, en vente directe, un appel à commandes est de nouveau lancé cette année. Les commandes se passent maintenant (avant fin décembre) pour une livraison en juin 2006. Le café vient pour moitié de la coopérative Mut Vitz, certifiée bio, et pour moitié de la coopérative Yachil, en reconversion bio. Le paquet de café de 250 g est vendu 3 €, avec un minimum de cinq paquets. Commerce équitable s'il en est : tout le bénéfice va aux producteurs. Chèque à envoyer à : *CSPCL, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.*

■ **Dijon : Artisans du Monde.** Le groupe de Dijon d'Artisans du Monde organise du 1er au 4 décembre, au Cellier de Clairvaux, une vente d'artisanat et de produits alimentaires des pays du Sud, une dégustation, une démonstration de bogolans par une artiste burkinabé, une information sur les placements éthiques... *Artisans du monde, 7/9 rue Charrue, 21000 Dijon, tél : 03 80 44 97 33.*

Le droit d'apprendre

Ivan Illich dans *Une société sans école* proposait, dès les années 70, une réflexion radicale sur l'échec de l'enseignement à l'école. Cette dernière, outil d'un Etat, peut-elle être pensée aujourd'hui autrement comme il le suggérait il y a trente ans ?

Je me suis replongée dans *Une société sans école* de Ivan Illich (1) que j'avais lu sans doute trop jeune, du temps que j'étais étudiante, non enseignante.

Je n'ai pas, à l'époque où je l'ai lu pour la première fois, suivi les réactions du corps enseignant, mais je subodore que l'effet a été un peu analogue à celui produit sur le corps judiciaires par l'analyse de la prison proposée par Michel Foucault dans *Surveiller et punir*. En effet, dans les deux cas, ce qui est proposé est la description d'un échec. La prison, comme l'école, aggrave ce qu'elle était censée améliorer. La prison crée des délinquants, l'école crée des jeunes séparés de leurs capacités d'apprendre et de comprendre. Qui plus est, avec une redoutable efficacité, ces deux institutions réussissent à persuader leurs victimes de ce qu'ils ont mérité leur destin — on vous a donné votre chance, vous ne l'avez pas saisie. Et enfin, dans les deux cas, ce qui est proposé est que cet échec n'en est pas véritablement un.

La vraie réussite de la prison, selon Michel Foucault est de binariser les classes pauvres, de créer une opposition entre braves gens et délinquants. Les pires ennemis des délinquants sont ceux qui se présentent comme ayant su rester honnêtes malgré toutes les difficultés, et s'indignent souvent de ce qu'on ne s'intéresse pas à eux, mais à ceux qui ont cédé à la tentation et aux facilités. La vraie réussite de l'école pourrait bien être du même type, selon l'analyse d'Illich. Ceux qui échouent sauront que c'est leur incapacité qui explique leur destin. *"Ni dans le Nord, ni dans le Sud, les écoles n'assurent l'égalité. Au contraire, leur existence suffit à décourager les pauvres, à les rendre incapables de prendre en main leur propre éducation. Dans le monde entier, l'école nuit à l'éducation parce qu'on la considère comme seule capable de s'en charger"* [p.22].

DR

Depuis Illich, l'institution scolaire a été critiquée, mais jamais, je pense, avec cette radicalité. Car ce qu'il met en question ne peut être "réformé", que ce soit par la bonne volonté des enseignants, par des innovations pédagogiques, ou par la tentative d'évaluer non plus l'acquisition des matières scolaires comme telles, mais les compétences qu'elles donnent l'occasion d'acquérir. La bonne volonté de "l'enfant au centre de l'école", la critique constructiviste de la notion de transmission, la thèse répétée selon laquelle l'apprentissage n'est pas reproduction mais recréation peuvent sembler très radicales mais elles ne touchent pas à ce qui, pour moi, est crucial dans les thèses d'Illich : le scandale d'une expropriation, la négation d'un droit fondamental, le droit d'apprendre et pas seulement d'apprendre quelque chose, mais d'apprendre à quelqu'un d'autre : *"le droit d'enseigner une compétence devrait être tout aussi reconnu que celui de la parole"* [p. 151]. La question cruciale n'était pas pour lui une définition d'un quelconque socle de compétences, ni non plus d'une "bonne" définition de l'apprentissage, c'était d'abord et avant tout celle du monopole de l'école, c'est-à-dire des enseignants seuls habilités à instruire. L'école, selon Illich, repose sur le postulat que les jeunes êtres humains sont comme des immigrés, de nouveaux venus qui doivent se soumettre à un processus de naturalisation, un processus qui doit les mettre à l'écart de leur milieu naturel et les faire passer par une matrice sociale sous responsabilité de l'Etat, un Etat dont l'enseignant accrédité est d'abord le représentant [p.200-201].

Apprendre fonctionne dans les deux sens

On a souvent mis l'accent sur le fait que l'école, selon Illich, préparait à la société de consommation, avec la séparation entre le temps où l'on travaille et celui où l'on consomme du loisir. Je voudrais plutôt insister sur ce droit fondamental, qu'il ne cesse de répéter, droit de tout humain à apprendre, mais aux deux sens du terme, à s'instruire mais aussi à transmettre ce qu'il sait à d'autres. Apprendre fonctionne toujours dans les deux sens, et seul celui ou celle qui a appris à quelqu'un d'autre sait qu'il sait, et cela d'un savoir dont nul ne pourra le déposséder.

De ce point de vue, on peut dire que la situation a empiré, et cela de deux points de vue au moins. Dans les années 70, il était encore possible pour un jeune d'apprendre un métier s'il trouvait un endroit où on était intéressé à l'engager et à lui transmettre les compétences nécessaires. Aujourd'hui, on ne peut plus tou-

(1) Les pages citées renvoient à l'édition Points Essais n°117, Paris, Seuil.

cher un marteau, ou fixer un projecteur sans le diplôme adéquat. Et il ne s'agit pas simplement de la situation de l'emploi, c'est-à-dire du vaste choix parmi des diplômés et des surdiplômés que cette situation donne aux employeurs. Il s'agit aussi des régulations étatiques qui ont toujours plus affirmé la nécessité de diplômes préalables, ce qui fait que le plupart des chemins qui pouvaient permettre de se construire un métier sans en passer par l'institution scolaire sont aujourd'hui interdits.

D'autre part, les savoirs eux-mêmes ne semblent plus valoir d'être transmis. Ne parle-t-on pas aujourd'hui de leur obsolescence rapide ? Nul, y compris les enseignants, n'est plus désormais habilité à se penser capable d'instruire quelqu'un d'autre, seulement à le préparer à ce qu'on appelle une "société de la connaissance", c'est-à-dire, beaucoup plus concrètement, à une course sans fin au renouvellement, au recyclage, afin de garder leur désirabilité sur le marché du travail. Quant aux enseignants, eux aussi sont, depuis que l'école est devenue matière à réforme pédagogique, aux mains de plus diplômés qu'eux, ceux qui sont seuls habilités à savoir comment le savoir doit se transmettre.

De fait, on pourrait dire que la pédagogie parfois inspirée d'Illich, dans la mesure où elle exige des enseignants un rapport toujours plus compliqué à leur savoir, affirme toujours plus le monopole enseignant. Qui oserait aujourd'hui expliquer à un enfant les rapports entre addition et multiplication sans avoir été formé à la pédagogie ! J'oserais dire que la leçon d'Illich a été reprise dans la vieille ritournelle progressiste : "avant on croyait (que chacun était capable de transmettre du savoir), maintenant on sait (qu'il faut un professionnel pour cela)".

J'oserai donc dire que le diagnostic d'Ivan Illich est aujourd'hui confirmé, cruellement confirmé. J'ai souvent utilisé un exemple qu'utilise également Illich, l'apprentissage de la conduite automobile, qui n'est pas simple du tout mais qui, matière encore à une transmission où celui qui sait conduire se sent habilité à apprendre à conduire, connaît somme toute assez peu d'échecs. Et j'ai souvent ajouté que si l'on confiait à la pédagogie la question des compétences propres à la marche sur deux pieds et à sa vérification, une majorité des humains marcherait à quatre pattes. Aujourd'hui, une telle proposition ne fait même plus rire. Mais on peut dire que le verdict est également éclairci : ce ne sont pas les enseignants, en tant que personnes, qui sont en cause, ils sont même désormais parmi les victimes les plus remarquables de l'école, victimes des mécanismes de définition monopolistique de l'enseignement qui, de nature hiérarchique, ont fait des enseignants des éternels assistés, jamais à la hauteur, dépourvus de la confiance en leur capacité d'apprendre à d'autres : exercer ce droit fondamental, cela se mérite et se vérifie désormais.

Si l'on confiait à la pédagogie la question des compétences propres à la marche sur deux pieds, une majorité des humains marcherait à quatre pattes.

Je ne voudrais pour exemple de cette crise désormais avérée que l'affaire du voile Je n'ai pas ici à entrer dans la question du bien fondé ou non de l'interdiction. Je veux souligner que le fait même que cette question se pose traduit un autre fait : l'école, la classe ne peuvent plus être pensées comme des lieux dont la force leur permettrait d'accueillir l'hétérogène, des jeunes venus de tous les milieux sociaux et culturels, et de les réunir dans une communauté d'apprentissage. C'est bien plutôt un lieu qui a besoin d'être protégé, qui pose le problème de l'exclusion de ce qui s'affirme comme hétérogène.

Je voudrais en venir, maintenant, aux propositions d'Ivan Illich. Je n'en dresserai pas le tableau. Qu'il suffise de dire que ces propositions semblent avoir quelque chose de visionnaire, comme si elles anticipaient l'Internet qui semble être l'instrument privilégié des pratiques de connection et de partage qu'elles mettent en scène. Il est frappant d'ailleurs qu'Ivan Illich donne, dès son époque, un rôle crucial aux ordinateurs, susceptibles de connecter demandeurs et proposeurs de savoir. Et les moteurs de recherche sur Internet font en effet exister un gigantesque réseau d'échange de savoirs, diplômés ou non. Ce qui crée des rapports nouveaux, ce dont peuvent témoigner par exemple les médecins, confrontés aujourd'hui, pour le meilleur et pour le pire, à des patients qui contrôlent et discutent tant leurs diagnostics que leurs prescriptions.


DR

Une école en Chine.

Une société sans école ?

Mais il ne s'agit pas seulement de devenir "amateurs" : les possibilités d'auto-formation à l'usage des instruments informatiques mis en ligne ont permis à une génération d'amateurs de se passer effectivement de diplômes et de devenir les producteurs des possibilités de recours au Net qui prolifèrent aujourd'hui. D'une manière ou d'une autre, les enseignants ont de fait perdu leur monopole, et s'ils veulent faire valoir l'idée qu'ils resteraient néanmoins les irremplaçables sources d'un esprit critique indispensable au bon usage d'Internet, leur formation va devoir connaître une transformation drastique. De ce point de vue, on peut bel et bien comparer la mutation à venir des régimes de savoir et de transmission à celle qui a suivi l'invention de l'imprimerie. Je rappellerai que l'imprimerie n'est pas seulement indissociable de la Réforme protestante, mais aussi de la naissance des sciences dites modernes et, de manière plus générale, de toutes les significations modernes attachées tant au



nent les futurologues, mais on se préoccupe fort peu du type d'appétit, de force, de confiance en soi et dans les autres que réclame un tel monde.

Recréer un appétit du possible

C'est pourquoi il me semble qu'il convient ici de spéculer, c'est-à-dire de tenter de recréer un sens des possibles, un appétit du possible contre la conviction triste que le diagnostic d'Illich est à ce point confirmé que la voie qu'il proposait est bloquée.

On accuse souvent la spéculation de produire des utopies. Mais il y a différents types d'utopies, et je dirais que, aujourd'hui, les idées d'Illich sur l'auto-formation, sont en risque de communiquer avec une utopie scolaire mensongère, dont les élèves savent le caractère mensonger. Rappelons-nous de ce qu'Illich disait des "écoles libérées" de son époque : elles *"rêvent la 'pacification' de la génération nouvelle à l'intérieur d'enclaves spécialement aménagées, afin de la convaincre de poursuivre les mêmes rêves que ses aînés"* [p. 114]. Ces rêves, la génération nouvelle sait désormais que la société où ils vivent les définit comme obsolètes, et elle sait aussi que le "vrai monde", celui du "dehors", n'a rien à voir avec les idéaux pédagogiques censés mettre "au milieu" "l'enfant", avec sa singularité, ses goûts et aptitudes particuliers. Les élèves d'aujourd'hui savent parfaitement que, dans notre société, ils ne seront pas "au milieu", ils peuvent, lorsqu'ils sont bien lunés, se plier aux rêves de leurs enseignants, accepter d'"auto-construire" les savoirs demandés, mais ils savent aussi qu'il s'agit d'un "faire comme si" qui demande leur bonne volonté, c'est-à-dire leur soumission : malheur à ceux qui n'ont pas les moyens culturels et sociaux de savoir qu'il est de leur intérêt de "faire plaisir au prof", de le rassurer, d'accepter de jouer le jeu dans l'enclave des micro-mondes pédagogiques.

Ma spéculation a pour point de départ le droit fondamental affirmé par Illich, le droit d'apprendre ce que l'on a appris, et il s'agit de le reprendre sur un mode qui ne communique pas avec une société réconciliée, qui ne suppose pas des élèves une force sur laquelle, dans le monde

personnage de l'auteur qu'au public auquel s'adresse cet auteur.

Pourtant, malgré cette dimension visionnaire, les propositions d'Ivan Illich portant sur ce qui en anglais se disait *"Deschooling Society"*, ne me convainquent pas vraiment. Plus précisément, elles me semblent présupposer une société réconciliée, dont elles montrent alors que l'institution scolaire monopolistique n'y aurait pas sa place.

Les exemples que je viens de citer ont pour trait commun de concerner des personnes se sentant habilitées à chercher ce dont elles ont besoin sur le Net, c'est-à-dire bénéficiant d'un rapport positif aux possibilités de savoir. Or, savoir ce dont on a besoin, avoir confiance dans ses possibilités de le définir et de l'acquérir, c'est précisément le trait commun sur lequel nous ne pouvons tabler aujourd'hui, ou plus précisément qui, si nous tablons sur lui, deviendra l'instrument de la plus impitoyable des sélections. De fait c'est ce chemin sélectif qui pourrait bien mener à la fin de l'école au sens où celle-ci donnait accès à des qualifications sur le marché du travail : on peut prévoir la commercialisation sur le Net d'enseignements programmés destinés à permettre à ceux qui sont "motivés" de construire les compétences, et aussi les loyautés, demandées par des sociétés privées. Il s'agira alors d'une privatisation des voies d'accès à un emploi devenu encore plus sélectif, et qui prétendra ne pas se satisfaire de la garantie attachée aux diplômes publics afin de faire de l'(auto)-formation une ressource payante et donc raréfiée.

Ils ont osé rêver leur propre rêve et ont su affronter un monde qui leur assignait un destin de soumission.

Illich est un penseur d'avant la mise en rareté de l'emploi et la définition active des jeunes comme consommateurs par excellence.
Je ne suis pas sûre que ses propositions puissent susciter l'appétit de ceux et celles dont le premier problème, ce qui les désespère, est le composé assez désespérant en effet de sentiment d'impuissance, de cynisme, de désintérêt et de revendication du droit à consommer que fabrique notre société. Le Net prépare sans doute au monde en réseau dont nous entretien-

éminemment malsain, empoisonnant qui est le nôtre, on ne peut plus compter. La question qui me fait penser est celle de la fabrique de cette force, au plus loin du mot d'ordre contemporain selon lequel on apprend "seul", à partir de qui on est. L'école, la classe sont des lieux collectifs, les savoirs qui y sont transmis sont issus de production collective, la force qu'il s'agit de penser est la force dont peut être capable un collectif.

Utopie, dira-t-on, mais utopie qui a eu, dans le passé, un début de réalisation. En 1976 a été publié un numéro de la revue *Recherches* dû à Anne Querrien, sous le titre *L'ensaignement* (2). Alors que les propositions d'Illich m'avaient laissées un peu froide, ce qu'Anne Querrien racontait, l'histoire de l'école mutuelle ne m'a jamais quittée, et me permet d'accueillir avec appétit un monde où, en tout état de cause, ce qu'a créé l'imprimerie, la différenciation entre l'auteur qui propose, et le public qui prend connaissance, et dont, parfois, émergera un nouvel auteur, est vouée à disparaître. Un monde qui pose le défi effectivement politique d'une pratique de l'intelligence collective qu'aucun dispositif technique comme tel ne peut suffire à créer.

Une école mutuelle

L'école mutuelle, dans la France de la Restauration, au début du dix-neuvième siècle, était une école pour pauvres, un instituteur pour soixante ou quatre-vingts élèves, ou plus encore, et des élèves, qui plus est, de tous les âges. En d'autres termes, il s'agissait d'un enseignement "de masse", doté d'un minimum de moyens, adressé à des enfants qu'il s'agissait de sortir de la rue et à qui il s'agissait de donner un savoir minimal conforme à leur classe sociale : lire, écrire, compter — un socle de compétences, comme on dirait aujourd'hui.

Bien sûr, prendre l'exemple d'une école sans moyens en cette période où l'on dénonce le sous-financement scolaire peut sembler politiquement incorrect. Mais penser avec Illich, qui affirmait déjà que l'école monopolistique exigerait sans cesse plus de moyens, pour un résultat toujours plus décevant, impose de prendre ce risque. Il ne s'agit pas de renoncer à revendiquer, mais de cesser de rêver les utopies progressistes d'une école qui aurait les moyens de respecter "chaque" enfant, dans sa merveilleuse particularité, au sein d'une société où, par la suite, ils devront apprendre les lois impitoyables de la compétition de chacun contre tous.

L'école mutuelle a été fermée, et d'après un débat parlementaire rapporté par Querrien, elle l'a été parce qu'on lui reprochait deux choses. D'abord, les élèves apprenaient en quelque trois ans le curriculum prévu pour six. Or, c'étaient des pauvres, à maintenir hors de la rue, et il n'était pas question de les initier à des savoirs qui n'étaient pas de leur classe. D'autre part, les élèves apprenaient effectivement, au sens de la compétence, mais ce qu'ils n'apprenaient pas était le respect du savoir. Et Anne Querrien remarque que beaucoup des organisateurs du mouvement ouvrier ont en effet été issus de l'école mutuelle, où ils n'avaient pas seulement appris à lire, à écrire, à compter, mais aussi à se faire confiance en eux-mêmes et en leurs camarades. En d'autres termes, pour paraphraser Illich, certains de ceux qui sont issus des écoles mutuelles ont osé rêver leur propre rêve, non ceux de leurs aînés, et ont su, pour les faire exister, affronter un monde qui leur assignait un destin de soumission.

Voici donc une école qui aurait été supprimée pour cause de réussite ! On peut le comprendre si l'on se rend compte que cette réussite tenait à la non soumission au postulat qui, selon Illich, définit l'école, postulat selon lequel apprendre à quelqu'un exige d'être diplômé. Non soumission involontaire, c'était une école pour pauvres, mais non soumission effective. Chaque élève, lorsqu'il avait compris quelque chose, l'expliquait à d'autres. Dans un article paru en 1818 dans le journal *Le Moniteur*, on lit *"Chaque élève est toujours à sa vraie place ; les classes se suivent, se tiennent par la main plutôt qu'elles ne sont séparées. Il y a plus, et dans chaque classe ou sous-division, l'élève est constamment situé au degré dont il s'est actuellement montré capable ; de la sorte, l'avantage unique de l'enseignement individuel se trouve conservé et reproduit tout entier au sein d'une masse considérable. Chacun est aussi actif et plus actif même que s'il était tout seul. (…) En dirigeant, ils se rendent compte à eux-mêmes de ce qu'ils ont appris, c'est-à-dire exécutent réellement l'exercice nécessaire pour bien savoir. Tour à tour élèves et répétiteurs, ils ne font que transmettre ce qu'ils ont reçu, indiquer ce qu'ils ont tenté eux-mêmes avec succès. La portion la plus difficile, la plus délicate, la plus ignorée, du rôle de l'instituteur, je veux dire la bonne direction des facultés, s'accomplit en quelque sorte toute seule pour cet exercice toujours régulier, progressif, dans lequel l'attention des enfants est entretenue ; l'émulation, la sympathie imitative s'accroissent par une classification plus vraie, qui rapproche mieux les analogies et gradue mieux l'échelle à gravir"* (cité dans Querrien).

Il ne s'agit pas de faire de l'école mutuelle un modèle à suivre, mais bien d'apprendre à partir de cette réussite


DR

Une école buissonnière.

(2) Une retombée heureuse du colloque Illich est la réédition de ce texte, sous le titre *L'ensorcellement scolaire*, aux éditions des "Empêcheurs de penser en rond" cet automne 2005.


DR

Une école en Irak.

contingente, puisque produite sans avoir été recherchée, que du contraire : la solidarité entre la force d'apprendre et une définition de la classe affirmant l'hétérogénéité comme une ressource, non comme un obstacle ou une difficulté. Ce qui signifie que, au lieu de poursuivre l'idéal d'homogénéité correspondant à la "classe d'âge", le fonctionnement de l'école mutuelle a besoin des différences pour donner à chacun l'occasion de donner et de recevoir. Et cela sans le moindre respect pour la pédagogie, pour la bonne manière d'enseigner. L'enseignant ne peut être partout, ne peut tout contrôler, il doit faire confiance en ce qui seul importe : ce moment où l'on se sent habilité à transmettre à un autre, c'est-à-dire à actualiser une compétence que nul, par la suite, ne pourra mettre en question.

Pour une classe hétérogène de ce genre, l'échec est difficile à concevoir, car le fait de "ne pas comprendre" constitue un défi important pour tous, demandant imagination et coopération. Et une telle classe fait également exister ce qu'Illich demandait, que la compétence vérifiable soit activement dissociée de la manière dont elle a été acquise. Car le groupe hétérogène, s'activant en tant qu'hétérogène, est également un groupe opaque à toute consigne quant à la "bonne manière" d'apprendre. La réussite même du groupe, la création d'une force qui habilite ceux et celles qui en font partie à occuper tous les sens du mot "apprenant" se traduit par l'impossibilité d'observer les individus sur le mode objectif que permet l'idéal d'homogénéité. Et la dynamique d'ensemble, celle d'une classe qui cesse d'en être une au sens où le terme même de classe désigne la conformité à un critère commun, s'oppose activement à la possibilité d'une évaluation "objective" de chaque individu, c'est-à-dire aussi à la possibilité de définir un individu abstrait, évaluable isolément.

Il est possible que l'image de l'école mutuelle livrée par Anne Querrien soit un peu idéalisée, mais cette image me parle et suscite mon appétit. Peut-être cet appétit vient-il de mes souvenirs d'ennui profond, ennui de bonne élève qui avait appris à se taire parce que ce en quoi elle différait ne pouvait jouer aucun rôle dans une classe définie par un idéal d'homogénéité désignant tant ceux et celles qui traînent que ceux et celles qui vont trop vite comme un problème, un écart à l'idéal. Ennui dont je retrouve le goût lorsque je lis les instructions pédagogiques visant à créer des situations de problèmes où les élèves travaillent en groupe. Là aussi, ceux et celles qui auront compris que le problème cache une matière scolaire s'ennuieront, et ceux et celles qui ne trouveront pas le problème intéressant lâcheront. Et dans tous les cas, la bonne volonté affichée pour le problème sera toujours en risque d'être factice, correspondant à la facticité d'un lieu où il convient de faire "comme si", d'accepter les règles du jeu défini par l'enseignant.

Proposer l'exemple de l'école mutuelle est, je l'ai souligné, une spéculation, mais c'est aussi une manière de prolonger la pensée d'Ivan Illich là où elle m'a le plus touchée, dans l'affirmation du droit fondamental de transmettre ce que l'on a appris, droit que nie l'idéal de l'homogénéité supposée de la classe, droit dont les enseignants eux-mêmes, désormais définis comme soumis aux instructions des pédagogues ministériels, sont aujourd'hui dépouillés. Et c'est aussi poser le problème de cet idéal d'homogénéité qui permet une telle expropriation en cascade. Ne rappelle-t-il pas l'idéal de la "clinique" décrite par Foucault : tous les malades réunis dans un lieu aseptisé, soumis au même traitement, c'est-à-dire rendus comparables de manière à nourrir le savoir médical ? On rejoint ici la thèse d'Illich selon laquelle l'école semble chargée d'un processus de "naturalisation" faisant accéder les enfants au statut de "citoyens". Le savoir pédagogique serait alors bel et bien analogue au savoir médical, définissant l'apprentissage à la manière d'une guérison, c'est-à-dire définissant le milieu naturel des enfants comme ce dont ils doivent guérir (3).

Les définitions contribuent toujours, lorsqu'il s'agit des humains, à produire ce qu'elles définissent. Confrontés au choix entre le "milieu scolaire" et leur milieu de vie, bien des élèves aujourd'hui semblent devenus capables de déchiffrer le caractère factice du premier, et son incapacité à tenir ses anciennes promesses méritocratiques — si tu acceptes nos règles les portes de l'avenir s'ouvriront devant toi. Mais ils sont alors produits par le contre-choix forcé qui leur reste, adhérer à ce qu'ils savent être défini comme "malsain". Adhérer au désespoir.

Isabelle Stenger ■

Philosophe,
chargée de cours à l'Université libre de Bruxelles.

Ce texte est extrait du compte-rendu du colloque organisé par le Grappe, Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique, "Quel monde voulons-nous pour demain" de novembre 2004 et dont les actes ont été publiés sous le titre *Penser et agir avec Ivan Illich, balises pour l'après-développement* aux éditions Couleur livres (B-Charleroi) et Chroniques Sociales (F-Lyon).

(3) Pour une toute autre conception du rapport entre école et "milieu naturel", voir Deborah Meier, *The Power of their Ideas, Lessons for America from a Small School in Harlem*, Boston, Beacon Press, 1995. Ce livre suscite un appétit quelque peu analogue, quoi que pour d'autres raisons, au récit d'Anne Querrien.

Politique

Mur du çon

"On laisse des gens faucher des champs OGM sans rien leur faire (...) si on avait écouté les antinucléaires, on n'aurait plus d'électricité". Claude Allègre, *France-Inter*, 24 octobre 2005. Notre ancien ministre socialiste est toujours aussi allègrement menteur. Les faucheurs sont en procès et le nucléaire ne produit que 7 % de l'électricité mondiale. France Intox fonctionne bien.

Mobilisation contre l'OMC

Après les échecs des réunions précédentes, l'OMC, Organisation mondiale du commerce, va essayer de continuer sa marche en avant libérale avec une conférence mondiale qui se tiendra à Hong-Kong du 13 et 18 décembre. Le titre est trompeur : "Cycle pour le développement". Il s'agit en fait d'alléger les protections mises en place par les pays les plus pauvres pour ne pas être trop pillés par les pays dominants. Evidemment l'OMC communique à l'envers en annonçant "un traitement de faveur" des "pays en développement" : on ne leur ôte pas complètement leurs possibilités de contrôles douaniers. Pas tout de suite... Mais ils devront accepter l'arrivée des produits agricoles excédentaires du Nord et produits grâce à des subventions en principe pourtant illégales. Ils devront quand même payer des droits sur les brevets... qui appartiennent aux multinationales. Bref, l'OMC organise le pillage des plus pauvres pour enrichir les plus riches.
Comme il n'est pas possible d'aller manifester à l'autre bout du monde, il est quand même possible de signer les pétitions envoyées au gouvernement français pour que celui-ci soutienne les mécanismes de sauvegarde de l'agriculture dans les pays du Sud, et que ces derniers puissent s'exprimer pendant la conférence. Avec le soutien de nombreuses organisations (ATTAC, Oxfam, confédération paysanne...) une campagne de cartes postales est en cours coordonnée par *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

RENNES

Pour un local libertaire

Depuis 1984, la Fédération anarchiste est présente à Rennes et ouvre un local en location *La commune* qui accueille différents groupes libertaires en 1996. Afin de diminuer les frais de gestion, les différents groupes ont décidé début 2005 d'acheter des locaux, achat financé par des prêts militants et par un appel à souscription. Les prêts seront remboursés par les économies de loyer. Pour aider à la souscription, on peut envoyer un don à *ACL souscription, local La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.*

PAYS BASQUE

Procès des Demo

Les Demo, un mouvement non-violent qui milite pour la reconnaissance du pays basque, de sa culture, de sa langue et pour l'aide aux prisonniers politiques, avait organisé, avec son équivalent côté espagnol, une action symbolique le 19 décembre 2003 en grimpant sur les murs extérieurs de la prison de Poissy, un des manifestants étant habillé en Père Noël. Au total 14 personnes sont passées en procès le 27 septembre à Versailles, la loi punissant ceux qui grimpent sur le mur des prisons... y compris dans le mauvais sens ! Le procureur a semble-t-il compris le sens symbolique de l'action en ne demandant qu'une peine symbolique.
Le 18 octobre, ils ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis. *Demo, Kabilotea, 64240 Makea.*



DR

Décroissance

■ **Difficiles Etats généraux.** Après un colloque et une marche de la décroissance, une réunion de lancement des Etats généraux de la décroissance s'est tenue les 15 et 16 octobre à Lyon. Si l'affluence est un succès (la salle de 300 personnes s'est révélée trop petite), la réunion a tourné court devant l'hétérogénéité des personnes présentes. Entre des militants politiques venus d'organisations comme *Ecologie libertaire* (une tendance des Verts), d'*Ecolo* (une structure née d'une dissidence autour du MEI), des *Alternatifs Rouge & Vert* (autogestionnaires, héritage du PSU), de *No Pasaran* (libertaires anti-fascistes), de l'*Appel pour une insurrection des consciences* (né dans le sillage de la campagne de Pierre Rabhi en 2002), et de nombreuses personnes ayant une démarche de simplicité volontaire, les débats ont tourné en rond. Les "politiques" souhaitaient impulser une nouvelle dimension à la décroissance en lançant un mouvement qui coordonne les différentes initiatives alors que nombre de personnes engagées dans la simplicité volontaire n'ont pas encore fait le pas de réfléchir aux limites des démarches individuelles.
Du côté des "politiques", les positions sont en forte opposition entre ceux qui veulent intervenir sur le plan électoral (certains en commençant par les présidentielles, d'autres les municipales), ceux qui veulent une structure forte et ceux qui veulent une simple coordination, avec des actions concrètes sur le terrain et des démarches plus locales et plus libertaires. Changement par le haut ou par le bas ? Ces débats ont déjà traversé les mouvements communistes, socialistes et écologistes.

■ **Saint-Etienne : repas-débat.** Un repas-débat (15 € réservation obligatoire) sur la décroissance, animé par Maryse Masson, se tiendra le jeudi 1er décembre à *L'endroit allant vers, 5, rue Fougerole, 42000 Saint-Etienne, tél : 06 78 92 34 90.*

■ **Nicolas Hulot.** La fondation Nicolas Hulot a lancé fin mai "Le défi pour la Terre" qui incite les gens à faire des gestes pour économiser les ressources. Mais selon Nicolas Hulot, il suffit d'arrêter de gaspiller et il ne faut surtout pas remettre en cause notre mode de consommation. Les partenaires financeurs de la fondation sont EDF, TF1, L'Oréal, Bouygues... Pour faire passer sa bonne parole, la Fondation diffuse un livret à trois millions d'exemplaires... dans les grands magasins ! En voilà un qui a compris comment profiter du créneau.



DR



ISRAËL-PALESTINE

La France hors-la-loi ?

Le gouvernement israélien a lancé en 2001 un appel d'offres pour la création d'une ligne de tramway dans Jérusalem-Est, ligne qui relierait également deux colonies. Cet appel d'offre a été remporté par un consortium dans lequel figure Alstom et Connex une filiale de Veolia environnement, deux firmes françaises. Problème : les résolutions de l'ONU déclarent l'occupation de Jérusalem-Est par Israël comme illégales et par conséquent cette ligne de tramway qui rattacherait ce quartier et deux colonies à Jérusalem-Ouest est illégale. Pour le gouvernement palestinien, Mahmoud Abbas est intervenu auprès de Jacques Chirac, le 17 octobre, pour lui demander de faire respecter la loi. Pour le moment, aucune réaction.

DR

A la recherche du temps perdu

Pour avancer sur le chemin de la cohérence, il faut disposer de temps. Une matière rare, heureusement renouvelable.


Bruno Guillemin

Demander aux lecteurs des témoignages d'incohérences, de compromis, de contradictions ? Eh bien, à mon avis, *S!lence* ne doit pas manquer de matière ! En effet, à moins de vivre nu au milieu de la forêt, lavé par la pluie et nourri par les oiseaux du ciel, la vie de l'écolo moyen n'est qu'une longue suite de choix déchirants.

Outre le fait que je l'expérimente quasiment tous les jours, cette opinion est assise en particulier sur la récente réhabilitation d'une maison que je viens de réaliser.

L'affaire démarrait pourtant bien : je rachète un terrain équipé d'un chalet en bois, quelle veine du bois, beau, chaleureux, isolant ! Certes. Mais ledit chalet avait subi pendant des années des traitements à base de produits anti-bestioles, qui n'avaient sans doute rien de bio (les produits, pas les bestioles, quoique…). L'isolation ? Une mince couche de… laine de verre. L'orientation de la toiture ? est/ouest, où vais-je mettre mes panneaux solaires ?

Bref, j'envisage un temps de raser la maison pour repartir à zéro, solution radicale à laquelle pour des raisons diverses je renoncerai finalement.

Donc rénovation de l'habitat et extension en continuité. Là je vais m'éclater dans l'écologie active ! Bon, je raie d'emblée la paille faute de place, mais je vais sans doute me rattraper sur l'isolant. Hélas ma bonne Picardie ignore totalement laines de chanvre, de lin ou de mouton. Les fournisseurs locaux ne font même pas sur commande. Les producteurs quant à eux habitent au diable vauvert, le produit déjà cher au départ arriverait sur mon chantier à des prix prohibitifs.

Construire en bois, à deux pas d'une forêt domaniale de plus de 14 000 ha, paraît simple et logique : la seule scierie qui subsiste est à plus de 40 kilomètres et ne fait plus guère que du chêne, matériau bien noble pour mon modeste projet. Je me rabattrai donc sur du sapin du Nord. Quel Nord ai-je demandé à mon fournisseur ? Réponse « ? ».

Même réaction lorsque je demande quelle colle peut bien lier les copeaux qui constituent la matière principale de l'OSB, ou triplis, qui va constituer la majeure partie de mes cloisons.

Il faudrait des pages entières, dont je vous dispenserai rassurez-vous, pour faire la liste des gaines électriques, tuyaux d'évacuation, tôles de couverture, etc., dont la composition n'a vraiment rien d'écologique et que, malgré tout, j'ai utilisé pour finir cette sacrée baraque dans le délai que je m'étais imparti. Le voilà l'écueil principal, le monstre anti-bio : le temps. S'il est un conseil que je puis donner à des candidats constructeurs, c'est bien celui de savoir attendre : attendre pour, par exemple, grouper des commandes qui réduiront les coûts de transport, attendre pour trouver d'occase matériaux et machines, attendre pour trouver LA technique ou LA matière qui leur permettra de vivre en toute bonne conscience dans leur nid douillet.

Notre aventure à nous est donc loin de la perfection, mais nous avons tout de même le plaisir de vivre dans une maison constituée pour une très large part en matériaux renouvelables, à part les fondations qui sont en béton ; nous nous chauffons essentiellement au bois, à l'aide d'un dispositif fabriqué dans notre Picardie, et l'isolation performante, ainsi que le volume réduit de l'habitat nous permettent de consommer peu d'énergie. L'eau de pluie stockée dans une citerne en béton alimente salle de bain et cuisine, les toilettes, elles, sont sèches.

Pour terminer je citerai, pour le bénéfice de tous les lecteurs enferrés comme moi dans ce labyrinthe de choix cornéliens, cette phrase de Gandhi : "L'amour de la vérité m'a appris la beauté du compromis".

Amitiés incohérentes.

Bruno Guillemin ■


Bruno Guillemin

Le courage de s'enfuir

Alban labouret

Marche avant, marche arrière, la progression sur le chemin de la vie est faite de déséquilibres.

Adolescent, je rêvais d'être berger (dans les années 70, c'était courant !). Ma grand-mère qui m'a servi si souvent de modèle dans ce qu'elle avait de simplicité et de pragmatisme m'en a dissuadé : "trop dur, trop de maîtres, trop d'incertitudes".

Un pas en arrière : bon, je poursuis mes études, on verra après.

Un pas de côté : j'héritais de mon grand-père d'un lopin de terre et de quelques lapins. J'étais en ce temps-là un des rares collégiens à cultiver un jardin. Cette position décalée m'a valu le respect de mes camarades… et la solitude.

Jeune adulte et armé de quelques diplômes, je me décidai à travailler dans un laboratoire.

Un pas en arrière : de l'hôpital à l'industrie, de la pharmacie à la radio-pharmacie… Des moutons au nucléaire, il n'y a donc qu'un pas ? Certes, travailler pour la médecine est louable, mais quelle médecine ?

Un pas de côté : travailler autrement, partager le travail, bousculer la hiérarchie, favoriser la communication, voilà qui a été le maître-mot de ma "carrière" de petit chef. Cette position décalée m'a valu les foudres de mes supérieurs qui, paradoxalement, appréciaient l'étonnante capacité de résolution de problème et l'autonomie de mon équipe, mais aussi celle des syndicats qui ne comprenaient pas notre démarche volontaire… et de la solitude encore.

Adulte, marié, père de trois enfants, salarié de l'industrie, propriétaire d'une voiture, d'une maison et d'un compte en banque, ainsi une vingtaine d'années ont passé.

Un pas en arrière : suivre le chemin tout tracé de la société est si facile ! Devenu formateur ("métier" que j'aime), je parcourais la France en auto, en avion même, pour "apprendre" à des laborantins médusés à renoncer à leurs mains et leur tête pour se servir d'automates préprogrammés par d'autres.

Un pas de côté : pas de télévision, pas de jouets guerriers, pas d'électroménager (ou si peu) à la maison. Un chauffage au bois, une lutte réelle contre le gaspillage et la surconsommation (héritage de ma grand-mère). L'idée, au départ, était de vivre avec un salaire d'ouvrier, quel que soit le prix que l'on voulait bien donner à mon travail, de façon à promouvoir la simplicité, mais aussi à mettre de côté l'argent nécessaire à la mise en œuvre d'un projet utopique : l'autonomie.

Cette position décalée nous a valu l'incompréhension de nos amis et parents, de l'administration et des commerçants de tous acabits… et la solitude toujours.

Jeune marié, écolo-anarchiste atypique (tous les écolo-anarchistes ne le sont-ils pas ?), j'avais fait un vœu : "je travaille vingt ans et j'arrête pour mettre en pratique mes idées" (encore un héritage de ma grand-mère : "saute de l'avion quand tu veux, mais prends le temps de fabriquer un parachute").

Un pas en arrière : mon épouse a élevé nos enfants tout en continuant ses études puis, les enfants à l'école, travaillé… sans conviction. Je continuais à travailler moi aussi dans une industrie on ne peut plus polluante. C'est si facile de jouer l'écolo à mi-temps et de se fondre dans le moule le reste du temps !

Un pas de côté : nous nous posions de plus en plus de questions sur le grand écart entre nos idées et notre position dans la société. Nous animions, en bénévole, une association d'éducation à la nature et travaillions malgré tout pour le système que nous combattions. Alors, nous avons décidé de créer notre propre emploi, étape incontournable selon nous pour accéder l'autonomie.

20 ans après donc !

Un pas en arrière : nous travaillons toujours, possédons une grosse auto (trois enfants, des parents handicapés, l'achat était justifié), mangeons de la viande une fois par semaine et possédons un téléphone portable (professionnel) et un four à micro-onde (pour le confort des enfants rentrant seuls de l'école).

Un pas de côté : aujourd'hui nous sommes employés de l'association d'éducation à l'environnement que nous avons créée (baisse évidente de la rémunération mais qualité et utilité du travail incomparable). Elle est à deux pas de chez nous (pas besoin d'auto pour s'y rendre) et nous consacrons notre temps, notre énergie et beaucoup de notre argent (celui que nous avons mis de côté pour l'"utopie") à faire passer un message de respect d'autrui et de la nature auprès des enfants et de simplicité volontaire auprès des adultes. Notre unique véhicule est maintenant professionnel de par sa capacité à transporter les enfants non accompagnés lors de sorties, le matériel des chantiers ou des animations. Le téléphone portable est un outil imposé par la sécurité des enfants que nous emmenons dans la nature… (ce qui reste à démontrer !). Comme nous travaillons sur place, l'économie du temps perdu dans les transports nous permet de couper notre bois et de moudre notre blé, de faire notre pain et notre fromage frais, de réparer plutôt que d'acheter et de fabriquer nous-mêmes nos outils (pédagogiques surtout).

Cette position décalée nous a valu l'incompréhension des autorités (municipales entre autres), des tentatives de récupération politique… et la solitude dans l'action souvent.

Aujourd'hui ?

Un pas en arrière : nos enfants sont grands, nos parents sont âgés, et perturbent souvent nos vœux de décroissance et de simplicité volontaire. L'association fonctionne bien, très bien même, et c'est tant mieux… Mais le résultat est que nous-mêmes négligeons nos propres convictions pour répondre à la demande de "nature" d'un public toujours plus nombreux. Nous nous déplaçons parfois fort loin en auto pour faire des animations. Nous devons, pour répondre à la législation en vigueur, acheter de la nourriture "emballée" pour nourrir les enfants lors des séjours que nous organisons, etc. Quelle dérision !

Un pas de côté : notre potager fonctionne et la cueillette en nature fait l'appoint. Nous élevons quelques poules et tâchons de regrouper localement les bonnes volontés pour échanger graines, œufs ou services. Nous organisons des rencontres, des fêtes (pommes, concours de citrouilles, chantier de réhabilitation de mare, etc.). Nous faisons partout la promotion de l'autonomie et tentons de prouver qu'elle n'est pas impossible… même en région parisienne.

Cette position décalée nous rapproche enfin des nombreuses initiatives qui poussent certains d'entre nous à quitter le monde marchand pour un ailleurs plus supportable. Nous nous sentons moins seuls… parfois !

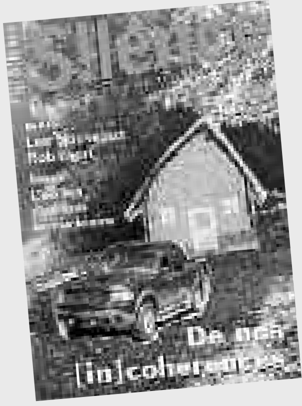
Et demain ?

Le courage de s'enfuir.
Notre idée est maintenant de quitter la ville pour installer en campagne notre "utopie".
L'autonomie alimentaire ne devrait pas être un problème. L'autonomie énergétique demandera un investissement de départ (que nous avons prévu de longue date).
Décroissance et simplicité volontaire seront nos objectifs et la promotion des savoir-faire traditionnels notre raison d'être.
Quels pas en arrière nous réserve l'avenir ?
Notre envie de communiquer sans maquillage, de faire partager notre expérience faite de haut et de bas fera-t-elle voler en éclats notre misanthropie instinctive ?
Combien encore de pas de côté avant d'avancer vraiment ?
Contourner les obstacles et vaincre les difficultés, avancer sans violence, ni aux dépens des autres, ni contre soi même, impose souvent des compromis et des reculades.
Notre parcours est parsemé d'erreurs et de contradictions mais, c'est sûr, nous avançons.
Après tout, la marche est le fruit du déséquilibre !

Gilles Sardin ■
Yvelines.



Courrier [in]cohérences



Soyons optimistes

Pour vivre selon mes valeurs et principes, je vis à la campagne dans un appartement (ancienne grange aménagée par mon ami, nos parents, des voisins, des copains et moi-même).
Nous mangeons en grande partie les légumes du jardin, que nous cultivons selon les méthodes bio (rotation des cultures, compost, fumier…), avec deux personnes de 80 ans (ils habitent dans la maison attenante à notre appartement et partagent notre eau). Le reste, nous l'achetons principalement au marché, de préférence bio, et malheureusement, pour raisons financières et parce que nous ne savons pas nous passer de pâtes, condiments et autres produits "modernes") en grandes surfaces.
Je fais des conserves, des gâteaux, des confitures, parfois du pain…
Bientôt, nous produirons de la viande car nous élevons un couple d'oies et une lapine qui devrait mettre bas.
Quand j'ai la force et le temps, (eh oui… mauvais argument), je prends mon vélo pour aller au marché, à la poste, à la bibliothèque, chez mes parents (environ 10 km). Mais en réalité, nous utilisons essentiellement la voiture pour nos déplacements car aucun service et divertissement ne se trouve à moins de 7 km, dans une région de plateaux coupés de vallées.
Nous avons, pour couronner le tout, le luxe de posséder deux voitures car nous ne travaillons pas au même endroit (et bien sûr à 15 km !).
Je regrette aussi de ne pas participer plus à la vie du village (mais ça vient petit à petit) et de ce fait d'effectuer des trajets pour mes loisirs et voir mes amis.
Pour m'aider, il faudrait, en plus de ma propre volonté, que l'organisation sociale évolue : transports en commun, services de proximité, lieux de rencontre pour les habitants du village…
Mais, je suis optimiste, à force de m'organiser, de faire des compromis, d'avoir la volonté, je participererai à la construction d'un monde plus respectueux des hommes et de la nature !
Post scriptum : j'ai 21 ans, je suis chargée de développement socioculturel pour une communauté de communes dans l'Aisne et je cherche un fournisseur de textile en coton, chanvre biologique pour pouvoir confectionner mes vêtements en matière bio. Je cherche aussi des contacts avec des "silencieux" du département. On peut m'écrire : Annick Huet, 3, rue des Bergeries, 02200 Ambrief, annick.huet@laposte.net

Annick Huet ■
Aisne.

Décroissance et déchets radioactifs

Quand on naît six ans après le 8 mai 1945, vos parents vous parlent souvent des restrictions, des tickets, un peu des "boches", vous répétent : "on ne jette pas le pain, y'a des enfants qui n'en ont pas" ou "ça c'est la part des pauvres". Vous assimilez tout ça et en même temps vous découvrez votre village : deux épiceries, un huilier, un maréchal-ferrant, un menuisier, la bonne et son curé, une boulangerie, une école primaire, une garderie, une fromagerie, un artisan en machines agricoles, des paysans, un vanier, beaucoup de vaches, des mouches, des tas de fumier, des odeurs, des saisons, des hivers froids en petite culotte, on tirait sur les chaussettes, les genoux étaient bleus, on portait les habits des aînés. Notre tas d'ordures ne montait pas, aujourd'hui on appellerait ça un compost. Les chiens du pays passaient vérifier si couennes et os étaient au programme, faut dire qu'ils n'avaient pas de gamelles chez eux. Les derniers chevaux, les premiers tracteurs, les premiers emprunts pour les paysans et leurs premiers emmerdements.
Et puis mes parents ont déménagé pour la ville voisine. Le "progrès" est arrivé aussi, les vêtements en nylon (lamentable invention), les tables et les chaises en formica, les écoles filles et les écoles garçons, les ritals, les maghrébins, les portugais (personne ne connaissait le racisme, alors ça se passait bien), les bourgeois, l'évêché, les usines, les ouvriers, la croissance, la télé, la voiture, et là vous connaissez la suite…
Aujourd'hui, 45 ans plus tard, ma décroissance accompagne un époussiérage de tout ce qui m'a été inculqué pendant l'enfance. Je travaille sept mois par an depuis dix ans, j'utilise des lampes basse-consommation, fais mon compost, mange moins de viande, récupère les eaux de pluie, ai fabriqué mon propre poêle à bois à accumulation à tirage inversé (plus besoin de fuel), nourriture bio, arrêt du micro-onde, moins de télé, je roule à l'huile végétale brute et regarde en même temps du côté des vélos à assistance électrique ou vélomobile. En juillet, j'ai installé des capteurs solaires pour l'eau chaude et le soutien au chauffage. Cet hiver, je compte chauffer la maison à l'huile végétale brute et plus tard je pourrai installer une chaudière automatique à plaquettes de bois. Je fais un peu de jardin, j'ai planté des arbres fruitiers, etc.
Voyez, ma décroissance n'est déjà pas si mal. J'en suis satisfait et pourtant je me sens mal : à quoi bon s'inquiéter de l'environnement quand les présidents des conseils généraux de la Haute-Marne et de la Meuse engagent nos vies pour 400 000 ans (durée de vie des déchets radioactifs).
Bure est proche de chez moi, mais il est proche aussi de la région parisienne par le bassin versant de la Marne, Bure est proche de la Champagne-Ardennes et de la Belgique par le bassin versant de la Meuse… car on sait aujourd'hui que les couches d'argile qui recevront les déhets radioactifs ne sont pas étanches. La région de Bure est plus séismique que la région parisienne (300 séismes en vingt ans contre 20), mais la région de Bure est très peu peuplée.
A un petit élu meusien qui revendiquait auprès de Devidjan, celui-ci lui rétorque : "Faites une manif avec 15 000 personnes et on en discutera
- Mais en Meuse, 15 000 personnes, c'est impossible !
- Je sais, c'est pour ça qu'on a choisi Bure".
Vous ajoutez à cela le libéralisme mondial, l'AGCS, l'OMC (représenté par des gens non élus), les pétro-dollars, les Etats-Unis d'Amérique, les paradis fiscaux, l'armement, etc. Je me sens mal.
Bien sûr, je me débats, je vais coller quelques affiches, je participe au forum social local, j'aide à la rénovation de la maison de la résistance à Bure (avec des Allemands qui se sentent concernés eux aussi), mais nos énergies ne représentent pas grand chose tant que les médias seront aux mains des marchands de canons.



Courrier [in]cohérences

J'allais oublier la commission d'experts concernant le "laboratoire" de Bure qui a rédigé un récent rapport qui va servir de référence aux députés qui doivent se prononcer en 2006, alors que le trou n'est pas terminé. Ce rapport n'est que mensonges : pas de problème d'étanchéité, pas de problème sismique, irréversibilité, vous pouvez voter sans crainte. On ne pourra pas reprocher aux élus leur vote puisqu'ils se seront fiés au rapport.
Tout cela relève de la criminologie ou de la justice, mais là je ne suis pas compétent.
Il serait bon que tous ceux et tous les médias indépendants puissent mettre le paquet sur ce sujet urgent qui essaie de passer en catamini et avec arrosage financier de l'Andra.
Vous pouvez contacter le CEDRA 52, BP17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.

Dominique Lamotte ■
Meuse.

Décroissance douce et progressive

Pour payer, entre autres, votre revue, je travaille... à vélo, aaah ! Je distribue de la publicité, ouh ! Le reste du temps, je m'occupe de mon petit troupeau de brebis et chèvres, je cultive mon jardin, aaah ! D'abord avec le tracteur du voisin, ouh ! Ensuite, avec mon anesse, aaah ! Je récupère les eaux de pluie, re-aaah !, j'ai isolé le dessous du toit, aaah ! En laine de roche, ouh ! Bon, ce n'est pas si nocif que ça ! Dans la maison, on trouve d'autres matériaux non sains, ouh ! Mais le nerf de la guerre, c'est l'argent.
L'idée de ce dossier est bien, mais je crois qu'il y a deux types de personnes jouant la décroissance, ceux qui ont une certaine aisance financière, un passé idillico-gauchiste et saisissant la mode décroissance au passage. Et d'autres qui tentent de concilier vie de famille et non imposition de ses propres choix aux autres membres du groupe, il s'agit alors d'une décroissance à contre-courant, douce et progressive, devançant les modes, au rythme de la vie.

Dominique Ayral ■
Lot.

Pas facile à mettre en œuvre !

Je pense que le fait de posséder tel ou tel objet n'est pas déterminant en soi. Posséder un poste de télévision ne signifie pas regarder la télévision trois heures par jour ; avoir un lecteur DVD me permet par exemple de visionner des films indiens (ah, le Bollywood, ses chants, ses rythmes, ses couleurs !) que je ne pourrais voir autrement (sauf une semaine durant sur Arte, il y a plusieurs mois). Je rêve de posséder un congélateur afin de pouvoir commander de la viande bio directement à son producteur (entre manger du tofu de soja importé et de la viande de terroir, que préférer ?).
Non seulement, j'ai une voiture, mais en plus avec la clim' et je ne sais combien de chevaux (!). Maigre consolation, elle dispose de deux banquettes arrières (donc de sept places, mais je l'avoue, nous n'utilisons que rarement la troisième banquette).
Mon ordinateur, outre le fait qu'il constitue mon principal outil de travail, me permet de commander un grand nombre d'articles "bio" à commencer par la livraison hebdomadaire de fruits et légumes par un maraîcher de la région, des articles de bureau (papier recyclé, sacs portables en amidon de maïs, vêtements...) difficiles, voire impossibles à trouver dans des magasins classiques.
Oui, j'ai encore une bouteille de chlore sur une étagère, il m'arrive de boire de l'eau en bouteille (système D pour prévenir les cystites à répétition), oui j'utilise des lingettes, oui j'effectue la majorité de mes déplacements en voiture...
Ah, la voiture ! J'ai installé mon bureau à domicile et nous avons choisi d'habiter à 100 m du travail de mon conjoint. Je me fais livrer la majorité de mes achats... et je parcours plus de 30 km par jour en voiture ! Pourquoi ? Pour emmener les enfants à l'école. Alors qu'en une demi-heure de transports en commun et avec un changement, on y arrive aussi... mais dans quel état de fatigue et de stress pour mes petits bouts de 3 et 6 ans ! Pas plus tard que la semaine dernière, il faisait beau et chaud et la voie rapide (autoroute urbaine) était encombrée pour cause d'accident et de travaux. Qu'à cela ne tienne, j'irai chercher les enfants à vélo le long du fleuve qui traverse Sarrebruck, une piste cyclable a justement été aménagée. Parfait pour l'aller. Pour le retour, je pourrai monter dans le tramway avec mon vélo (quoique aux heures de pointe...). Le problème, c'est qu'il faut encore prendre le bus ensuite, que faire alors du vélo ? Bon, OK, j'irai en bus ! Mais avec ces fameux bouchons nous nous sommes retrouvés entassés dans un bus surchauffé par le soleil pendant plus d'une bonne demi-heure... Nous sommes arrivés à la maison avec une bonne heure de retard, les gamins étaient assoiffés et exténués, l'aîné avait encore ses devoirs à faire...
Vous voulez un autre exemple ? La foire bio de Rouffach, le week-end de l'Ascension. L'occasion de faire le stock de tout ce qu'on ne trouve pas habituellement, de s'acheter des vêtements "en vrai", pas sur catalogue, de rencontrer des gens, de suivre une ou deux conférences... Puisque je viens d'investir dans une nouvelle carte SNCF, allons-y en train. Petite consultation des horaires et gymnastique sur internet qui ne sait pas calculer le trajet Sarrebruck-Rouffach d'une seule traite. Départ à 10h15, deux changements et arrivée à 13h05 à la gare, suivi de trente minutes de marche avec les petites jambes de mes enfants et nous sommes à 13h30 sur place. Pour le retour, seul horaire possible : 16h45... soit plus de six heures de trajet pour ne rester que deux heures sur place. Est-ce bien raisonnable ? Surtout avec deux enfants...
Question ordinateur, je suis plus résignée (je ne devrais peut-être pas), j'accepte non seulement de travailler sur Microsoft, mais en plus avec la dernière version des logiciels. Comme je suis constamment en train d'échanger des fichiers avec mes clients, j'ai besoin de m'assurer de la compatibilité de nos systèmes. Est-ce que Linux saurait répondre à ces exigences ? Si oui, je veux bien tenter l'expérience... à condition d'être bien encadrée !
Pour terminer : être abonnée à S!lence, n'est-ce pas déjà un bon début ?

Claire Shalayel ■
Allemagne.

Les écolos passent aux aveux !

La petite liste que vous donnez comme amorce à la question sur nos contradictions m'est très familière : oui, j'ai une voiture, une télé, un ordinateur, etc.
Un peu d'optimisme, cette année pour me rendre à mon travail "35h par semaine", je me déplace à bicyclette par tous les temps. Bien sûr, me direz-vous, c'est une goutte d'eau, mais quand même...
Dans ma tribu (nous sommes cinq), nous consommons un peu bio, nous nous déplaçons en voiture... quand le coût ou la distance ne permettent pas les transports en commun.
Je ne suis pas copain avec EDF et son nucléaire, mais je ne suis pas encore autonome en matière d'énergie électrique, même si ma consommation décroît d'année en année.
En somme, une personne parfaitement ordinaire et en plus abonnée à une revue "écolo" !

Patrick Michallat ■
Rhône.

Mon machin à croque monsieur

Non seulement, j'ai la fâcheuse tendance/habitude d'acheter quelques vêtements spécifique à La Redoute, mais je continue à les acheter alors même que se précise en moi et autour de moi l'urgence des échanges de proximité car il en va du tissu social, du plaisir de vivre ensemble.
Je n'utilise jamais les bons cadeaux sauf quand ils coïncident — ce qui est rare — à un besoin réel et actuel. Mais La Redoute ne l'entend pas ainsi. Elle vient de me faire un cadeau inutile, comme une mauvaise mère gave ses enfants de n'importe quoi, espérant par là qu'ils ne quitteront jamais son giron.
Et moi qui commence à fantasmer devant le gros paquet jamais commandé : un sèche-cheveux ? Pas besoin, j'en ai un dans le ciel ! un service à thé ? Pas besoin non plus... et la convoitise continue.
J'ouvre frénétiquement le colis : une merveille, un machin à croque monsieur !
Mon humeur maussade de ces jours-ci me fait prendre cet arrivage impromptu comme un cadeau du ciel. Pensez-donc — et je ne plaisante pas — un machin tout jaune, qui ira avec mes assiettes toutes jaunes et ma coquotte en fonte toute jaune !
Me voilà partie pour brancher joyeusement ce truc alors que je réduis déjà ma consommation électrique et me délecte à la lueur des bougies. Me voilà partie pour acheter du pain de mie et tutti quanti, dont je me passe depuis fort longtemps.
Merci à nos bonnes étoiles qui savent se servir de n'importe quelle situation et relativiser nos absolus pour nous aider à vivre, sans doute avec plus d'humilité.
Ce soir, j'appelle une amie : si elle le souhaite, elle viendra étrenner mon machin jaune.

Elisabeth Monnerot ■
Pau.



Faible technologie incorporée

Croyez-vous aux signes ? L'arrivée du numéro de juillet a correspondu à une grosse et définitive panne de mon imprimante. Or que lis-je dans ce numéro ? Que nous avons perdu la capacité de penser puis de rédiger un article au stylo, et que l'utilisation de "système à faible technologie incorporée" (Safti) aurait certainement un impact très positif sur la planète. Cette panne "providentielle" n'est-elle pas le moyen de passer des bons sentiments à la pratique, des "faucons yaca" à l'action proprement dite ? Sitôt dit, sitôt fait, ordinateur et imprimante sont passés au musée des erreurs anciennes… mais nécessaire à l'évolution.
Evidemment, pour vous c'est déjà moins facile ! Si vous estimez que cette lettre mérite d'être introduite à la rubrique "courrier", vous êtes obligé(e) de la saisir, ce qui prend tout de même plus de temps que de la scanner. S'engager vers les Safti, il est donc nécessaire de le remarquer, correspond à un surcroît de travail que la technologie avait gommé. A cela près que les utilisateurs de Safti sont censés avoir exclus de leurs pratiques la célèbre maxime "le temps, c'est de l'argent" qui a fait la fortune du capitalisme et le malheur du reste de l'humanité… et de la planète.
Ce qu'il est également nécessaire de remarquer, c'est que l'orientation vers les Safti n'est pas une nouveauté. Voilà près de quarante ans que certains se sont engagés dans cette voie : les agriculteurs biologiques qui, symboliquement, préfèrent la binette aux pesticides. Des gens qui, au début, ont privilégié le temps à la technologie, ont accepté de diminuer la rentabilité de leurs exploitations pour augmenter la qualité de leurs productions.
Sans doute est-ce un comportement qu'il nous faut généraliser à tous les domaines de l'existence. Ce qui ne nous empêche pas, comme l'ont fait les bios, de chercher tous azimuths des moyens à faible technologie incorporée pour nous simplifier la vie. Se simplifier la vie et donner du temps au temps…
Un coup d'œil rétrospectif vers les Amérindiens serait enrichissant. Selon Domenico Buffarini, dans "Le peuple des hommes", éd. Amrita, 1995, "à quelques rares exceptions près, les tribus indiennes jouissaient d'un niveau de vie élevé : elles pouvaient consacrer beaucoup de temps au jeu, à l'art et à la méditation grâce à l'autosuffisance alimentaire. Ceci se caractérisait aux yeux des observateurs par la joyeuse acceptation de leur mode de vie et par la capacité d'utiliser au maximum la moindre ressource". N'est-ce pas le modèle à suivre ?

Yves Emery ■
Côtes-d'Armor.

Décroissance et emploi (1)

Voici un petit témoignage. J'ai choisi cette année de n'enseigner qu'à trois quarts de temps, soit trois jours par semaine au lieu de quatre. Je comptais que si trois enseignants libéraient un quart de leur emploi, un poste (à 75%) serait créé. Bref, je savoure le bonheur d'avoir beaucoup de temps. Se lever le matin en se demandant comment se faire plaisir simplement : balade, amis, bibliothèque, café, est fort agréable. Désormais, certaines activités sont trop onéreuses ; la consommation du livre et de certains spectacles n'est plus à l'ordre du jour. Consommer moins, avoir du temps et réfléchir à la réalisation de certains de mes rêves, dont l'un est de fabriquer des chaussures, m'apporte grande satisfaction. Le chemin sera long, accidenté et périlleux, mais soyons fous, tout est possible.



Marylin ■
Aude.

Décroissance et emploi (2)

Dans sa tribune « Décroissance et emploi : le couple infernal » (*S!lence* n°328), Patrick Urlacher propose de supprimer les emplois liés aux activités nuisibles (estimées à 75%), de maintenir dans un premier temps le salaire des nouveaux « chômeurs », puis d'instaurer un revenu égalitaire universel. Finalement, de dissocier revenu et travail. Je partage cette orientation. Mais j'imagine difficilement comment les personnes conservant un emploi (25% de la population) pourraient financer le revenu des 75% autres. A moins que ce revenu universel soit très faible (type RMI aujourd'hui). Mais pour un revenu plus décent, de l'ordre de 600 euros par exemple, cela me semble difficile. D'autant plus que, dans une société de décroissance, l'activité économique ayant régressé, les impôts récoltés sont relativement faibles. Plutôt que l'inactivité professionnelle pour la plupart et l'activité rémunérée pour une minorité, n'est-il pas préférable de répartir le travail entre tous ? Serge Latouche rappelle souvent, ainsi que Michel Bernard page 9 du même numéro de *S!lence*, qu'il serait possible de subvenir à nos besoins avec deux heures de travail par jour. La lecture de cet article me laisse la même frustration que la vision du film « Danger travail » de Pierre Carles, qui montrait des personnes percevant le RMI et heureuses de leur situation, mais sans préciser que la perception du RMI ne peut être éternelle d'une part, qu'elle comprend des engagements d'autre part. Je me sens particulièrement concerné par ces interrogations, puisque je vis (financièrement du moins !) de la solidarité nationale, et en ai quelques scrupules, peut-être parce que « *les vieux réflexes ont la peau dure* » (page 17).

Christophe Gibiat ■
Corrèze.

S!lence : *ce débat sur l'emploi est extrêmement difficile à penser en termes de transition. Toutefois, si l'on allait vers un partage des 25% de travail utile, il semble que la "richesse" ne change en rien : nous aurons effectivement moins d'argent pour acheter (le RMI ?), mais beaucoup plus de temps pour s'entraider. C'est l'histoire de celui qui a une voiture pour aller travailler et qui travaille pour payer sa voiture.*

Enfants et décroissance

(…) Il n'y a qu'à observer les enfants pour nous rendre compte que nous faisons fausse route en voulant toujours plus, aller toujours plus loin, toujours plus vite. Si on leur en laisse le temps, les enfants observent, écoutent, admirent, sont curieux. Ils n'ont pas besoin d'aller à l'autre bout du monde pour s'émerveiller. Mais dès l'âge de trois ans, voire plus tôt quelquefois, ils entrent dans la spirale infernale : "lèves-toi, il faut prendre ton petit déjeuner, vite... tu vas être en retard à l'école, allez dis au revoir à maman.. on jouera plus tard, je dois aller faire les courses..." dans ces conditions, comment peuvent-ils apprendre à jouir du moment présent et à prendre leur temps ? Un concept de décroissance ne passe pas, à mon avis, sans l'adaptation de notre rythme d'adulte à celui de l'enfant. A quand un numéro sur les enfants ?

Laurent Huillard ■
Isère

S!lence : *La revue est ouverte à toute proposition de dossiers ou d'articles...*

Artisans du monde

Dans votre rubrique Nord/Sud du numéro 327, Artisans du monde communique sa décision de ne plus vendre ses produits auprès de la grande distribution. Néanmoins, la fédération ne répond pas encore complètement à certaines questions. Et comme le service de presse promet des réponses qui n'arrivent jamais, je me permets d'utiliser *S!lence* pour les poser :
● Artisans du monde faisant partie de la centrale d'achat "Solidar'monde" dont Max Havelaar est actionnaire et qui prône la distribution de produits "issus du commerce équitable" dans la grande distribution, va-t-elle choisir de quitter Solidar'monde ? Car comment travailler avec un partenaire qui a une stratégie totalement différente de la vôtre ? Il faudrait qu'Artisans du monde aille au bout de sa logique pour être crédible.
● La question peut se poser pour la plate-forme du commerce équitable. Quand Artisans du monde dit rejoindre la décision du réseau Minga, il me semble que l'esprit n'est pas tout à fait le même et Minga ne fait plus partie de la PFCE, me semble-t-il...
● Artisans du monde pourrait-elle communiquer le montant des subventions perçues (et l'utilisation qui en a été faite) du ministère du développement et éventuellement de la Communauté européenne, du fait de son appartenance à la PFCE ?
● Pourquoi la fédération n'a-t-elle pas communiqué plus abondamment le fait que les "acteurs du commerce équitable" n'aient pu se mettre d'accord sur le projet de norme Afnor qui était en cours ? Cela veut dire, concrètement, qu'il n'y a toujours pas de norme ni de contrôle indépendant dans ce domaine. Quelle crédibilité peut-on avoir lorsque des intérêts hégé-

moniques font que rien n'est possible ? Qui avait peur de quoi ?
Répondre à des questions précises, donner de réelles informations est bien plus difficile que de communiquer sur les bienfaits-du-commerce-équitable-pour-les-petits-producteurs-du-sud.

Dominique Lunault ■
Indre-et-loire

Commerce équitable

Il faut, à mon avis, ne pas se leurrer au sujet du « commerce équitable », car les marchandises voyagent quand même et de très loin. Le commerce équitable est « mieux que si c'était pire » mais ce n'est pas la panacée. Il offre un développement non durable à cause des pollutions qu'il engendre, mais aussi parce que les transports se font au pétrole et que bientôt, il n'y en aura plus, ou, du moins; avant sa disparition, il deviendra trop cher pour être viable.
Il faudrait plutôt que les fermiers ou paysans du Sud s'organisent d'abord pour se suffire au maximum. Le commerce, en général, empêche cette prise de conscience et cette réorganisation vitale. Il s'inscrit dans cette logique actuelle de croissance infinie et de destruction des ressources. Son petit frère, équitable, permet de prétendre que ce système économique peut être amélioré, corrigé de façon satisfaisante, sans avoir besoin de revoir toute la copie et même le sujet lui-même, le sacro-saint développement. Le seul commerce équitable pour tous, c'est le commerce réduit au plus strict minimum, entre des communautés indépendantes au maximum. Il va sans dire que le système capitaliste actuel a vécu : passons à autre chose et vite !

Jocelyne Fortin ■
Grande Bretagne.

Antennes de téléphonie mobile

Suite à plusieurs demandes de renseignements sur les actions possibles contre l'implantation d'antennes de téléphonie mobile, nous communiquons le contact de deux associations travaillant sur ce sujet :
- *Priartem, 9, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 Paris, tél : 01 42 22 25 38, site : www.priartem.org*
- *Robin des Toits, 55, rue Popincourt, 75011 Paris, tél : 01 43 55 96 08, site : robindestoits.org*

Irréprochable ?

J'ai été lectrice de *S!lence* depuis 1984 ou 5 et par la suite abonnée pendant de nombreuses années. J'ai sans doute été à l'origine d'autres abonnements puisque ce journal me paraissait à l'époque unique et nécessaire.
Aujourd'hui je peux le lire et même y trouver plaisir et intérêt. Mais après y avoir successivement trouvé des articles contenant des accusations infondées, des erreurs grossières et des condamnations vindicatives sur des sujets que je connais un peu (par exemple le réseau Biocoop ou le loup), c'est un journal en qui je ne fais plus confiance.
Je suis sûre que vous n'avez pas toujours les moyens de vérifier vos sources, et que vous publiez ceux à qui vous accordez crédit sans regarder les conséquences d'une prose pas toujours non-violente.
Evidemment cela ne concerne qu'une faible proportion (j'espère !) de la revue. Mais cela discrédite à mon avis l'effet utile qu'aurait le reste de vos articles. Et je ne me permets plus, alors que je le faisais auparavant, d'afficher telle ou telle page dans le magasin.
Croyez-vous que la presse alternative ne se doive pas d'être irréprochable, alors que l'indépendance qu'elle prône lui donne les moyens de nous présenter des informations non détournées ni tronquées ?
J'espère de tout coeur pouvoir un jour changer d'avis.

Brigitte Colas ■
Alpes-de-Haute-Provence.

S!lence : si des informations sont fausses, merci de nous l'indiquer précisément : ce genre de lettre crée de la suspicion... mais n'apporte aucun élément concret.

Mécontents

J'ai décidé de ne pas me réabonner à *S!lence* car il y a trop de dossiers inintéressant (à mon goût) style "land-art", "développement personnel", etc.
Je finis par ne plus lire que les brèves, toujours passionnantes, mais que je retrouve dans d'autres journaux.
Pourquoi les actions (le peu qu'il en reste) antinucléaires, anti-OGM, etc. se retrouvent-elles pratiquement toujours dans les brèves ? Quel "développement personnel" trouveront vos lecteurs dans un monde contaminé ?
J'ai l'impression, quand je pense aux vieux numéros, que vous êtes passés d'envies de luttes plus "politiques" (au sens noble du terme) à des choses un peu trop "new-age" à mon goût.
Enfin, à bientôt peut-être ! (quand même !)

Pascal Schlossmacher ■
Gard.

Pas contents

Non, je n'ai pas oublié de me réabonner, mais il y a des moments où il faut faire des choix. Je n'ai pas le temps de lire votre revue très très dense et très fournie. Peut-être pourriez-vous rendre la mise en page de votre revue plus aérée, plus colorée et plus chaleureuse ? Le monde est-il si noir ?

Claude Graton ■
Hauts-de-Seine.

Pas toujours fiable

A ma grande surprise, j'ai oublié de renouveler mon abonnement en temps voulu. Le pire est que Silence ne m'a pas manqué pendant de longs mois, sinon je me serais aperçu de cet oubli. Si j'analyse, cela pourrait vouloir dire que je ne suis pas assez intéressée par la revue. Il est vrai que j'y trouve beaucoup trop de "théorie" à mon goût et pas assez de "pratique" et que certaines informations ou déductions ne me paraissent pas toujours fiables car pas assez objectives. Mais par esprit militant, je fais un effort pour douze numéros, en vous demandant de reprendre au moment de l'interruption... dès fois que j'aurais manqué quelque article qui m'intéresse.

Jacqueline Petroz ■
Savoie.

Contents

■ Vivant à Die, votre numéro 318-319 m'a réjouie et confortée après trente ans de cette ambiance bio-végétarienne, culture plante aromatique, Pierre Rabhi, etc. **Germaine Bernard,** 70 ans.
■ Bonne continuation à votre équipe et à votre journal. Quel plaisir de vous lire, merci d'être là, là où il faut. **Karin Poret-Garnier,** Val-d'Oise.
■ Grand merci pour la diffusion de cette revue qui véhicule espoir, idées et énergie ! **Violaine Mogis,** Ille-et-Vilaine.
■ Bravo et merci encore pour votre revue qui me donne pleins d'énergie (et il en faut beaucoup ! Un faucheur volontaire d'OGM, **Christophe Suquet,** Haute-Garonne.
■ Je tiens à vous remercier d'exister. Depuis deux ans maintenant, je sais que l'information, la vraie, existe grâce à des gens comme vous et ceux qui alimentent votre revue. C'est très rassurant et très positif. **Cécile Orlovski**, Haute-Garonne.
■ Bravo pour votre magazine. On en apprend des vertes et des pas mûres. Au début, j'avais du mal à trouver le sommeil face à ces temps de méchancetés et d'inégalités. Mais plutôt que de fermer les yeux, j'ai appris à ouvrir ma bouche plus souvent ! **Carole Favareto**, Lot-et-Garonne.
■ Je vous remercie pour tout ce que vous faites souffler pour la construction d'un autre monde possible. **Roger Viret**, Hérault.
■ Vous m'apparaissez chaque jour plus indispensable. Continuez. **Chantal Gehin**, Isère.

■ Merci pour votre journal qui ouvre des fenêtres sur un air plus pur et qui crée des liens entre ses lecteurs. **Sylvie Hascoët**, Bouches-du-Rhône.

■ Un grand merci pour votre travail. Dans l'ensemble de la presse actuelle, *S!lence* est le seul journal que l'on lit de la première à la dernière page et dont on ressort avec l'impression d'être réellement mieux informé ! **Mélodie Thill**, Isère.

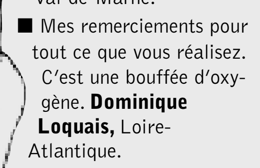
■ Je suis abonnée depuis quelques mois. Je dévore tous les articles et plus particulièrement les "brèves" qui sont très agréables à lire de par leur contenu qui ne prend que quelques minutes et que l'on peut parcourir en attendant le bus, le métro, quel que soit l'endroit où on se trouve. Vos articles sont passionnants et ne peuvent qu'encourager les bonnes volontés qui souhaitent agir pour un monde meilleur. **Françoise Deleau,** Essonne.

■ Je me réabonne et vous encourage à continuer dans le même sens, c'est avec plaisir que je reçois *S!lence* chaque mois. **Jean-François Petit-Jean**, Meurthe-et-Moselle.

■ Merci pour vos bouffées d'espoir ! Bravo pour votre travail de désendoctrinement. Signé : un jeune désobéissant souhaitant développer durablement sa conscience et faire décroître la connerie. **Lilian Fabrègues**, Corrèze.

■ Merci pour toutes les informations que vous nous communiquez, les thèmes que vous abordez sont pertinents et nous offrent à réfléchir. **Fanny Houssaye**, Alpes-de-Haute-Provence.

■ Je profite de ce courrier pour vous faire part de mon entière satisfaction et de l'immense plaisir que j'ai à recevoir, à lire et à faire partager votre revue. Un grand merci à toute l'équipe ! **Périne Desmets,** Val-de-Marne.



■ Mes remerciements pour tout ce que vous réalisez. C'est une bouffée d'oxygène. **Dominique Loquais,** Loire-Atlantique.

■ Un grand merci à toute l'équipe pour votre fabuleux journal ! **Constance Vuillemier,** Meurthe-et-Moselle.

Annonces



Entraide

■ **Pyrénées-Atlantiques.** Proposons formation gratuite sur chantier en bioconstruction. Le logement est offert et le stagiaire pourra aborder de très nombreuses techniques telles que la construction en pierre au mortier terre, l'ossature bois, le terre-paille, le torchis, le chaume, le bardeau de bois, le poêle de masse ou encore les voûtes sarrasines ! Une expérience préalable en maçonnerie ou charpente peut être préférable. Contacter *Mélissa ou Olivier, tél : 06 63 94 31 11 ou 05 62 93 74 55.*

■ Le numéro de *S!lence* spécial Bretagne est épuisé : je souhaiterais entrer en contact avec des personnes ayant ce numéro. *Brigitte Peuse, L.D. La Gurelais, 35120 Saint-Broladre, tél : 02 99 80 27 65.*

■ Nous cherchons des contacts avec des associations de tourisme équitable ou des voyageurs indépendants au départ de la région Paca susceptibles d'acheminer au Sénégal du petit matériel pour pouponnière : médicaments, layettes, chaussures d'enfants, serviette de toilettes… Nous assurons la collecte et la réception se fait à Dakar. Merci ! *Sylvie, tél : 04 90 58 33 24.*

■ Etant désormais seule et sans grands moyens financiers, je cherche quelqu'un de sérieux pour bricolage, jardinage… en échange d'un logement pour une ou deux personnes, entrée indépendante dans une vieille maison située en front de mer, avec beaucoup de pêche à pieds, à 25 km de Vannes. M'appeler au *06 60 26 48 46.*

■ J'offre à qui en fera bon usage plus de dix ans de revues *S!lence*. Me contacter : *Marceau Gast, Valbonnette B1, 33, avenue Malacrida, 13100 Aix-en-Provence.*

■ **Hérault**. A tous les maraîchers (bio) héraultais, je vous propose une aide, joyeuse et gratuite, pour tous travaux de culture, récolte, vente… en échange de 12 m² pour poser mon tipi ! A tous les intéressés, appelez vite *Anne-Sylvie au 06 14 12 72 81.* A bientôt.

Vivre ensemble

■ Tribu vivace, âgée de deux ans, collectif pour la décroissance et le retour à l'autonomie avec plantes sauvages et éco-habitats, pour la sauvegarde de la terre, cherche terrain de préférence dans le nord du Gard ou le sud de l'Ardèche pour concrétiser son projet et s'agrandir aux personnes de même sensibilité. Enfants bienvenus afin de réaliser une école alternative non-directive tournée vers l'apprentissage de l'autonomie, par l'autosuffisance et le partage dans le respect de la nature. *Alain Auguste, Les Drouilhèdes, 30160 Peyremale, tél : 06 19 42 18 69.*

■ Couple (journaliste secteur paramédical et artisan métallier) en recherche d'un espace de vie dans l'Hérault (habitat + atelier + terrain) cherche partenaires (particulier, couple, famille…) pour unir nos forces dans la recherche immobilière et l'investissement financier, afin de créer un lieu de vie orienté écologie selon une charte collective préservant l'autonomie de tous et l'indépendance de chaque famille. *Didier, tél : 06 27 24 03 85, didier.sicard@free.fr*

■ Famille franco-allemande, deux enfants (3 et 1 an), cherche habitat communautaire à ancrage écologique et spirituel, proche école différente ou école à la maison avec d'autres enfants. *Famille Krüger, Kapellmattstr. 46, D 76532 Baden-Baden, Allemagne.*

■ Particulier cherche partenaire(s) intéressé(s) par la démarche écovillage/écohameau dans le Cantal (15) pour l'achat d'un terrain en copropriété. Vous devez impérativement avoir un projet de construction de maison dans un esprit alternatif et écologique. Idéalement, il s'agirait d'un groupement



Annonces

de deux à quatre familles et le projet se déroulerait en trois étapes : construction des familles et des contours du projet ; recherche et achat du terrain ; construction de votre projet personnel. La part financière de chacun sera proportionnelle à la superficie des lots. A titre informatif, ma part personnelle sera d'environ 22 000 € et j'ai un projet de maison bioclimatique en bottes de paille. Localisation du projet : 20 km d'Aurillac maximum. Ma démarche s'inscrit dans la recherche de solutions individuelles et collectives aux conséquences du "pic de Hubbert". Projet collectif à discuter (entre autres) : éolienne pour la production électrique de deux ou trois maisons, jardin biologique, covoiturage, eau-chaude solaire... *Laurent Pacelli, tél : 04 71 47 49 84, laurent.pacelli@wanadoo.fr*

■ **Isère.** Je cherche des partenaires pour l'achat d'une propriété, d'un immeuble ou autre suggestion (copropriété ou SCI) si possible en Isère, même dans Grenoble ou limitrophe (Drôme, Ain...) avec logements indépendants et dans un esprit ouvert et tolérant tendant à la décroissance et protection de l'environnement. Merci de me téléphoner à Grenoble au *06 32 11 28 04, Juliette.*

■ Sur trois hectares, à 1000 m d'altitude, en Ardèche, exposition sud, boisé en partie, propose projet de culture sur 1/2 hectare environ, maraîchage par traction animale avec mes deux ânes. Sur le lieu, deux habitations donc possibilité de loger une ou deux personnes, pas d'électricité, mais bonne exposition pour projet solaire à suivre. Source sur le terrain, toute l'année. Je suis prêt à étudier toute proposition dans la bonne entente quel que soit le temps que chacun(e) voudra partager. *Raynald Rasse, Le Grand Adreyt, 07450 Pereyres, tél : 04 75 38 68 72.*

Rencontres

■ J'ai presque quarante ans et j'ai le projet de vivre à la campagne (près de Vic-Fezensac). Je suis un peu nomade, cela fait que je pars quelques mois ici et là pour revenir après dans ma maison. Je cherche un autre homme qui voudrais partager cette vie avec le respect de l'autre (et l'autre, ce n'est pas seulement moi, mais tout être vivant). Ecrivez-moi : *Waldo Catano, route de Condom, 32190 Saint-Jean-Poutge, waldo.catano@elbastion.net.*

■ Existe-t-il un homme qui désire construire une vie à deux sans les clichés établis : "jeune, belle, soumise, inodore, incolore...". Si oui, qu'il prenne contact avec une femme de 49 ans, aimant sortir des sentiers conventionnels en fauteuil roulant et aussi épicurienne, curieuse de tout, autonome... Pour la suite, contacter le *04 90 70 68 71.*

■ Homme, 47 ans, affectueux, littéraire, profondément bio et naturophile, rencontrerait femme même esprit pour projet professionnel et amoureux. *Tél : 06 74 47 25 28.*

■ **Réf. 330.01.** J'ai un métier intéressant (instit) que j'exerce à mi-temps ; j'ai des activités et des amis agréables, mais la solitude amoureuse me pèse cruellement. L'état civil dit 50 ans, mais ce n'est qu'un état civil ! Sinon, je suis — dans le désordre — idéaliste, sentimentale, sensuelle, antigaspi, musicienne, créative, sociale... Je cherche l'âme frère ami-amant avec lequel partager l'essentiel. Merci d'écrire à la revue qui transmettra.

Recherches

■ De retour dans la région Rhône-Alpes après vingt ans d'"exil" parisien, cherche d'une part des adresses de vétérinaires biothérapeutes (homéo, phyto, ostéopathes...) de préférence proche de Vienne ou du moins dans la région ; d'autre part ami(e)s pour partager rando pédestres, ski de fond, échange jardinage biologique, etc. Merci de m'écrire : *Kate Fedy, Le Biez, route de Chezenas, 42520 Saint-Pierre-de-Bœuf.*

■ Cherche témoignages de personnes atteintes de psychose, schizophrénie ou Toc, se soignant avec une médecine douce ou guéries. Pour ma sœur Catherine qui se trouve dans une camisole chimique à cause de la médecine traditionnelle et de ses médicaments tels que Risperdal, Depakote, Nirset, etc. Je cherche d'autres solutions, plus humaines. *Marie-Laure, tél : 02 43 34 84 05.*

■ Cherche un module photovoltaïque 48 W 12 V polycristallin, de 985 x 445 mm pour pouvoir le fixer sur un support sur lequel est déjà fixé un module LA 361J48 acheté en 1992. *Fanton, à Saint-Priest (69), tél : 04 78 21 67 99 le soir.*

■ Je recherche de la terre agricole en friches dans les départements 47, 32, 82 ou région du Sud-Ouest, pour projet de ferme pédagogique à orientation écologique et biodynamique : sensibilisation à la gestion de l'eau, des déchets, des énergies renouvelables, jardinage et élevage en biodynamie. J'accepte terre non cultivée en bio et j'étudie toutes les nombreuses propositions que vous allez me faire bien sûr au tél : *06 77 32 05 21.*

■ Je souhaite créer un circuit de cinéma itinérant autour du film documentaire. Si vous avez une expérience analogue ou des informations à ce sujet, merci de les faire partager pour que je puisse avancer dans mon projet. *Nathalie, tél : 04 75 88 29 25.*

■ Urgent : bébé à naître en décembre. Nous cherchons des couches lavables d'occasion (ou neuves) pour enfant de la naissance à l'âge de la propreté. Merci de contacter *Bruno et Christine, au 06 11 77 97 32.*

■ L'association le P'tit gavroche envisage sérieusement de lancer un Appel à souscription pour éditer son futur *Guide des médias alternatifs*, à paraître courant 2006. Il s'agira de recueillir la somme de 5000 euros, soit 500 soutiens de 10 euros ou plus, avant le mois de mars-avril 2006, en échange de quoi le P'tit gavroche offrira à chaque personne qui a soutenu la publication un exemplaire du Guide tout fraîchement sorti de l'imprimerie, en avant-première ! Si vous avez quelque expérience dans ce type de démarche et d'appel, ou des conseils, suggestions, contacts, soutiens ou messages à nous communiquer, merci bien de nous contacter ! *Le P'tit gavroche, 9, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 19 49 (demandez Esteban), ptitgavroche@wanadoo.fr.*

■ Cherchons terrain à acheter en Auvergne, pour projet de construction. Si vous avez le même type de projet (toujours en Auvergne), n'hésitez pas à nous contacter, ainsi nous croiserons nos informations. *Tél : 04 73 35 88 94* ou portable (eh oui, chacun ses incohérences !) *06 16 22 63 14 (la dom)* ou encore *jeanlouisleleu@wanadoo.fr* ou *ladom@ifrance.com*

Emplois

■ **Emploi-jeune.** La revue "*La Garance voyageuse*" recrute, pour remplacer un emploi-jeune en congé parental, un animateur ou une animatrice multimédia en CDD de 35 h par semaine, pour un an et trois mois (éventuellement prolongeable). Réalisation de la maquette, gestion du site internet, développement de produits multimédia, gestions de listes de discussion, amélioration d'une base de données, participation au secrétariat de l'association. La personne doit être intéressée par la botanique, désirer s'investir dans la protection de la nature, pouvoir bénéficier du dispositif "emploi-jeune". Lieu de travail : Saint-Germain-de-Calberte (Lozère), c'est perdu, mais c'est beau. Salaire : 1436 € brut mensuels. Embauche souhaitée en décembre. Candidature à adresser uniquement par courriel : *accueil.garance@wanadoo.fr.*

■ Personne motivée, aimant cuisiner, cherche travail de maraîchage. Nourrie, logée, avec petit salaire pour quelque mois ou plus. *Tél : 04 76 75 27 49.*

■ Auparavant plombier chauffagiste, je suis actuellement au chômage. Je voudrais créer mon entreprise artisanale dans le secteur des énergies renouvelables (solaire, énergies bois...). Passionné également par le travail du bois (possède machines à bois et local), je voudrais dans le même état d'esprit écologique créer en parallèle l'éconstruction de cabanes dans les arbres, petites réalisations en bois. Je me sens un peu seul pour entreprendre tout cela, mais aussi envie de partager des idées autres avec partenaire ayant la connaissance du travail du bois (menuisier, charpentier...). Je suis ouvert au dialogue, à l'échange d'idées, un projet que j'aimerais développer avec une autre personne. Me contacter : *Robert Blouin, Les Placettes, 42140 Viricelles, tél : 04 77 94 27 93 ou 06 10 43 81 53, rblouin@wanadoo.fr*

Logement

■ **Haute-Normandie.** Eco-lieu en bordure d'un hameau propose la location d'un demi-hectare de terrain. Annie Aubrun, propriétaire habitant de ce lieu de vie et d'apprentissage (dans le respect de la nature, des autres et de soi-même) désire rencontrer les personnes intéressées avec qui envisager le voisinage et l'avenir de ce futur éco-hameau. Possibilité d'achat par la suite, le terrain pouvant se diviser en deux parcelles constructibles. Prairie arborée, calme, vue sur la vallée. Tous commerces et écoles au village à 1km, aires de loisirs aux environs, 40 km de Rouen, 15 km de la mer, 1h30 de Paris-Saint-Lazare. Plus d'info sur le site *www.maison-mia.com, tél : 02 35 56 65 53, annie.patrix@tele2.fr*

■ **Gers.** J'habite dans une trop grande maison pour une personne seule. Alors si vous voulez venir pour y vivre (en payant un petit loyer), on pourrait partager la maison et le jardin. Je pense qu'il faudrait compter 350 € de loyer + les frais. Je préfère des gens créatifs et mangeant végétarien au moins cinq jours par semaine, mais cela n'est qu'un souhait (je mange de la viande assez souvent, mais préfère les légumes que je cultive en partie). Si vous êtes bricoleur, on peut arriver à des accords ponctuels pour réduire le prix en échange de certains travaux. Vous pouvez me contacter au *05 62 64 23 59, waldo.catano@elbastion.net.*

■ **Rhône.** Vendons maison dans copropriété écolo de trois lots dans ferme en pisé cour carrée Mont du Lyonnais à Bessenay. Chauffage central collectif automatique bois déchiqueté, épuration des eaux usées par lit à macrophytes. Lot privatif comprenant : 150 m² habitables, cheminées, poutres, parquets + 60m² caves voûtées + 150 m² jardin plain pied + 140 m² potager non-attenant. En copropriété : 7000 m² de terrain, arbres fruitiers, cour, dépendances, four à pain, granges, chats, etc. Prix : 205 000 €. Tél : *06 83 76 59 62 après 19h.*

■ Myrtille et Lune seraient heureuses de trouver un petit nid douillet où il ferait bon vivre avec leurs parents. Ce pourrait être une grange ou une maison de hameau à restaurer avec un bout de terrain et de l'eau si possible, pour regarder pousser les joyeux haricots ! Nos envies pourraient conduire vers les départements suivants : 07, 48, 26, 46, 09, 31, 65, 12. *David et Nathalie, tél : 04 75 88 29 25.*

Divers

■ Vends seize couches préformées en coton bio lavables + deux culottes imperméables lavables avec fermeture velcro + dix sous-couches pour la nuit, utilisables de la naissance à la marche. Contact : *06 21 04 21 68,* prix : *120 €.*

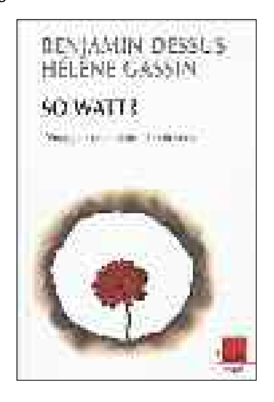
■ Vends une roulotte en bois très bon état, construite depuis trois ans, 700 kg à vide. Brancard cheval de trait. Très bon frein confortable et lumineux. Conçu et idéal pour voyage sur route avec chevaux. Stable et mobile. Laisser message au *06 32 02 76 88.* Prix : 4000 €. A visiter en centre-Bretagne (Mellionnec).

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.*
Taille des annonces. *Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.*
Délais. *Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.*
Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*
Sélection : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

So watt ?

Benjamin Dessus, Hélène Gassin
Ed. L'Aube
(84240 La Tour-d'Aigues)
2005 - 166 p. - 17 €€

Benjamin Dessus, spécialiste de l'énergie au CNRS, président de Global Chance, et Hélène Gassin, animatrice de la campagne énergie à Greenpeace, proposent ici une intéressante réflexion sur notre avenir énergétique face aux questions liées aux changements climatiques. Les auteurs commencent en montrant comment le débat sur l'énergie en France est faussé. Par exemple, comment on s'interroge toujours sur les modes de production et non sur les besoins, ce qui change complètement les données. Ainsi, si l'on veut chauffer une maison, on dispose de nombreux moyens plus performants que le chauffage électrique… alors que si l'on part sur l'idée de faire une centrale nucléaire, on va devoir trouver des utilisations à l'électricité produite et donc on choisira de gaspiller en subventionnant un chauffage extrêmement coûteux.



Avatar de la communication nucléocrate : l'indice d'indépendance énergétique serait passé de 32% en 1970 à 50% aujourd'hui… parce que nous produisons plus d'électricité nucléaire sur le territoire… C'est oublier que ce n'est possible qu'en important 100% de l'uranium ! Les auteurs s'interrogent aussi sur la valeur des actuels scénarios énergétiques officiels. Les prévisions de consommation varient d'un facteur trois… alors que les nécessités de contrôler nos émissions de gaz à effet de serre devraient nous amener à choisir des scénarios plus économes. Vouloir avoir une énergie peu coûteuse pour favoriser notre économie est contradictoire avec la volonté de pousser aux économies d'énergie : la politique française relève actuellement de la schizophrénie. Si l'on raisonne correctement, c'est-à-dire avec la volonté politique de diminuer notre empreinte écologique, nos émissions de gaz à effet de serre, il est évident que l'on doit privilégier les économies, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables. Ce livre, bien que très technique, a le courage de s'attaquer à ce qui coince : la croyance scientifique à trouver des solutions techniques, les problèmes liés à l'étatisme à la française, le jeu des lobbies… Pour changer cela, les auteurs appellent à un réveil de la démocratie en s'appuyant sur les citoyens et les élus locaux, en s'appuyant sur une démocratie vivante, en demandant la transparence sur les données (voir le faux débat public actuellement en cours !) : les citoyens et les collectivités locales peuvent maîtriser leur énergie et créer des coopératives de production. L'Etat doit, lui, garantir la sécurité d'approvisionnement et la solidarité. Cette dernière partie de l'ouvrage est la plus novatrice. On regrettera une mise en page où les encadrés sur plusieurs pages nuisent à la lecture. MB.

L'ABC de la simplicité volontaire

Dominique Boivert
Ed. Ecosociété (Montréal)
2005 - 160 p. - 12,70 €€

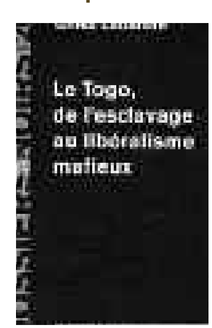
L'auteur est membre fondateur du Réseau québécois pour la simplicité volontaire. Depuis plus de trente ans, au sein d'expériences communautaires, il met en pratique "comment vivre mieux en consommant moins". Ce livre extrêmement facile d'accès propose différentes approches : pourquoi choisir ce mode de vie, qui le pratique, comment y arriver… Après un abécédaire, l'auteur pose la question du lien social. Alors que la société de consommation conduit à l'individualisme, une société de simplicité volontaire peut-elle conduire à plus de démarches collectives ? Le débat est ancien : faut-il commencer petit pour changer beaucoup ? L'auteur répond que rien n'est trop petit pour marquer sa différence et donc commencer à changer. Et qu'est-ce que cela change ? Notre rapport avec l'argent, notre rapport avec le temps, notre rapport avec l'environnement, notre rapport avec



les autres ("vivre simplement pour que d'autres simplement puissent vivre"), notre rapport à la spiritualité… D'excellentes réflexions, avec de très nombreuses ressources essentiellement québécoises. MB.

Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux

Gilles Labarthe
Ed. Agone
(13192 Marseille)
2005 - 204 p. - 11 €



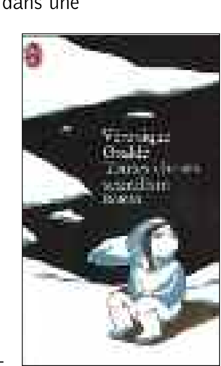
Au Togo, on retrouve tous les processus chers à la Françafrique. Ce pays riche en coton, café, cacao, phosphates, pétrole et uranium, pierres précieuses, a tout pour être un pays florissant et pourtant tout y est pourri. Ce livre retrace l'histoire de ce pourrissement qui commence par l'exploitation coloniale, une fausse indépendance avec la mise en place de la dictature d'Eyadéma qui va durer 38 ans, jusqu'aux récentes élections truquées pour maintenir le système en place. L'esclavage y remonte à 1530… et se poursuit jusqu'à aujourd'hui, poussant à l'exil ceux qui seraient tentés de dénoncer la situation. Le Togo, sous l'ère Eyadéma, est un modèle de "développement" : gros prêts pour construire des usines inutiles, détournement de fonds et retour après blanchiment vers les gentils financiers français. Pendant le pillage, la dette s'alourdit et ce pays encore riche dans les années 70 a depuis rejoint les pays les plus pauvres. Le calme est maintenu de force par des mercenaires sous contrôle des réseaux de la Françafrique, que ce soit la gauche de Mitterrand ou la droite de Pasqua. Au lieu de vouloir continuer à les "aider", nos politiques feront-ils le ménage ici ? Un livre indispensable pour mesurer l'hypocrisie de nos débats sur l'aide au développement. MB.

ROMANS

Toutes choses scintillant

Véronique Ovaldé
Ed. J'ai Lu
2005 - 156 p. - 4 €€

Sur une île polaire est installée une immense usine de recyclage de produits toxiques. Un accident provoque une catastrophe : oiseaux, poissons et jeunes enfants meurent… sauf une, Nikko qui survit. C'est l'histoire de cette jeune fille que l'on va suivre dans un monde où pue la mort, le passage d'un militant écologiste, son rêve de s'enfuir, sa rencontre avec les ouvriers de l'usine… le tout dans une ambiance glaciale, de nuits et de soleil de minuit. Une construction littéraire étrange sur un monde lui-même étrange et pourtant tellement vraisemblable. Combien d'usines dans des zones "désertiques" contribuent à tuer à petit feu les populations locales ? Belle écriture. FV.



L'arbre migrateur

François Brune
Ed. Parangon (Lyon)
2005 - 110 p. - 7 €€

François Brune, collaborateur du *Monde diplomatique* et de *La Décroissance* aime à aborder les questions de société par le biais de fables. Prenant le contre-pied de ce que la société de consommation veut nous faire entendre, il nous propose d'autres itinéraires possibles tel cet homme qui

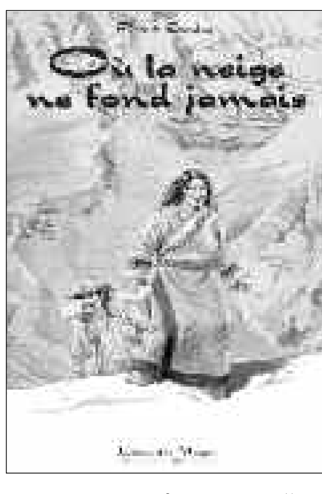


découvre le plaisir d'offrir et qui distribue son argent ou celui-ci qui découvre la méditation devant son poste télé en panne, d'autres versent dans la folie comme celui qui se met à tourner sans fin sur le périphérique parisien ou encore l'histoire de cet arbre qui donne son titre à l'ouvrage qui va aller vivre en ville avant de tenter le retour à la campagne. Un agréable moment de lecture agrémenté d'un brin de philosophie subversive. MB.

B.D.

Où la neige ne fond jamais

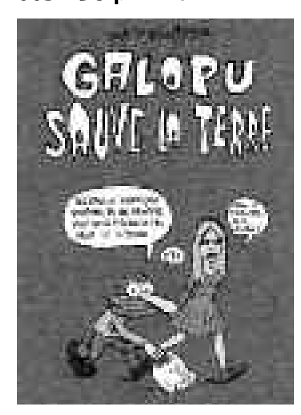
Ferra et Sanchez
Ed. Lions des Neiges
(mairie, 74130 Les Houches)
2005 - 64 p. - 15 €
(+ 5 € de port)



Après une manifestation cruellement réprimée, une des manifestantes, Dolma, choisit de quitter le Tibet sous la botte chinoise. Norbu, qui a assisté aux arrestations, décide de reprendre le flambeau. Quant à Tsawang, le moine à l'origine de la manifestation, il endure la torture et la prison. Nous suivons le destin de ces trois personnages et découvrons ainsi les conditions de vie actuelles au Tibet. BD de grande qualité, préfacée par le Dalaï Lama, elle est diffusée par l'ensemble des associations de soutien à la cause tibétaine. Excellent travail de sensibilisation. MB.

Galopu sauve la Terre

Matt Konture
Ed. L'Association (Paris)
2005 - 36 p. - 7 €

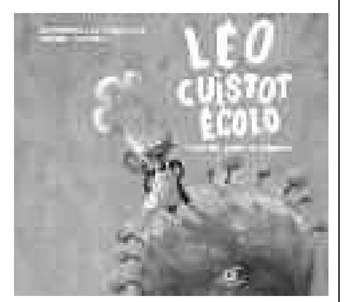


Trente six pages seulement, mais du 100% écolo ! Matt Konture, l'un des dessinateurs de la revue écolo *Passerelle Eco* présente en une ou deux pages de multiples alternatives disponibles aujourd'hui pour être moins pollueurs sur notre planète : le frigo africain, la lessive de cendres, les produits ménagers non polluants, la cuisson solaire, les économies d'eau, les toilettes sèches et le compost de matières fécales, le lombricompost, les systèmes d'échanges locaux, les boissons à faire soi-même (et donc sans plastique), un Noël alternatif, la climatisation naturelle… Un bon moment de détente pour vous et un moyen pour diminuer nos incohérences ! Et puis faites-le traîner dans vos nouvelles toilettes sèches, cela donnera des idées aux amis de passage ! MB.

ENFANTS

Léo cuistot écolo

Emmanuelle Figueras
et Lionel Goumy
Ed. Terre Vivante
(38710 Mens)
2005 - 96 p. - 20 €

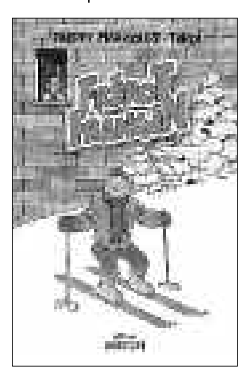


Après un petit dialogue pour présenter les choix des ingrédients (bio bien sûr) et l'utilité de manger de saison, ce livre sous-titré "recettes pour la planète" présente des recettes que les enfants peuvent expérimenter. FV.

Frérot, frangin

Thierry Maricourt et
Jacques Tardi
Ed. Sarbacane (Paris)
2005 - 56 p. - 12,90 €

Le plus jeune part en classe de neige, l'autre attend en prison de passer en jugement. Les deux frères échangent des courriers sur leur mode de vie, leur habitation, leurs colocataires… Superbement illustré par Jacques Tardi, cette histoire de Thierry Maricourt est fort agréable à lire, pleine d'humour et d'espoir. FV.



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Un anarchiste de la belle époque,** *Alain Sergent, éd. Gallimard-Jeunesse, 2005, 222p. 12 €.* Né en 1879 à Marseille, Alexandre Marius Jacob, après sa rencontre avec les anarchistes, se lancera dans "reprise individuelle" et devient "travailleur de la nuit". Ne s'attaquant qu'aux plus riches et subventionnant des journaux anarchistes, il deviendra un cambrioleur émérite jusqu'à son arrestation à Abbeville et fera 25 ans de bagne à Cayenne. Il revient en France en 1928, aide les républicains espagnols et se suicidera en 1954 pour ne pas connaître les affres de la vieillesse. C'est lors de son procès au début du siècle qu'un observateur dans le public le prendra pour modèle : Maurice Leblanc crée le personnage d'Arsène Lupin. Toute sa vie, il revendiquera le droit pour les pauvres de voler aux riches. Réédition d'une biographie publiée en 1950.
■ **L'Aveyron en fleurs,** *Christian Bernard, éd. du Rouergue (Rodez), 2005, 256 p. 43 €.* Le département de l'Aveyron du fait des variations de sa géographie, accueille un très grand nombre d'espèces végétales. L'auteur a recensé plus de 2000 espèces, soit la moitié de la flore française.
■ **Guide des salons et manifestations de la bio et de l'environnement 2005,** *éd. Alterrenat Presse (82120 Mansonville), 2005, 370 p. 22 €.* Fiches techniques des salons à venir, surtout destiné aux exposants.
■ **La quête de l'ours,** *Yves Salingue, éd. du Rouergue (12035 Rodez), 2005, 230 p. 36 €.* La quête de l'ours dans la vallée de l'Aspe permet de découvrir plein d'autres animaux dans la nature. Récit d'une quête et d'une rencontre avec de belles photos des Pyrénées.
■ **Le vin bio, une démarche, un plaisir,** *Jean-Marc Carité, éd. La Plage (34200 Sète), 2005, 2005, 160 p. 27 €.* Fondateur des éditions Utovie dans les années 70, Jean-Marc Carité est devenu avec le temps un véritable œnologue bio. Il publie un guide sur ce thème depuis 1984 et propose ici d'ajouter au plaisir des papilles celles de la vue avec cet ouvrage superbement illustré.
■ **ABC du zen,** *Armand Saliba et Paul Wagner, éd. Grancher (Paris), 2005, 178 p. 20 €.* Le zen comme méthode pour atteindre la sérénité.
■ **L'agenda du jardinier 2006,** *Vincent Albouy, éd. Terre Vivante (38710 Mens), 2005, 160 p. 12 €.* Conseils et calendrier lunaire pour mener son jardin en bio.
■ **La responsabilité sociale des entreprises,** *Alternatives économiques pratique, 2005, 136 p. 9 €.* Comment influer sur les entreprises en passant des accords avec eux ? Ce numéro vous explique comment ne surtout pas envisager de changer le monde. A des kilomètres des débats des altermondialistes d'aujourd'hui. D'une complaisance que seules les pages de publicité et les partenaires (dont la CFDT !) peuvent expliquer.
■ **La ferme des Pitaval,** *Michel Verrier, éd. De Borée (63540 Romagnat), 2005, 350 p. 20 €.* Gros roman de terroir se situant dans le Pilat, près de Saint-Etienne. Pendant la guerre de 14, un exilé suisse vient en renfort à une femme dont le mari est au front. Vie campagnarde, jalousies, xénophobie et amour pour un roman honnête, sans plus.
■ **Mégalomanie urbaine,** *Mark Douglas Lowes, éd. Ecosociété (Montréal), 2005, 180 p.* La ville est-elle à son tour devenue une marchandise ? A partir de l'exemple de Vancouver qui construit son image autour d'une course automobile, l'auteur, universitaire à Ottawa, montre les conséquences des politiques urbaines qui se concurrencent pour être des "villes internationales" au détriment des habitants. La solution passe par une remobilisation citoyenne au niveau local et par l'exercice de la démocratie au niveau des quartiers. Le livre pose d'intéressantes questions mais il y manque une ouverture à d'autres villes pour constater que ce phénomène est malheureusement fréquent.
■ **Notre empreinte écologique,** *Mathis Wackernagel et William Rees, éd. Ecosociété (Montréal), 2005, 208 p.* Cet excellent ouvrage qui a popularisé l'expression d'empreinte écologique lors de sa sortie en 1999 vient d'être réédité. Toujours aussi indispensable pour comprendre les bases de la décroissance.



✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Rédaction :**
04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Stands, correspondants, dépositaires :**
04 78 39 55 33 vendredi 10h15-12h15/14h-17h
✉ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54
✉ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4
Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

N° de commission paritaire : 87026
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 4e trimestre 2005
Tirage : 7 700 ex

Editeur : Association Silence
Permanence : le mardi 10h-12h et 14h-17h
✆ 04 78 39 55 33
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Dessinateurs : Lasserpe, Mahlen, Farine
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : Bruno Guillemin, Su Hyun, Hervé Joncheray, Alban labouret
Et pour ce numéro : Yvette Bailly, Christiane Bessenay, Florence de Luna, Marguerite Descamps, Alban Labouret, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Aymeric Mercier, Mireille Oria, Hedwige Peemans-Poullet, Pignon sur rue, Reine Rosset, Paul Roullaud, Gilles Sardin, Isabelle Stenger, Myriam Travostino, Bernard Valette.
Couverture : Hervé Joncheray - Ateliers de la Bergerette

Bon de commande

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.**

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents **6** €

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . **6** €

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . **6** €

☐ **298-299 Franche-Comté**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité . . . . **6** €

☐ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**
Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir . . . . **6** €

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . **6** €

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires . . . . **6** €

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**
Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . **6** €

Autres numéros

☐ **294 Enfance en collectif**
Prostitution. Trucs bioclimatiques . . . . . **4** €

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent**
40 pages réalisées par les lecteurs. . . . . **4** €

☐ **301 La face cachée des vaccins**
Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef . . . . **4** €

☐ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. . . . . **4** €

☐ **307 Ecocités**
Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. . . . . **4** €

☐ **310 Nature politique de l'écologie**
Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin . . . . **4** €

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. . . . . **4** €

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . **4** €

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . . . . **4** €

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio . . . . . **4** €

☐ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération . . . . . **4** €

☐ **320 Ecologie et cultures alternatives**
Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie . . . . **4** €

☐ **323 L'écologie au quotidien**
Santé : les soins par les abeilles. Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! . . . . **4** €

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
Alternatives : la bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. Energies: Une technologie qui tombe pile **4** €

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire . . . . **4** €

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable : gadget de destruction massive. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche . . . . **4** €

☐ **329 Désobéissance civique**
Une Ecozac à Paris. Wwoof autour de la Terre. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2). . . . . **4** €

☐ **Annuaire de la presse alternative,** édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

☐ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
☐ Particulier	12 n°	40 €
☐ Institution	12 n°	80 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	65 €
☐ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
☐ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
☐ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

☐ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
☐ Particulier	12 n°	45 €
☐ Institution	12 n°a	90 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	70 €
☐ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Ville ____________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4





Decrescendo cantabile

Jean-Claude Besson-Girard
Préface de Serge Latouche
Ed. Parangon (Lyon)
2005 - 170 p. - 12 €

L'idée de décroissance fait peur car pour certains elle apparaît comme une marche arrière. Ce n'est pourtant pas exactement de cela qu'il s'agit : la décroissance propose de retrouver la joie de vivre en évitant la marchandisation. L'auteur, proche de Pierre Rabhi, qui a expérimenté dans les années 70 et 80 une tentative de communauté paysanne, peintre, montre ici tout l'intérêt de relier la démarche de l'écologie à celle de l'esthétique, esthétique reprise dans son sens initial : notre capacité à ressentir.

Pour lui les deux démarches sont parallèles : "*La crise de l'art correspondrait à l'expression de l'angoisse individuelle du sujet humain face à sa propre mort, et la crise écologique serait la manifestation observée, dans la nature elle-même, d'une angoisse collective face à l'éventualité pressentie d'une fin de l'espèce humaine*" [p.85].

L'auteur montre dès le début de l'ouvrage que l'actuelle société mercantile ne peut supporter une démarche faite de sens : "*ce n'est n'est pas l'individualisme qui menace nos sociétés enrichies, mais bien plutôt la massification de leurs membres, qui régit leurs comportements dans tous les domaines, et les fait ressembler à une armée docile et asservie bien plus qu'à un organisme vivant*" [p.22].

Il faut donc avoir le courage de déserter. Ce qui n'est pas facile : "*Accueillir dans notre imaginaire l'idée d'une société de décroissance implique d'accepter de perdre des repères connus, au nom d'une nécessité plus forte que celle de les conserver*" [p.23].

Et cette nécessité, c'est de mettre fin à un "apartheid planétaire" avec d'un côté de moins en moins de riches qui accumulent et, de l'autre, de plus en plus de personnes qui sombrent dans la misère.

Il va falloir pour cela convaincre un grand nombre de personnes, faute de quoi "*il est probable (…) que le début du spectacle de la fin du monde, diffusé sur tous les écrans de télévision du monde, ne modifierait pas d'un iota le comportement passif de téléspectateurs fascinés d'assister en direct à leur propre fin*" [p.31]. A plusieurs reprises, Jean-Claude Besson-Girard insiste sur l'un des premiers buts politiques de la décroissance : se sortir de notre servitude volontaire.

De même qu'elle uniformise les idées et les objets, "*la civilisation de la croissance économique sans limite implique un éloignement ou une caricature du sentiment de nature, réduit à une protection de l'environnement bornée par l'égoïsme et l'ignorance. Elle suppose une séparation d'avec la nature elle-même (…) Le projet imposé de se séparer de la nature, dont pourtant à l'évidence nous faisons partie, est la caractéristique de notre civilisation technoscientifique et marchande. La sensibilité, l'émotion qui fait agir ou se révolter, et l'imagination créatrice de sens en ont été proscrits*" [p.27].

La décroissance décale le débat entre réactionnaire et progressiste. "*L'idée de décroissance ne s'inscrit pas dans ce conflit des idéologies de l'histoire. Elle se situe sur le terrain, déterminant l'histoire elle-même, d'un choix anthropologique des relations humaines objectives avec la nature, (…) avec la biosphère. C'est pourquoi, il faut comprendre que la décroissance n'est que secondairement reliée à la sphère économique*" [p.29]. "*L'économie n'a pas de réalité. Elle n'est qu'une réduction monstrueuse de nos existences à un plan comptable. Cette monstruosité cache l'horizon tout entier. L'économie n'a pas de réalité et c'est d'elle dont devrait dépendre notre vie ? (…) L'économie ne mesure pas les vraies richesses, elle comptabilise nos pertes d'humanité*" [p.82].

La décroissance doit revaloriser la valeur de la différence. Différence que l'on retrouve dans le domaine de l'art, différence que cherche à gommer une société de consommation qui a besoin d'uniformité pour imposer ses marchandises. Ce besoin d'uniformité conduit immédiatement au rejet de la différence, donc de l'autre, donc au racisme et au repli communautaire. La décroissance est donc aussi une lutte contre le racisme et pour l'enrichissement mutuel.

La société mercantile uniformise et enlaidit car la beauté n'est pas un critère économique (sauf très en amont au niveau des designers). Or "*La beauté est le dernier refuge face au déferlement de la raison utilitaire et sans la beauté, le monde commun n'existe plus (…) La faculté d'adaptation de l'espèce humaine aux pires conditions d'enlaidissement de son biotope est le signe d'une inversion du regard qui risque de lui être fatale. La croissance économique a enlaidi le monde. Peu nombreux sont ceux qui semblent s'en soucier. Au point que la laideur a cessé d'être vécue comme une réalité à combattre, mais plutôt comme un aspect normal et parmi d'autres de cette réalité*" [p.80-81].

Après une longue exploration des oppositions entre une civilisation mercantile destructrice et la recherche d'une société de décroissance créatrice, l'auteur essaie d'ouvrir des pistes dans le domaine de l'engagement politique. Je vous en présente rapidement quelques-unes.

Selon des détracteurs, aller vers une société de décroissance serait prendre le risque d'un écroulement de la société et donc l'arrivée de grandes violences. Jean-Claude Besson-Girard répond à cela : "*Il ne faut surtout pas craindre la violence liée à cet abandon pour la simple raison qu'elle n'aura pas lieu. La violence c'est maintenant*" [p.127]. Il ne faut pas non plus chercher à avoir un programme politique mais au contraire à ouvrir des voies permettant de redécouvrir ses capacités créatrices. Pour cela, il faut commencer par démonter le message que tente de faire passer la publicité. Il ne faut pas s'inquiéter d'avoir des questions sans réponse (que faire des structures collectives gérées par l'Etat, que faire pour rendre vivables les villes…). Ce qu'il faut arriver à obtenir de l'Etat, c'est l'autorisation de faire des "oasis", des expérimentations sociales.

Et là, il raconte sa propre expérience communautaire. Alors installé dans les Cévennes, il rencontre à Paris un responsable du ministère de l'agriculture qui lui propose de faire un programme d'étude sur le fonctionnement de son expérience. Surprise : le financement viendrait du ministère de la défense qui s'intéresserait à ces démarches alternatives. Il refuse évidemment. Il avait déjà constaté lors d'un voyage en Californie que des expériences communautaires étaient financées par des multinationales ! Hasard ou non, deux ans après, l'inspection du travail débarque sur les lieux et demande à tous d'importantes cotisations sociales, asphyxiant le projet.

La décroissance est ce qui peut gêner le plus le système. Pour obtenir une autorisation de faire des expérimentations sociales, il compte alors sur ce qui fait encore peur aux politiques : l'opinion publique. Il y a donc beaucoup à creuser du côté du soutien que reçoivent actuellement les désobéissants de tout ordre (faucheurs OGM) qui peuvent gagner la bataille de l'opinion. L'art peut aussi aider à faire passer le message… sans avoir recours à un appel au catastrophisme.

Ces tentatives sociales doivent être "*non urbaine, reliée à la terre nourricière et à des modes de relation non autoritaires, fondés sur la dimension poétique du langage et sur une attention particulière à la communication non verbale*" [p.141]. Elles doivent être "*an-archique*" dans son sens premier : sans pouvoir des uns sur les autres (ce qu'ils distinguent des théories anarchistes). Elles ne doivent pas s'appuyer sur les savoirs sinon on retombe dans des problèmes de pouvoir. Elles doivent favoriser la pauvreté ainsi définie "*un état de l'être au monde de l'homme qui ne met pas en péril sa joie de vivre*" [p.142]. C'est cette joie de vivre qui doit être le seule juge de la validité d'une expérience. Et ceci l'amène à la recherche de la notion d'harmonie au lieu de celle de progrès. "*L'harmonie n'est pas un concept utilitaire (…) elle implique, analogiquement, une pluralité et une diversité d'éléments entre lesquels interagissent des forces, des divergences et des mouvements conflictuels entre des intérêts contradictoires, mais, et c'est là le point central, où la notion de domination d'un élément sur tous les autres est exclue, non pour des raisons morales ou idéologiques, mais parce que cette domination entraînerait la disparition de l'ensemble existant*" [p.144].

Il termine en appelant l'écologie politique à intégrer dans sa réflexion une "*érotique de la décroissance*", érotique signifiant ici le désir d'une chose que l'on ne peut pratiquer dans l'absolu, vers lequel on tend sans cesse. Faute de prendre en compte cela, le risque est celui d'une écologie utilitaire qui ne pourra résoudre les problèmes que dans le cadre actuel, ce qui ne pourra que conduire à un "*totalitarisme écologiste justifiant son emprise planétaire au nom de la survie de l'espèce humaine*" [p.159]. Et de conclure : "*Seule la poésie peut sauver l'Homme dans son être profond, seule la fraternité peut le sauver dans son être social et politique. La fraternité est le lien manquant entre la dimension poétique et la dimension politique de l'être humain*" [p.169].

Ce livre, pas toujours évident à lire, ouvre avec bonheur de très nombreuses pistes de réflexion et enrichira ceux et celles qui espèrent voir progresser leur réflexion sur ce thème. MB.